



**Nations Unies**

**Contributions volontaires gérées  
par le Haut Commissaire des Nations Unies  
pour les réfugiés**

**États financiers vérifiés  
de l'année terminée le 31 décembre 2000 et**

**Rapport du Comité  
des commissaires aux comptes**

**Assemblée générale  
Documents officiels  
Cinquante-sixième session  
Supplément N° 5E (A/56/5/Add.5)**

**Assemblée générale**  
Documents officiels  
Cinquante-sixième session  
Supplément N° 5E (A/56/5/Add.5)

**Contributions volontaires gérées  
par le Haut Commissaire des Nations Unies  
pour les réfugiés**

**États financiers vérifiés  
de l'année terminée le 31 décembre 2000 et**

**Rapport du Comité  
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2001



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi . . . . .		v
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes . . . . .	1–110	1
Résumé . . . . .		1
A. Introduction . . . . .	1–12	3
1. Recommandations antérieures qui n'ont pas été pleinement appliquées . . . . .	8–10	4
2. Principales recommandations . . . . .	11–12	4
B. Questions financières . . . . .	13–56	5
1. États financiers . . . . .	13	5
2. Suivi et contrôle des activités des partenaires opérationnels . . . . .	14–41	5
3. Situation financière . . . . .	42–51	10
4. Inscription de pertes et manquants au compte des profits et pertes . . . . .	52–55	12
5. Paiements à titre gracieux . . . . .	56	13
C. Gestion . . . . .	57–109	13
1. Projet de système intégré d'information . . . . .	57–92	13
2. Donner la priorité aux activités directement liées au mandat du HCR . . . . .	93–100	21
3. Rapports sur les résultats obtenus . . . . .	101–105	22
4. Gestion des ressources humaines . . . . .	106–107	24
5. Cas de fraude et de présomption de fraude . . . . .	108–109	24
D. Remerciements . . . . .	110	25
Annexe Suivi des mesures prises en application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'exercice terminé le 31 décembre 1999 . . . . .		26
II. Opinion . . . . .		34
III. Exposé des responsabilités du Haut Commissaire et approbation des états financiers . . . . .		36
IV. États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2000 . . . . .		37
État I. Recettes et dépenses et évolution des réserves et des soldes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 . . . . .		38

---

Annexe à l'État I. Recettes et dépenses par fonds, région (au sens donné par le Comité exécutif), région ou pays (au sens donné par l'Appel global), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 .....	39
État II. Actif, passif, réserves et soldes au 31 décembre 2000 .....	54
Annexe à l'État II. Actif, passif, réserves et soldes par fonds, région (au sens donné par le Comité exécutif), région ou pays (au sens donné par l'Appel global), au 31 décembre 2000 ..	55
État III. Mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 .....	75
Tableau 1. Contributions à l'ensemble des fonds, au 31 décembre 2000 .....	77
Tableau 2. État des contributions non acquittées afférentes à des exercices antérieurs au 31 décembre 2000 .....	93
Tableau 3. Crédits ouverts et dépenses au titre du budget-programme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 .....	96
Tableau 4. Fonds disponibles au titre du Fonds pour les programmes annuel supplémentaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 .....	112
Tableau 5. Engagements réglés et engagements non réglés au 31 décembre 2000 au titre de projets afférents à des exercices antérieurs. ....	114
Appendice. Dons en nature reçus par le HCR en 2000 (hors budget) .....	120
Notes afférentes aux états financiers .....	121

---

## Lettres d'envoi

Le 1er juin 2001

Monsieur le Président,

Conformément au Règlement financier applicable aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, j'ai l'honneur de vous transmettre les comptes de l'année 2000, certifiés exacts et approuvés conformément à l'article 11.4 dudit Règlement.

Les observations ci-après concernant votre vérification des états financiers du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de l'année terminée le 31 décembre 2000, sont conformes à ce que nous savons et croyons, nous étant dûment informés auprès des responsables du Haut Commissariat :

1. Il est de notre responsabilité d'établir des états financiers retraçant fidèlement les activités de l'Organisation, et de vous communiquer des informations exactes. L'ensemble des pièces comptables ont été mises à votre disposition aux fins de vérification, et toutes les opérations se rapportant à l'exercice financier en cause ont été dûment consignées et portées en comptabilité. Tous les autres dossiers et les informations connexes vous ont été communiqués.
2. Les états financiers ont été établis conformément :
  - a) Aux Normes comptables pour le système des Nations Unies;
  - b) Au Règlement financier du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, tel qu'il a été approuvé par le Comité exécutif;
  - c) Aux Règles de gestion financière formulées par le Haut Commissaire comme prévu dans le Règlement;
  - d) Aux principes comptables de l'Organisation, tels qu'ils sont récapitulés dans la note 2 des états financiers, et qui ont été appliqués sur la même base que pour les exercices antérieurs.
3. Les biens durables dont il est question dans la note 10 des états financiers étaient la propriété de l'Organisation, n'étant grevés d'aucune charge. Le coût de ces biens au 31 décembre 2000, tel qu'indiqué dans ladite note, a été déclaré à sa juste valeur.

Le Président du Comité des commissaires aux comptes  
Organisation des Nations Unies  
New York

- 
4. Les disponibilités et les soldes interinstitutions comptabilisés devraient, à notre avis, livrer en substance les montants déclarés.
  5. Toutes les sommes significatives à recevoir ont été incluses dans les états financiers, et représentent des créances valables auprès de débiteurs. Nous comptons recevoir effectivement toutes les sommes significatives qui étaient à recevoir au 31 décembre 2000.
  6. Toutes les sommes à payer qui étaient connues ont été incluses dans les comptes.
  7. Les engagements non réglés comptabilisés représentent des engagements en bonne et due forme de l'Organisation, contractés en conformité avec le Règlement financier.
  8. Toutes les créances significatives, basées sur une obligation juridique et les créances éventuelles ont été indiquées fidèlement dans les états financiers.
  9. À l'exception des faits signalés dans les états financiers, la situation financière de l'Organisation n'était modifiée de manière significative par aucun des éléments ci-après :
    - a) Charges, ou sommes portées au crédit de l'Organisation, correspondant à des exercices antérieurs;
    - b) Modifications de quelque sorte de la méthode comptable.
  10. Toutes les dépenses déclarées pour la période en cause ont été engagées conformément au Règlement financier de l'Organisation et aux éventuelles instructions du donateur.
  11. Tous les engagements à imputer sur les ressources d'exercices à venir ont été déclarés comme l'exigent les normes comptables pour le système des Nations Unies.
  12. Nous affirmons que toutes les pertes (espèces ou sommes à recevoir), tous les versements à titre gracieux, tous les cas de fraude présumée et de fraude avérée, où qu'ils se soient produits, ont été signalés au Comité des commissaires aux comptes.
  13. Tous les points nécessaires pour que les états financiers donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice sont signalés dans la comptabilité.
  14. Il n'est survenu depuis la date de l'état de l'actif et du passif aucun événement qui aurait entraîné la nécessité de réviser les chiffres figurant dans les états financiers ou dans l'une quelconque des notes.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et Directeur,  
(Signé) Jean-Marie **Fakhouri**

Le Haut Commissaire des Nations Unies  
pour les réfugiés  
(Signé) Ruud **Lubbers**



---

Le 28 juin 2001

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale et leur opinion à l'issue de la vérification des comptes concernant les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Président de la Commission de vérification  
des comptes des Philippines  
et Président du Comité des commissaires aux comptes  
de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Guillermo N. **Carague**

Le Président de l'Assemblée générale  
des Nations Unies  
New York



## Chapitre premier

### Rapport du Comité des commissaires aux comptes

#### *Résumé*

Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers des fonds de contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2000. Le Comité a également vérifié les opérations, pour la même période, des fonds de contributions volontaires administrés par le Haut Commissaire au siège du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Genève, ainsi que dans les bureaux extérieurs du Haut Commissariat en Australie, en Indonésie, au Libéria, au Myanmar, au Pakistan, en Serbie et au Timor oriental.

Les principales conclusions du Comité sont les suivantes :

a) Bien que le HCR ait réussi à réduire de 186,5 millions de dollars le montant des dépenses de l'exercice et des exercices antérieurs pour lesquels il n'avait pas été reçu de rapport de contrôle sur les sous-projets, il reste encore 55,5 millions de dollars d'avances aux partenaires opérationnels à apurer, se rapportant aux exercices 1994 à 2000;

b) Sur les 55,5 millions de dollars d'avances à apurer, 8,5 millions de dollars se rapportent à l'exercice 2000. Le Comité a mis en évidence en outre des lacunes de taille en ce qui concerne le contrôle et la validation de quelque 32 millions de dollars de dépenses engagées par les agents d'exécution, et constaté qu'un pays avait refusé de communiquer au HCR les pièces comptables d'agents d'exécution dont les dépenses s'élevaient au total à 3 millions de dollars. Le Comité a collaboré étroitement avec le HCR ces dernières années pour l'aider à améliorer sa comptabilité, et estime que les incertitudes touchant les dépenses engagées par certains agents d'exécution doivent maintenant être exprimées dans son opinion. Il a donc émis une réserve limitant l'étendue de la vérification pour des dépenses d'agents d'exécution d'un montant de 43,5 millions de dollars;

c) Le HCR a réussi à obtenir des certificats d'audit indépendant pour 330 millions de dollars (79 %) des dépenses engagées par les agents d'exécution pendant l'exercice 1999. Il restait en mai 2001 environ 90 millions de dollars des dépenses de 1999 qui n'avaient pas été certifiées;

d) Le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) ayant mis en évidence des faiblesses marquées dans les systèmes utilisés par des agents d'exécution, le HCR a fait le nécessaire pour resserrer le contrôle du fonctionnement de 42 grands partenaires opérationnels;

e) Les recettes du HCR ont baissé de 28 % depuis 1996, et les réserves et soldes des fonds de 53 %, pour s'établir à 127 millions de dollars au 31 décembre 2000. Le HCR n'a pris aucune mesure pour restreindre ses dépenses afin de les aligner sur les recettes attendues;

f) Lors de la première évaluation du projet de système intégré, le HCR n'a pas chiffré et rangé par ordre d'intérêt les avantages qu'il tirerait du nouveau système, et n'a pas non plus déterminé dans quelle mesure le logiciel devrait être modifié pour répondre à ses besoins;

g) Bien qu'il ait négocié des avantages pour compenser certains coûts, le HCR a engagé des dépenses d'un montant de 781 651 dollars pour acheter des modules inutiles de son projet de système intégré;

h) Lorsqu'il a choisi un soumissionnaire pour le projet, le HCR a préféré à une soumission de 8,9 millions de dollars une autre d'un montant de 17,9 millions de dollars, qui n'avait été considérée supérieure que de trois points de pourcentage à l'autre;

i) Trois ans plus tard, ayant dépensé 8,7 millions de dollars sur un budget total de 34 millions de dollars, le HCR n'a toujours pas de système intégré opérationnel;

j) Dans certains des pays où le Comité s'est rendu, le HCR menait des activités de développement des infrastructures (construction de routes, de ponts...) destinées à venir en aide à l'ensemble de la population au lieu de soulager les besoins précis des réfugiés;

k) Le HCR ne s'est toujours pas doté d'un système fiable lui permettant d'obtenir des renseignements exacts sur l'effectif et les caractéristiques de la population de réfugiés.

Le Comité a émis des recommandations propres à améliorer le contrôle des dépenses engagées par les partenaires opérationnels, à renforcer la gestion du projet de système intégré, et à faire axer plus directement les activités sur les besoins des réfugiés.

On trouvera au paragraphe 11 du rapport la liste des principales recommandations du Comité.

## A. Introduction

1. Conformément au paragraphe 22 du Statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes de l'année terminée le 31 décembre 2000 relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire. La vérification a été effectuée conformément à l'article XII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit Règlement et conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les normes en question exigent que le Comité organise et mène la vérification des comptes de manière à s'assurer avec un degré raisonnable de certitude qu'il n'y a pas d'erreur importante dans les états financiers.

2. Le Comité a procédé à cette vérification essentiellement afin de formuler une opinion sur le point de savoir si les dépenses comptabilisées dans les états financiers pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2000 avaient été engagées aux fins approuvées par le Comité exécutif du HCR; si les recettes et les dépenses avaient été classées et comptabilisées conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière; et si les états financiers relatifs aux contributions volontaires gérées par le HCR reflétaient fidèlement la situation financière au 31 décembre 2000. Les vérificateurs ont effectué un examen général des systèmes financiers et des contrôles internes et procédé à des vérifications ponctuelles des écritures comptables et autres pièces justificatives qu'ils ont jugées nécessaires pour se faire une opinion sur les états financiers.

3. La vérification a été effectuée au siège du HCR à Genève et dans les bureaux extérieurs, en Australie, en Indonésie, au Libéria, au Myanmar, au Pakistan, en Serbie et au Timor oriental.

4. Indépendamment de sa vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a procédé à des vérifications au titre de l'article 12.5 du Règlement financier de l'ONU. En 2000, il a examiné l'état d'avancement du projet de système intégré, l'ordre de priorité des activités relevant du mandat de base, la qualité des rapports d'exécution et plusieurs aspects précis de la gestion des ressources humaines. En outre, il a étudié l'efficacité des audits internes du HCR, réalisés par le Bureau des services de contrôle interne. Il a conclu que ces audits étaient généralement satisfaisants, et mentionne dans le présent rapport les domaines où il s'est fondé sur le travail réalisé par le Bureau. Il a également cherché à établir si les contrôles internes exercés au siège du HCR et dans ses bureaux extérieurs étaient suffisants.

5. Le Comité a continué à faire part à l'Administration du résultat de ses différentes vérifications par des commentaires d'audit et dans des lettres contenant ses conclusions et recommandations. Il a ainsi permis au dialogue engagé avec elle de se poursuivre sur les problèmes mis en évidence à l'occasion de l'audit.

6. Le présent rapport aborde des questions qui, de l'avis du Comité, méritent d'être portées à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations présentées sur tout l'éventail des questions visées par le rapport ont été communiquées au HCR. L'Administration a confirmé les éléments sur lesquels se fondent les observations et conclusions du Comité, fourni les explications demandées et répondu aux questions qui lui ont été posées. Le rapport comporte deux parties, l'une consacrée au contrôle des aspects financiers, l'autre à l'audit de gestion.

7. Les principales recommandations du Comité figurent ci-après au paragraphe 11. Les constatations sont exposées en détail aux paragraphes 13 à 109.

## 1. Recommandations antérieures qui n'ont pas été pleinement appliquées

8. Conformément au paragraphe 7 de la section A de la résolution 51/225 de l'Assemblée générale, en date du 3 avril 1997, le Comité signale séparément ci-dessous les recommandations qui n'ont pas été pleinement appliquées par le HCR. Il précise à quel stade en est la mise en oeuvre. Les chiffres entre parenthèses (à partir de 1995) renvoient à l'année au cours de laquelle le Comité a formulé des recommandations selon lesquelles l'Administration devrait :

a) Faire de l'établissement des plans de travail une partie intégrante de la planification et du suivi des projets (1995, 1996, 1998 et 1999);

b) Veiller à ce que les biens durables soient inventoriés de façon complète et exacte et procéder à intervalles réguliers à des vérifications physiques des stocks (1996, 1997, 1998 et 1999).

9. Pour ce qui est de la première recommandation ci-dessus, le Comité a noté que la planification des programmes du HCR dans les bureaux extérieurs appelait encore des améliorations. Pour ce qui est de la deuxième, le Comité a relevé que la gestion des biens durables continuait à faire problème. Les vérifications physiques des biens durables dans trois bureaux extérieurs n'avaient porté que sur des biens d'une valeur de 650 000 dollars, alors que la valeur de l'ensemble est estimée à 11,1 millions de dollars, et les renseignements communiqués au siège faisaient apparaître dans la valeur des biens une sous-estimation de 6,4 millions de dollars.

10. Conformément à la résolution 48/216 B de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1993, le Comité a également passé en revue les mesures prises par l'Administration pour appliquer les recommandations qu'il avait faites dans son rapport pour l'année qui s'est terminée le 31 décembre 1999. Les mesures adoptées et les observations du Comité à ce sujet sont exposées en détail dans l'annexe au présent rapport.

## 2. Principales recommandations

11. Le Comité recommande au HCR :

a) **De resserrer le contrôle exercé sur les bureaux extérieurs, pour leur faire vérifier à fond les rapports de contrôle des sous-projets, y compris les pièces justificatives et les relevés bancaires (par. 30);**

b) **De veiller à ce que tous les bureaux extérieurs examinent les certificats d'audit qu'ils reçoivent concernant les projets et leur donnent la suite voulue lorsqu'un problème a été soulevé (par. 38);**

c) **De déterminer pour le projet de système intégré des avantages bien définis, rangés par ordre d'importance, et chiffrés dans toute la mesure du possible, afin d'avoir des repères d'étape réalistes permettant de suivre les progrès (par. 64);**

d) **De mettre en place et de maintenir une ligne hiérarchique unique pour la gestion du projet, que le personnel suivra pour rendre compte de tous les aspects de l'évolution du projet de système intégré (par. 81);**

e) De réexaminer s'il est utile de lancer des projets qui ne viennent pas directement en aide aux réfugiés, et de fixer systématiquement des repères d'étape permettant de mesurer les progrès et de déterminer le moment où un projet a rempli ses objectifs (par. 97);

f) De mettre en place un système permettant de garantir la tenue d'informations exactes sur l'effectif et les caractéristiques de la population de réfugiés (par. 100);

g) D'inclure dans les accords visant les sous-projets des objectifs et des produits clairement définis et chiffrés, et d'établir des plans de travail comportant des repères d'étape et un calendrier (par. 103).

12. Le Comité présente d'autres recommandations dans les paragraphes 53, 70, 87, 90, 105 et 107.

## **B. Questions financières**

### **1. États financiers**

13. Le Comité a examiné les états financiers du HCR pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 afin de déterminer dans quelle mesure ils étaient conformes aux normes comptables pour le système des Nations Unies. Il a conclu qu'ils l'étaient, dans l'ensemble.

### **2. Suivi et contrôle des activités des partenaires opérationnels**

#### **Avances faites à des partenaires opérationnels**

14. Lorsqu'il adresse au directeur de programme concerné une lettre d'instruction confirmant le montant initial de l'aide au projet pour l'exercice budgétaire, le HCR engage le montant correspondant. Le montant des engagements est révisé au cours de l'exercice lorsque celui des contributions des donateurs est connu. Lorsque des partenaires opérationnels participent à un projet, le HCR signe avec eux un accord de sous-projet présentant le budget et un plan de versement d'avances en espèces. Le versement effectif des avances est fonction des progrès accomplis et des dépenses dont le partenaire fait état dans ses rapports trimestriels de contrôle des sous-projets. Le rapport trimestriel doit être soumis préalablement au versement de toute nouvelle avance. Le HCR contrôle les avances faites aux partenaires opérationnels au moyen d'un compte de contrôle des dépenses relatives aux projets (X21) qui est apuré lorsque les partenaires présentent leurs rapports. Lorsqu'il apure le compte X21, le HCR passe en charges les montants des avances dans les rubriques correspondant aux secteurs d'activité dans lesquels les partenaires opérationnels ont engagé les sommes versées. Les dépenses des partenaires opérationnels qui sont inscrites dans les comptes représentent donc le total des montants prévus dans les lettres d'instruction émises au cours de l'exercice, que les fonds aient été avancés ou non et qu'ils aient été déboursés ou non. En fin d'exercice, les engagements donnés aux partenaires opérationnels au titre desquels il n'a pas été versé d'avance sont inscrits dans les comptes comme engagements non réglés.

15. Depuis 1996, le Comité a de diverses façons encouragé le HCR à revoir sa méthode de comptabilisation des dépenses des partenaires opérationnels pour éviter de surévaluer les dépenses et de sous-évaluer l'actif. En 1998, le HCR a reconnu que

sa politique consistant à comptabiliser les obligations au siège pourrait se traduire par une surestimation des charges à payer et a accepté de la modifier et d'enregistrer les avances en tant que disponibilités à court terme. Ce changement devait être effectif en 2002-2003, lorsque le projet de système intégré serait mis en oeuvre.

16. Le Comité attend avec intérêt que le HCR applique sa politique révisée de sorte à éviter que les charges à payer soient surestimées.

17. Pour 2000, les dépenses des partenaires opérationnels se sont élevées au total à 310 millions de dollars, dont 271,5 millions de dollars de décaissements, 8,5 millions de dollars d'avances non réglées et 30 millions de dollars d'engagements non réglés. Ces dépenses reposent sur des accords officiels, signés par le HCR et ses partenaires opérationnels, qui définissent les buts et objectifs des projets d'assistance. Ces accords prévoient un contrôle serré des activités menées au titre des projets, et notamment de la gestion financière et de l'exécution. Le manuel du HCR donne au personnel des directives sur les procédures de contrôle s'appliquant à tous les projets et précise quelles activités de contrôle doivent être menées par les organismes qui exécutent les sous-projets, les bureaux extérieurs et le siège du HCR.

18. Les soldes des dépenses relatives aux projets de l'exercice en cours et des exercices précédents pour lesquelles le siège n'a pas reçu de rapport de contrôle dûment approuvé sont inscrits dans le compte de contrôle des dépenses relatives aux projets (X21). Comme ces rapports sont le principal élément probant attestant du fait que les dépenses engagées correspondent à l'accord conclu, les soldes en question représentent des dépenses d'exercices précédents qui n'ont pas été intégralement contrôlées et vérifiées par le HCR.

19. Dans de précédents rapports, dont le dernier portait sur les états financiers de 1999, le Comité des commissaires aux comptes s'est dit préoccupé par les retards accumulés dans l'apurement du compte X21. En 2000, le HCR a fait des efforts considérables et soutenus qui lui ont permis de réduire le total des soldes inscrits au compte X21 de quelque 186,5 millions de dollars. Toutefois, à la fin juin 2001, figuraient encore dans le compte X21 des avances non réglées d'un montant total de 55,5 millions de dollars se répartissant comme suit :

- a) 21 millions de dollars se rapportant à la période 1994-1997;
- b) 8 millions de dollars se rapportant à 1998;
- c) 18 millions de dollars se rapportant à 1999;
- d) 8,5 millions de dollars se rapportant à 2000.

20. Étant dans l'incertitude quant à ces avances, l'Administration a décidé d'en faire état dans la note 4 a) des états financiers. Le Comité a donc émis une réserve concernant des avances d'un montant de 8,5 millions de dollars qui ont été passées en charges mais pour lesquelles il n'a pas été reçu de rapport de contrôle.

21. Le Comité encourage le HCR à poursuivre ses efforts en vue d'obtenir les rapports qui, comme il ressort du compte de contrôle X21, n'ont pas été présentés.

#### **Examen des rapports de contrôle des sous-projets**

22. Lorsque le rapport de contrôle est reçu, le Groupe du programme du bureau extérieur concerné est chargé de passer en revue l'information financière et de si-



gner le formulaire attestant que les dépenses concordent avec l'accord relatif au projet. Selon le manuel du HCR, les bureaux extérieurs sont tenus de :

- a) Veiller à ce que les dépenses dont font état les partenaires opérationnels soient conformes aux derniers budgets approuvés;
- b) Veiller à ce que les rapports sur la gestion financière et l'exécution présentés par les partenaires opérationnels reflètent bien l'assistance fournie aux bénéficiaires;
- c) Demander aux partenaires opérationnels, le cas échéant, des explications ou des détails supplémentaires ou des rapports révisés.

23. Avant que les rapports ne soient approuvés, le personnel des bureaux extérieurs chargé du programme et des finances est tenu de vérifier les pièces justificatives, les livres de comptes et les relevés bancaires. En outre, le personnel chargé du programme est censé se rendre dans les bureaux des partenaires opérationnels et les inspecter physiquement, conformément au manuel financier du HCR.

24. Le Comité a examiné la façon dont les procédures étaient appliquées et a constaté que les responsables du contrôle sur le terrain ne pouvaient en général présenter aucun élément probant indiquant qu'ils avaient régulièrement ou systématiquement vérifié les dépenses des partenaires opérationnels. En particulier, l'application des procédures de contrôle laissait sérieusement à désirer dans trois des pays dans lesquels le Comité s'était rendu, où des dépenses importantes avaient été engagées. Dans ces trois pays, quelque 18 millions de dollars de dépenses n'avaient pas été soumis aux principaux contrôles de gestion prescrits par le manuel du HCR. Ainsi :

- a) Les fonctionnaires chargés du programme et des finances n'avaient pas donné leur approbation, ou l'avait donnée « sous réserve de vérification ou d'audit supplémentaire »;
- b) Les fonctionnaires chargés du programme et des finances avaient informé le Comité qu'ils ne considéraient pas l'approbation des dépenses comme relevant de leur responsabilité ou qu'ils n'avaient pas le temps de procéder à des inspections.

25. Dans cinq des pays où le Comité s'était rendu, il n'y avait pas de programme de visites de contrôle dans les bureaux des partenaires opérationnels, et aucune visite de contrôle officielle ayant pour but la vérification des dépenses n'avait été effectuée en 2000. Les bureaux de pays concernés avaient procédé à des examens partiels des contrôles internes des partenaires opérationnels. Un montant total de 148 millions de dollars avait été engagé dans les cinq pays en 2000, dont 107 millions de dollars avaient été versés aux partenaires opérationnels.

26. Le Comité a également noté que dans un des bureaux extérieurs, les contrôles internes de certains partenaires opérationnels avaient été jugés insuffisants. Ne disposant pas du personnel nécessaire à cet effet, le bureau avait chargé un consultant de passer en revue les pratiques comptables de 29 partenaires opérationnels. Le consultant avait mis le doigt sur de sérieux problèmes en matière de comptabilité chez plus de la moitié des partenaires opérationnels dont il avait étudié les pratiques. Ainsi, dans certains cas, les rapprochements bancaires, le grand livre général ou encore les pièces justificatives faisaient défaut.

27. Le Comité a conclu que du fait de ces déficiences, le HCR n'avait aucune assurance concernant un montant de quelque 18 millions de dollars, soit 17 % des dépenses engagées par les partenaires opérationnels concernés, et n'avait que des assurances limitées quant au reste de ces dépenses.

28. Ayant constaté que les règles étaient fort peu suivies dans trois bureaux extérieurs, où les fonctionnaires des finances avaient manqué de vérifier ou de valider les rapports de contrôle des sous-projets comme ils étaient censés le faire, le Comité a poursuivi ses vérifications dans d'autres bureaux. Il a sélectionné, par l'intermédiaire du siège, 74 sous-projets d'un coût élevé, représentant des dépenses de 42 millions de dollars. Il a constaté que les fonctionnaires chargés du programme avaient dûment vérifié et approuvé des dépenses s'élevant à 28 millions de dollars, mais n'avaient donné que des assurances partielles concernant le solde, soit 14 millions de dollars. En outre, un pays avait refusé de laisser le HCR examiner les comptes des partenaires opérationnels pour vérifier des dépenses de 3 millions de dollars engagées en 2000; le gouvernement de ce pays n'avait pas non plus fourni au HCR de certificat d'audit externe se rapportant aux dépenses en question.

29. Dans l'ensemble, le Comité a conclu de son examen des rapports de contrôle des sous-projets que la vérification et la validation de dépenses des partenaires opérationnels s'élevant à quelque 35 millions de dollars avaient été sérieusement déficientes. Ces dépenses ne pouvant être justifiées par d'autres documents, le Comité a dû assortir son opinion d'une réserve à leur égard.

**30. Le Comité recommande au HCR de resserrer le contrôle exercé sur les bureaux extérieurs pour leur faire vérifier à fond les rapports de contrôle des sous-projets, y compris les pièces justificatives et les relevés bancaires.**

31. En bref, c'est en dépit des efforts concertés du HCR pour responsabiliser les partenaires opérationnels que la présentation des rapports de contrôle des sous-projets laisse à désirer. Le HCR a réussi à ramener le montant des dépenses non couvertes par des rapports de contrôle de 96 millions de dollars au 31 décembre 2000 à 8,5 millions de dollars à la fin juin 2001, et a obtenu de nombreux certificats d'audit manquants, comme il est indiqué dans le présent rapport. Toutefois, au niveau des bureaux extérieurs, il y a eu de sérieux problèmes sur le plan de la vérification et de la validation des rapports de contrôle des sous-projets, ainsi que de la supervision des partenaires opérationnels. Le Comité a, ces dernières années, collaboré de près avec le HCR pour l'aider à renforcer la responsabilité, et il estime désormais que les incertitudes ayant trait aux dépenses engagées par certains partenaires opérationnels doivent être reflétées dans son opinion. Il a donc assorti son opinion d'une réserve portant sur des dépenses d'un montant de 43,5 millions de dollars, dont un montant de 8,5 millions de dollars correspondant à des dépenses non couvertes par des rapports de contrôle et un montant de 35 millions de dollars correspondant à des dépenses qui sont couvertes par des rapports mais n'ont pas été dûment validées.

#### **Certificats d'audit externe**

32. Le HCR demande que lui soient fournis des certificats d'audit externe confirmant que les partenaires opérationnels ont utilisé aux fins prévues les fonds qui leur ont été versés. Ces certificats ne sont généralement disponibles qu'après que le Comité a émis une opinion concernant les états financiers du HCR pour un exercice donné et portent donc essentiellement sur des dépenses engagées au cours

d'exercices antérieurs. Cela étant dit, même s'ils ne concernaient pas directement l'année 2000, de tels certificats donneraient l'assurance que les partenaires opérationnels ont des pratiques comptables satisfaisantes et tiennent une comptabilité financière correcte.

33. Étant donné les préoccupations exprimées antérieurement par le Comité, le HCR a adopté une nouvelle façon de procéder pour obtenir davantage de certificats d'audit, en particulier pour les sous-projets au titre desquels les dépenses dépassent les 100 000 dollars. En 1999, les dépenses des partenaires opérationnels se sont chiffrées à quelque 420 millions de dollars (dont 12 millions seulement engagés au titre de sous-projets pour lesquels les dépenses étaient inférieures à 100 000 dollars). Au moment de la vérification du Comité, en mai 2001, le HCR avait reçu pour 1999 des certificats couvrant des dépenses d'un montant de 330 millions de dollars (soit 79 % du total). Il manquait encore des certificats pour des dépenses s'élevant à environ 90 millions de dollars (soit 21 %), dont 10 millions avaient trait à des sous-projets pour lesquels moins de 100 000 dollars avaient été engagés.

34. Le Comité reconnaît que le HCR a fait beaucoup de progrès pour ce qui est d'obtenir les certificats manquants portant sur les dépenses engagées par les partenaires opérationnels au cours d'exercices précédents. Il encourage le Haut Commissariat à poursuivre ses efforts afin d'obtenir des certificats pour tous les projets importants d'exercices précédents.

#### **Qualité des audits et résultats**

35. Pour évaluer la qualité des certificats fournis au HCR et les résultats des audits portant sur les dépenses de 1999, le Comité a examiné 91 certificats ayant trait à des dépenses d'un total de 241 millions de dollars. Il a fait les constatations suivantes :

a) Les vérificateurs avaient dû assortir de réserves leurs opinions concernant des dépenses d'un montant total de 18 millions de dollars (7 %) en raison du manque d'éléments probants;

b) Des dépenses d'un montant total de 17 millions de dollars (7 %) n'avaient pas été vérifiées dans les règles (l'audit avait été effectué par des comptables de l'État et non par des vérificateurs externes);

c) 25 certificats, couvrant des dépenses d'un montant total de 77 millions (32 %), n'indiquaient pas clairement que les fonds versés par le HCR avaient été utilisés aux fins prévues par les accords.

36. Deux des opinions assorties de réserves concernaient des projets exécutés dans un même pays. Les vérificateurs externes n'avaient pu s'assurer de la validité des dépenses engagées en 1999, qui s'élevaient à 13,4 millions de dollars. Ils n'avaient donc pu se prononcer quant à savoir si les états relatifs au projet donnaient une idée exacte de la réalité. Le Bureau des services de contrôle interne a par la suite examiné les activités du bureau du HCR dans ce pays, dont les dépenses s'élevaient à 56 millions de dollars en 1999, et conclu qu'il avait fait peu d'efforts pour se conformer aux directives du HCR, qui prévoient une supervision et un contrôle étroits des partenaires opérationnels.

37. Le Comité a conclu que dans la mesure où les rapports d'audit reçus pour 1999 étaient d'une portée et d'une qualité insuffisantes, il n'avait pu obtenir qu'un niveau

d'assurance limité quant aux pratiques comptables et à la comptabilité financière des partenaires opérationnels pour 2000.

**38. Le Comité recommande au HCR de veiller à ce que les bureaux extérieurs examinent les certificats d'audit qu'ils reçoivent concernant les projets et leur donnent la suite voulue lorsqu'un problème sérieux a été soulevé, comme prévu par le manuel.**

#### **Résultats des examens, par le Bureau des services de contrôle interne, des dépenses des partenaires opérationnels**

39. Le Comité a examiné les rapports établis par le Bureau des services de contrôle interne en 2000-2001 concernant les dépenses engagées par les partenaires opérationnels au titre d'activités menées en 1998 et 1999, lesquelles se montaient à 167 millions de dollars. Ces rapports mettaient en lumière de sérieuses lacunes dans les pratiques des partenaires opérationnels. En particulier, 42 % avaient des pratiques comptables laissant à désirer; 38 % n'avaient pas pu fournir une documentation complète pour justifier leurs dépenses et 38 % n'avaient pas appliqué les procédures convenues pour faire état de leurs dépenses, et notamment n'avaient pas présenté les rapports de contrôle des sous-projets.

40. Bien que les bureaux extérieurs et les partenaires opérationnels aient pu améliorer leurs pratiques en 2001 à la suite de la recommandation du Bureau des services de contrôle interne, le Comité a conclu qu'en 2000, rien n'indiquait qu'il y ait eu progrès.

41. Le Comité note qu'à la suite des préoccupations exprimées par le Bureau des services de contrôle interne dans ses rapports, le HCR a renforcé, à partir de janvier 2001, le contrôle qu'il exerce sur 42 grands partenaires opérationnels. En particulier, il requiert désormais que ceux-ci décrivent leurs pratiques comptables, conservent les documents comptables dans leurs bureaux extérieurs, fassent état des dépenses engagées au titre de chaque membre du personnel affecté aux projets et demandent l'approbation du HCR avant d'effectuer des achats.

### **3. Situation financière**

42. Le HCR tire la presque totalité de ses ressources des contributions volontaires (709 millions de dollars en 2000) et des contributions au budget ordinaire (20 millions de dollars). Dans son rapport sur les états financiers de 1999<sup>1</sup>, le Comité a attiré l'attention sur la réduction des contributions volontaires versées au HCR par les pays donateurs et s'est dit préoccupé par les problèmes de trésorerie que cela risquait de poser, problèmes qui pourraient se répercuter sur l'assistance apportée par le HCR et sa capacité de réagir en cas de situation d'urgence. Pour évaluer la situation financière d'ensemble du HCR, le Comité s'est penché sur l'information se rapportant aux cinq dernières années et a examiné le niveau des réserves par rapport au passif à long terme, indiqué dans la note 12 des états financiers.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 5E (A/55/5/Add.5), chap. I.

Tableau I.1  
Situation financière, 1996-2000

	1996	1997	1998	1999	2000
	<i>(En millions de dollars É.-U.)</i>				
Contributions volontaires	993	820	784	927	709
Dépenses	1 145	974	842	1 051	784
Déficit des recettes par rapport aux dépenses (avant ajustements)	(152)	(154)	(58)	(96)	(75)
Ajustements au titre des exercices précédents	75	76	63	45	57
Réserve et soldes des fonds en fin d'exercice	269	191	196	145	127

43. Le tableau I.1 présente une analyse, sur cinq ans, des principaux chiffres figurant dans les états financiers. Au cours de ces cinq ans, les recettes sont passées de 993 millions de dollars à 709 millions de dollars (une diminution de 28 %), bien qu'elles aient augmenté en 1999, davantage de contributions volontaires ayant été versées en réponse à de graves problèmes de réfugiés en Europe de l'Est, en Asie et en Afrique de l'Ouest. Les dépenses ont suivi la même évolution, passant de 1 milliard 145 millions de dollars à 784 millions de dollars (une diminution de 31 %). Bien que le déficit des recettes par rapport aux dépenses pour chaque exercice ait été réduit grâce à des ajustements au titre des exercices précédents, le HCR a dû faire appel à ses réserves pour couvrir le déficit restant. Par conséquent, sur les cinq ans, les réserves ont diminué de 142 millions de dollars (soit 53 %), passant de 269 millions de dollars à 127 millions de dollars. D'après les estimations du Comité, si le déclin observé depuis 1996 se poursuivait au même rythme, les réserves seraient réduites à 70 millions de dollars d'ici deux ans, ce qui ne couvrirait que le fonds de roulement et de garantie (50 millions de dollars) et les réserves affectées aux administrateurs auxiliaires, à l'assurance-maladie et aux fonds d'affectation spéciale (18 millions de dollars).

44. En ce qui concerne la situation de trésorerie du HCR, le Comité a noté que le ratio actif/passif s'était amélioré, passant de 1,69 à 1 à la fin de 1999 (355,6 millions de dollars d'actif pour 210,4 millions de dollars de passif) à 2,43 à 1 à la fin de 2000 (216,1 millions de dollars d'actif pour 89 millions de dollars de passif). Ce ratio indique qu'à la fin 2000, le HCR disposait de suffisamment d'actifs pour couvrir presque deux fois et demie son passif.

45. Le Comité a conclu que, bien que le HCR ait suffisamment d'actifs à court terme pour couvrir son passif, il devrait, pour chaque exercice, rapprocher le montant des dépenses de celui des recettes effectives. Il souscrit donc aux initiatives que le HCR a prises en février 2001 pour limiter les dépenses au montant des recettes attendues et déterminer la taille optimale de l'organisation.

46. En ce qui concerne le passif correspondant aux prestations dues à la cessation de service, le Comité note que le montant estimatif des prestations en question a été multiplié presque par cinq, puisqu'il se situait entre 22 et 27 millions de dollars en 1999 (voir la note 9 c) des états financiers de 1999<sup>2</sup>) et avait atteint 105 millions de dollars en 2000 (voir la note 12 c) des états financiers de 2000). Le HCR a informé

<sup>2</sup> Ibid., chap. IV.

le Comité que pour les exercices précédents, ce passif avait été calculé sur la base de prévisions assez vagues, mais qu'à la fin de 2000, il avait procédé à une évaluation plus rigoureuse des prestations. Le Comité a examiné les prévisions révisées et les juge raisonnables, même s'il constate que, contrairement à ce que recommandent les normes comptables pour le système des Nations Unies, il n'y a pas eu d'évaluation actuarielle des prestations afférentes à l'assurance-maladie après la cessation de service. À la suggestion du Comité, le HCR a expliqué dans les notes des états financiers de 2000 l'augmentation considérable du passif correspondant aux prestations dues à la cessation de service, conformément aux normes comptables pour le système des Nations Unies.

47. Jusqu'à janvier 2000, un grand nombre de membres du personnel du HCR avaient des contrats de durée déterminée et n'avaient pas officiellement droit, à l'expiration de ces contrats, à des indemnités de départ. Depuis janvier 2000, le HCR a octroyé à tous les membres de son personnel des contrats de durée indéfinie qui donnent droit à des indemnités de départ proportionnelles au nombre d'années de service, le maximum étant de 12 mois de traitement après 15 années de service.

48. En mai 2001, le HCR a élaboré un plan d'action visant notamment à ce que les dépenses d'administration concordent avec les recettes attendues pour 2001. Ce plan prévoyait une réduction de 598 postes. Le Comité craint que le coût de cette réduction des effectifs n'augmente du fait de l'introduction de contrats de durée indéfinie, qui obligent le HCR à verser des indemnités de départ.

49. Le HCR a informé le Comité qu'il ne s'attendait pas à ce que l'introduction des contrats de durée indéfinie ait des incidences financières notables dans la mesure où il avait déjà pour pratique, auparavant, de verser des indemnités de départ minimales à ceux dont le contrat expirait au moment où ils quittaient l'organisation.

50. Comme il est indiqué dans la note 12, le HCR n'a provisionné ni le passif correspondant aux prestations dues à la cessation de service (soit 105 millions de dollars), ni le passif correspondant aux prestations afférentes à l'assurance-maladie après la cessation de service (d'un montant estimatif de 260 millions de dollars). Les réserves détenues par le HCR à la fin 2000, soit 127 millions de dollars, ne permettraient pas de couvrir ces éléments de passif, dans la mesure où 75 millions de dollars sont réservés pour couvrir, en cas de besoin, les éléments suivants : assurance-maladie (9 millions de dollars), administrateurs auxiliaires (6 millions) et réserves opérationnelles servant à financer les activités en attendant la réception des contributions des donateurs (60 millions de dollars).

51. Le Comité comprend que le HCR ne souhaite pas mettre en réserve des montants considérables pour couvrir un passif à si long terme, dont le montant va dépendre d'événements futurs. Mais il est préoccupé par le fait qu'une si grande partie du passif correspondant aux prestations dues à la cessation de service demeure non provisionnée.

#### **4. Inscription de pertes et manquants au compte des profits et pertes**

52. Conformément à l'article 10.4 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, l'Administration a passé par profits et pertes, au cours de l'exercice, un montant de 330 714 dollars (espèces et sommes à recevoir). Les sommes à recevoir, d'un montant de 229 858 dollars, correspondent à des remboursements de la taxe sur la valeur ajoutée relatifs à la période de 1988 à 1998, dont on a estimé

qu'ils ne seraient probablement pas versés. L'Administration a également passé par profits et pertes des avances au titre de frais de voyage d'un montant total de 78 675 dollars, versées entre 1991 et 1994.

**53. Le Comité recommande que le HCR contrôle de plus près le montant des avances au titre de frais de voyage non réglées en vue de réduire les montants risquant de devoir être passés par profits et pertes.**

54. On trouvera ci-dessous des précisions sur les biens passés par profits et pertes en 2000 qui ont été notifiés au Comité de contrôle du matériel du siège :

<i>Cause</i>	<i>Valeur (en dollars É.-U.)</i>
Accident . . . . .	57 741
Détournement . . . . .	27 451
Vol . . . . .	157 510
Pillage . . . . .	70 375
Perte . . . . .	8 848
Dommages/destruction de biens . . . . .	3 812
Usure . . . . .	18 949
<b>Total . . . . .</b>	<b>344 686</b>

55. Le HCR a fourni au Comité des explications sur toutes les pertes et sommes passées par profits et pertes; le Comité estime que, dans l'ensemble, les mesures prises sont appropriées étant donné les circonstances.

## **5. Paiements à titre gracieux**

56. L'Administration a informé le Comité qu'elle avait effectué en 2000 des paiements à titre gracieux d'un montant d'environ 11 500 dollars. La somme avait été versée à deux membres du personnel qui, dans un accident de la route survenu alors qu'ils étaient en mission, avaient été blessés et avaient subi des pertes financières.

## **C. Gestion**

### **1. Projet de système intégré d'information**

#### **Historique**

57. Le système informatique central du HCR dépend du Centre international de calcul. L'Office des Nations Unies à Genève assure pour le HCR la tenue des états de paie et les services de voyage. Lorsque l'Office a adopté un système intégré de gestion (SIG), en avril 2000, il a continué à fournir ces deux types de service au HCR en dehors du SIG en attendant que le Haut Commissariat mette en place son projet de système intégré. Le HCR exploite un système de gestion de l'information financière qui comporte un grand-livre et un registre des projets et qui fonctionne à l'aide de logiciels introduits à la fin des années 80 et est régulièrement mis à jour depuis. Pour donner suite à sa décision de rapprocher des activités sur le terrain la

gestion des opérations et la gestion financière, le HCR a entrepris de décentraliser de plus en plus la prise de décisions hors de son siège, à Genève.

58. Le HCR estimait que les systèmes informatiques de gestion financière sur le terrain et au siège n'étaient pas entièrement intégrés, ne permettaient pas d'effectuer facilement les rapprochements avec les fichiers centraux et ne répondaient pas aux besoins des responsables en matière d'information. Pour faciliter les opérations d'exécution sur le terrain ainsi que le suivi et le contrôle des opérations par les responsables dans les bureaux extérieurs et au siège, le HCR a conçu un projet de système intégré, destiné à remplacer le système de gestion de l'information financière. Le projet de système intégré ne constituait qu'un élément d'une initiative plus vaste qui doit déboucher sur la mise en place d'un système de gestion des opérations. Ce dernier doit offrir un cadre de gestion global, axé sur les résultats et intégré.

59. Le projet de système intégré comporte trois sous-projets :

- a) Un système de planification des ressources desservant plusieurs sections distinctes : finances, fournitures, ressources humaines, protection et gestion des programmes;
- b) Un système de gestion électronique de la documentation;
- c) Un projet d'infrastructure à l'appui des deux premiers éléments.

### **Portée de l'examen**

60. Dans son rapport sur les états financiers du HCR pour 1998<sup>3</sup>, le Comité des commissaires aux comptes a fait observer que la planification était irréaliste et que l'application du système de gestion des opérations progressait trop lentement. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a pour sa part regretté le manque de transparence véritable dans l'établissement des rapports sur la mise en route, le coût, les résultats et l'exécution des projets informatiques du HCR et a demandé que le HCR présente des données globales sur la mise en oeuvre de tous les projets portant sur les technologies de l'information, y compris sur les coûts (A/55/487, par. 41). Prenant note de ces préoccupations, le Comité des commissaires aux comptes s'est penché sur les progrès effectués en 2000 dans l'application du projet de système intégré. Comme le HCR n'avait pas encore installé de système opérationnel, le Comité a limité son examen au coût, à l'efficacité et à l'exécution de la phase de planification et de la phase d'achat du système, en particulier :

- a) Sélection du nouveau système;
- b) Achat, y compris coût des logiciels et des contrats de consultants;
- c) Gestion des projets, y compris réalisations par rapport aux objectifs fixés.

### **Sélection du nouveau système**

61. Le HCR avait d'abord envisagé d'utiliser comme logiciel les modules du SIG. Il avait renoncé à employer le module comptabilité et finance du SIG car celui-ci ne répondait pas aux besoins des bureaux extérieurs, des bureaux de pays et des bureaux régionaux en matière de comptabilité et de finance, mais il avait d'abord pen-

<sup>3</sup> Ibid., cinquante-quatrième session, Supplément No 5E (A/54/5/Add.5), chap. I, par. 101.



sé appliquer les modules du SIG pour l'administration du personnel et la gestion des prestations et des états de paie.

62. En 1997, le HCR a engagé des consultants qui ont été chargés d'examiner de plus près le module administration du personnel du SIG. Les consultants ont estimé qu'il fallait apporter au module, à titre prioritaire, 60 perfectionnements et qu'il faudrait 6 500 heures de temps de consultant pour encoder le système révisé et le mettre à l'essai. En juin 1998, le HCR a conclu de l'analyse des consultants que le SIG ne répondait pas à ses besoins en matière d'information et décidé de n'employer aucun des modules (A/AC.96/900, par. 76).

#### **Analyse coût-avantages du projet de système intégré**

63. Le HCR a fait savoir au Comité qu'il avait rédigé un projet de descriptif du projet de système intégré indiquant la portée, les avantages et le coût du projet et comportant un calendrier d'exécution. Vingt-cinq avantages étaient énumérés mais ces avantages n'étaient pas classés par ordre d'intérêt et on ne leur assignait pas de valeur monétaire. Parmi les 68 avantages décrits de façon plus détaillée dans le plan de gestion du projet d'avril 1999, 33 consistaient en des avantages potentiels qui n'étaient pas quantifiés ou qui devaient déboucher sur des gains de productivité pour lesquels on n'avait pas calculé les économies qui seraient réalisées. Une mesure quantitative des avantages escomptés aurait permis aux responsables de disposer d'une base solide pour contrôler les progrès réalisés et planifier l'exécution du projet de façon réaliste.

64. **Le Comité recommande que le HCR définisse clairement les avantages escomptés, qu'il les classe par ordre d'importance et qu'il les chiffre dans la mesure du possible, afin de fixer un calendrier d'exécution réaliste sur la base duquel les progrès puissent être mesurés.** Le HCR est convenu de fournir une estimation réaliste des avantages escomptés pour chacune des futures phases de réalisation du projet, et de les classer et de les quantifier chaque fois que ce sera possible.

#### **Achat**

65. Le coût total du projet de système intégré est estimé à 34 millions de dollars, soit un budget initial de 14 millions de dollars, qui a été approuvé en 1998, et 20 millions de dépenses supplémentaires étagées de 2000 à 2002. Le Comité a examiné les opérations d'achat sur le plan des coûts et de l'efficacité.

#### *Sélection du logiciel*

66. En mai 1999, le Comité des marchés du HCR a recommandé que soit approuvé l'achat d'un logiciel pour un coût estimé à 5,3 millions de dollars. L'opération d'achat a commencé au mois de juillet 1997, lorsque le HCR a demandé à 19 fournisseurs potentiels de soumettre des offres. Sept d'entre eux ont répondu. Pour évaluer les offres, le HCR a créé un modèle qui était conçu de manière à éviter de mettre trop l'accent sur les aspects financiers aux dépens des aspects fonctionnels. Aucun des produits sélectionnés ne satisfaisait entièrement aux exigences du HCR. L'offre la plus intéressante marquait 71 points sur 100 et la suivante 63. Le HCR a conclu le marché en août 1999. Le prix d'achat final s'établissait à 4,9 millions de dollars et le produit devait commencer à être livré en septembre 2000. Il ressortait de l'évaluation que les deux produits les mieux notés nécessiteraient, s'ils étaient retenus, des changements – s'étageant de modérés à importants – soit dans le logi-

ciel soit dans la façon de travailler du personnel du HCR, mais le HCR estimait que le produit finalement retenu exigerait moins d'opérations d'adaptation.

67. Le HCR a fait savoir au Comité que ses estimations les plus récentes concernant le coût du produit sur l'ensemble de son cycle de vie confirmaient que le fournisseur sélectionné proposait le rapport le plus faible entre le coût de mise en place et les frais de licence. Le HCR affirmait donc, que, sauf dans le domaine des ressources humaines, la programmation du système demanderait une adaptation minimale dont le coût était estimé à moins de 10 % du coût total de la mise en place du système. Le HCR comptait toutefois qu'il faudrait deux à trois ans pour mettre au point un système opérationnel dans le domaine des ressources humaines. Il se proposait donc de prolonger jusqu'en 2004 les arrangements actuels avec l'Office des Nations Unies à Genève pour le traitement des états de paie.

#### *Modification du logiciel*

68. En septembre 2000, le Département du HCR chargé de l'informatique a invité le Comité des marchés à recommander qu'un contrat soit passé avec un entrepreneur extérieur pour déterminer les modifications qu'il convenait d'apporter au logiciel afin de l'adapter aux besoins particuliers du HCR. Le Comité des marchés a recommandé qu'un contrat soit passé à cette fin avec le fournisseur du logiciel, pour un coût de 159 000 dollars, sans procéder à un appel d'offres. Le HCR a expliqué au Comité des commissaires aux comptes qu'il avait préféré conclure le marché avec le fournisseur même du logiciel parce que celui-ci connaissait parfaitement le produit. Il était entendu qu'afin d'éviter un risque de conflit d'intérêts, l'entrepreneur ne répondrait pas à l'appel d'offres qui serait lancé pour la mise en place du système. Le HCR a également fait savoir au Comité qu'il était parvenu à réduire à 159 000 dollars le coût du contrat, alors que le prix indiqué à l'origine était de 1,4 million de dollars, le fournisseur du logiciel ayant offert un taux préférentiel. Le Comité félicite le HCR d'avoir fait baisser et dans ces proportions le prix du service offert mais exprime des réserves au sujet du prix initial élevé demandé par l'unique offrant.

69. Le HCR a constaté qu'il fallait apporter des modifications considérables au logiciel pour l'adapter aux opérations de traitement des prestations et des états de paie du personnel des Nations Unies. Étant donné qu'aucun autre organisme des Nations Unies n'avait encore acheté les modules état de paie et gestion des ressources humaines en question, il était difficile au HCR de se faire une idée de l'importance des opérations d'adaptation et de configuration qui seraient nécessaires. Comme le HCR ne disposait pas des compétences voulues pour pousser plus loin l'analyse, le Comité des marchés est convenu de recommander que le HCR engage un consultant, pour un coût de 213 660 dollars, sans procéder à un appel d'offres, afin de dresser le détail des autres changements à apporter au logiciel. Ultérieurement, le Comité des marchés a également recommandé que l'on déroge à l'appel d'offres pour l'achat de modules de formation des utilisateurs, pour un coût de 339 000 dollars. L'achat de ces modules n'avait pas été prévu dans l'évaluation initiale du coût du logiciel.

70. Le Comité des commissaires aux comptes estime qu'il aurait mieux valu réaliser une analyse des écarts dès l'évaluation initiale du logiciel, de manière à déterminer le coût et l'importance des opérations d'adaptation avant de prendre la décision d'acheter le système et non après. Le fournisseur du logiciel a offert de mettre au point la fonction manquante et de répartir le coût entre les différentes organisations qui se porteraient acquéreur, mais rien n'indique que les coûts ont bien été réduits.

par la suite. En outre, le Comité constate avec préoccupation que le HCR n'a pas procédé à des appels d'offres pour des contrats qui au total se montent à 711 660 dollars. **Le Comité recommande qu'à l'avenir le HCR n'achète des logiciels qu'après avoir procédé à une évaluation complète du coût des changements à apporter.**

71. Le HCR a indiqué au Comité que, s'il avait évalué le coût de l'adaptation des produits qui étaient proposés par les deux offrants les mieux notés, le projet, qui avait déjà subi de nombreux retards, aurait encore été reporté. Le HCR a estimé qu'il ressortait d'un examen approfondi du logiciel retenu que celui-ci présentait de nombreux avantages sur les produits concurrents et qu'une évaluation n'aurait pas eu d'incidence sur le choix final.

#### *Modules inutilisés*

72. À l'issue de négociations avec la Section des fournitures et des transports, le fournisseur du logiciel a consenti un rabais de 5 % sur le coût initial de 17 modules et un rabais de 17 % sur le coût de six autres modules. Le coût de la licence était passé de 2 à 2,3 millions de dollars mais les rabais permettaient de réaliser une économie de 64 284 dollars sur le prix d'achat total de 23 modules. Toutefois, le Comité a constaté qu'un an après l'achat du logiciel, le HCR n'avait toujours pas utilisé trois modules, d'un coût de 195 000 dollars, et s'était aperçu qu'il n'avait pas besoin de six modules, qu'il avait achetés pour 549 000 dollars. Le HCR a informé le fournisseur en juin 2000 qu'il n'avait pas besoin de six des modules qu'il lui avait achetés. Comme le fournisseur facturait des frais d'entretien qui se montaient à 14 % des droits de licence pendant la deuxième année, le HCR encourait en outre pour des modules qu'il n'utilisait pas des frais d'entretien d'un montant de 37 651 dollars. Autrement dit, le HCR s'était engagé dans des dépenses d'un montant total de 781 651 dollars pour des modules dont il ne se servait pas ou dont il n'avait pas besoin.

73. Le HCR a informé le Comité qu'il n'avait pu obtenir de remboursement pour les modules inutilisés mais qu'il avait obtenu d'échanger à titre gracieux les modules destinés au secteur public qu'il avait d'abord achetés contre des modules conçus pour le secteur commercial, d'échanger également d'anciens modules contre des nouveaux, et d'avoir la possibilité de réactiver à tout moment les modules auxquels il aurait renoncé. En outre, la Section des fournitures et des transports a réussi à obtenir que les coûts de maintenance des modules correspondent aux coûts effectifs et ne soient plus fondés sur les taux prévus à l'origine dans le contrat. Le HCR a évalué à 505 000 dollars le montant total des économies qu'il réaliserait de la sorte sur la durée de la licence, à savoir huit ans, en compensation de la dépense que représentaient les modules inutilisés.

74. Le Comité reconnaît que le HCR, en négociant avec le fournisseur, est parvenu, globalement, à réaliser des économies sur l'offre initiale et que, pour tenter de compenser le coût des modules inutiles, il était parvenu à réaliser d'autres économies et à obtenir certains avantages. Le Comité se demande toutefois si on n'a pas à l'origine surévalué les besoins d'une part et les capacités d'utilisation de nouveaux modules d'autre part.

*Sélection d'une entreprise pour l'installation du système*

75. En août 2000, le HCR a invité huit fournisseurs à faire des offres pour la modification, la configuration et la mise en place du logiciel. Le HCR a constaté, à l'issue des évaluations techniques et financières préliminaires des trois offres reçues, que chacune des entreprises avait interprété le cahier des charges de façon très différente. Pour régler le problème, le HCR a organisé une session de questions-réponses avec les trois sociétés. Il a de nouveau mis au point un système d'évaluation pondéré sur un total de 100 points (80 pour les aspects techniques et 20 pour le coût), un résultat de 50 correspondant à une offre satisfaisante. La meilleure offre a obtenu 54,71 points, la suivante 51,9. L'adjudicataire avait fait une offre de 17,9 millions de dollars, soit 8,7 millions de dollars environ de plus que son concurrent, qui proposait un prix de 9,2 millions de dollars. Le HCR a expliqué au Comité qu'il avait malgré tout choisi le premier car celui-ci connaissait bien les besoins du HCR, disposait d'un personnel expérimenté et était étroitement lié à la mise au point de l'élément ressources humaines du SIG, au Secrétariat de l'ONU.

76. Le Comité émet des réserves concernant le poids donné par le HCR aux aspects techniques par rapport au prix dans l'évaluation des offres. Le HCR a en effet rejeté une proposition d'un montant de 8,7 millions de dollars au profit d'une autre qui s'élevait à 17,9 millions de dollars, alors même que globalement, l'évaluation n'avait permis d'établir qu'une différence de trois points de pourcentage entre les deux concurrents.

77. Toutefois, avant de conclure définitivement le marché, le HCR a demandé à la société retenue de réaliser un projet « phase zéro », dont le coût s'établissait à 639 000 dollars, afin de déterminer le montant des réductions possibles. La société est convenue que si elle emportait le marché, elle ne facturerait pas les 639 000 dollars. La phase zéro consistait à examiner le logiciel retenu afin :

- a) De déterminer les nouvelles modifications qui devraient être apportées au logiciel livré en juin 2000;
- b) D'établir une stratégie d'exécution technique;
- c) De réaliser une analyse coût-avantages approfondie des modifications à apporter au logiciel afin de déterminer lesquelles étaient essentielles pour le HCR.

78. L'entrepreneur a entamé la phase zéro en septembre 2000. Il a noté un certain nombre de problèmes, en particulier concernant la gestion du projet. Il a recommandé au HCR de procéder à un examen approfondi des objectifs et de la structure du projet avant de le mener plus loin. Si l'entrepreneur avait effectué lui-même cet examen approfondi, il en serait résulté des dépenses supplémentaires pour le HCR. Tandis que le HCR examinait cette proposition, la phase zéro a été suspendue. Le HCR s'est entendu avec l'entrepreneur pour que la phase zéro, telle qu'elle était prévue à l'origine, soit terminée entre février et mars 2001. Le HCR et l'entrepreneur sont ensuite convenus que ce dernier effectuerait le travail supplémentaire et que tous deux partageraient les frais supplémentaires, qui se montaient au total à 480 000 dollars. En mai 2001, la phase zéro était terminée et la phase 1 était sur le point de commencer.

79. Le Comité constate avec préoccupation que le projet de système intégré progresse avec lenteur et en particulier qu'au bout de trois ans et après avoir encouru des dépenses d'un montant de 8,9 millions de dollars sur un budget total de

34 millions, le HCR n'avait pas encore réalisé le moindre élément du projet de système intégré.

### **Gestion du projet de système intégré**

80. Jusqu'en avril 2000, la Division des opérations gérait le système de gestion des opérations, tandis que la Division de la gestion des ressources était chargée de gérer le projet de système intégré. Deux entités séparées, le Comité directeur chargé des technologies de l'information et le Comité chargé du projet de système de gestion des opérations supervisaient la mise au point du projet. En avril 2000, soucieux de mettre en place une structure de gestion coordonnée, le Haut Commissaire a créé un comité de gestion composé de cinq personnes et responsable à la fois du système de gestion des opérations et de la mise au point du projet de système intégré. En octobre 2000, le HCR a engagé des consultants pour définir un cadre de planification globale afin d'assurer de bonnes communications et une gestion, une exécution et un suivi efficaces du projet. Les premières conclusions des consultants ont suscité des inquiétudes au sujet de la gestion du projet. Celui-ci souffrait notamment de l'absence d'une vision d'ensemble et d'objectifs globaux, les décisions stratégiques sur des questions qui intéressaient directement la conception de l'application du système manquaient de clarté et les activités des différentes équipes chargées du projet n'étaient pas intégrées.

81. Le Comité estime que la gestion du projet a souffert d'un manque d'homogénéité dans la direction des opérations. Le personnel chargé du projet rendait compte à divers divisions et départements au sein du HCR au lieu de faire directement rapport à un responsable du projet. Cette situation était due en partie au fait que certains de ces fonctionnaires étaient aussi chargés d'autres activités. Lors du lancement du projet, le HCR avait insisté sur le fait que celui-ci devait être dirigé par une personne qui avait l'expérience de projets d'importance et de complexité analogues. Toutefois, lorsque le Comité a effectué une vérification intérimaire, en décembre 2000, il a constaté que le projet était dirigé par un responsable temporaire qui avait ensuite été remplacé, jusqu'en mars 2001, par un autre responsable temporaire chargé de veiller à ce que soient menés à bien les contrats de consultants. **Le Comité recommande que le HCR mette en place une ligne hiérarchique unique pour la gestion du projet, que le personnel suivra pour rendre compte de tous les aspects de l'évolution du projet de système intégré.**

82. Le HCR reconnaît que le projet de système intégré n'a pas bénéficié d'une direction claire et que les structures d'encadrement étaient défaillantes. Il a dissous le Comité chargé du projet de système de gestion des opérations et avait l'intention de nommer un directeur de projet unique à qui tous les fonctionnaires chargés du projet feraient rapport et qui ferait rapport à son tour à un seul responsable général. Le HCR comptait que grâce à cette structure les décisions pourraient être prises rapidement et dans la transparence.

83. Le Comité a également encouragé le HCR à envisager de définir des critères qui permettraient de suivre l'état d'avancement du projet, afin de faciliter le contrôle des dépenses, de l'exécution du calendrier, des risques et de l'activité du personnel. Le HCR a indiqué au Comité que la définition d'indicateurs de résultats était déjà prévue dans la révision du mode d'encadrement du projet. Le Comité s'est félicité que le HCR lui ait donné l'assurance qu'avant que ne démarre la phase de mise en place, des indicateurs pour la phase 1 seraient définis afin de limiter les risques.

*Dépenses afférentes au projet*

84. Lorsque le Comité a effectué son contrôle, en mai 2001, les dépenses au titre du projet de système intégré, telles qu'elles apparaissaient dans les comptes à cette date, se montaient à 8,9 millions de dollars (5 millions de dollars pour 1999, 3,4 millions de dollars pour 2000 et 500 000 dollars pour 2001). Le Comité a examiné le coût des opérations d'achat et leur efficacité.

85. Le Comité a noté que les dépenses afférentes au projet étaient sous-estimées du fait que certaines dépenses de personnel n'étaient pas imputées sous le code affecté au projet. Sur les 19 fonctionnaires qui travaillaient à plein temps sur le projet en novembre 2000, huit étaient imputés à des codes autres que celui du projet, au sein de différentes sections et divisions. Le Comité a estimé que pour l'année 2000, les dépenses de personnel liées au projet, telles qu'elles figuraient dans les comptes, pouvaient être inférieures de 1,3 million de dollars aux dépenses réelles.

86. Toutefois, même après avoir ajusté les chiffres pour tenir compte des dépenses non comptabilisées, le montant total des dépenses restait inférieur au budget prévu, à savoir 17 millions de dollars, principalement en raison du retard pris dans l'exécution du contrat de mise en place du logiciel, dont le coût est évalué à un montant maximum de 18 millions de dollars.

87. **Le Comité recommande que les dépenses de personnel liées au projet soient comptabilisées sous le code affecté au projet afin que l'on puisse connaître le montant total des dépenses afférentes au projet.** Le HCR a reconnu que toutes les dépenses liées au projet devaient être comptabilisées. Il a l'intention en particulier d'établir un système qui permettra d'imputer au projet toutes les dépenses de personnel liées à sa réalisation, avant le début de la phase de mise en place (phase 1).

*Exécution du projet*

88. Lorsque le projet n'était encore qu'une proposition, en 1998, le HCR avait fixé un premier calendrier, à savoir que le logiciel et l'entrepreneur chargé de le mettre en place devaient avoir été sélectionnés au mois de juin 1999. Au fur et à mesure que le projet avançait, il a révisé les dates d'exécution et les autres objectifs. Par exemple, dans la troisième version du plan de gestion du projet, établie en avril 1999, il était prévu que les principaux modules financiers et budgétaires devaient être installés au siège avant la fin de décembre 2000. En février 2000, le HCR a repoussé à octobre 2000 la date de la mise en place du module puis a de nouveau révisé l'objectif qu'il s'était fixé s'agissant de la configuration et de la mise au point du logiciel financier et budgétaire. À la fin du mois de mars 2001, le HCR n'avait pas encore sélectionné d'entrepreneur et aucun des modules achetés n'avait été installé.

89. Il avait été prévu, en février 2000, parmi les objectifs du sous-projet portant sur l'infrastructure, d'étendre l'accès à l'Intranet à 60 bureaux extérieurs supplémentaires avant le mois d'octobre 2000 et de mettre à jour le système de courrier électronique au siège avant le 31 décembre 2000. À cette date, 40 bureaux avaient été reliés à l'Intranet, quant à la mise à jour du courrier électronique, elle avait été reportée de plusieurs mois.

90. **Le Comité a recommandé, avec l'approbation du HCR, que les responsables du projet fixent des dates d'exécution réalisables en se fondant sur une**

**évaluation réaliste de la complexité du projet et du montant des ressources disponibles.**

*Une mise en place progressive*

91. Le Comité est d'avis que le HCR aurait avantage à mettre en place le projet progressivement et module par module, à savoir qu'il devrait pour commencer limiter le projet à des fonctions bien déterminées et à partir de là, l'étendre peu à peu à toute l'organisation.

92. Le HCR a indiqué au Comité qu'il s'était bien rendu compte que le projet de modernisation initial était beaucoup trop ambitieux. Le Haut Commissariat, sachant qu'il fallait d'urgence moderniser un système informatique vieillissant, avait dressé un vaste programme qui avait fini par devenir très difficile à gérer, le projet progressant de façon très inégale. À la suite du contrôle effectué par le Comité, le HCR a décidé de ramener le projet à des dimensions plus réduites et de se fixer des objectifs plus réalisables. Le Comité se félicite de ce que le HCR a l'intention d'exécuter le projet de façon progressive, qu'il s'agisse des éléments administratifs centraux ou de l'extension du projet à tous les bureaux extérieurs, en tenant compte de l'expérience acquise. Le Comité compte bien que de nouveaux progrès seront faits dans l'exécution du projet à la suite des améliorations qui avaient déjà été apportées à la gestion et à la conception du projet au moment de son examen par le Comité.

**2. Donner la priorité aux activités directement liées au mandat du HCR**

93. Le HCR a fondamentalement pour mandat d'assurer une protection internationale aux réfugiés et de tenter de trouver une solution durable à leur situation. Dans le cadre de son examen, qui a porté sur cinq opérations sur le terrain, le Comité a examiné dans quelle mesure les bureaux extérieurs centraient leurs activités sur les activités de protection proprement dite et s'est informé du nombre de réfugiés visés par ces activités.

**Activités de création d'infrastructures**

94. Le Comité a constaté que, dans certains des pays dans lesquels il s'est rendu, le HCR était engagé dans des activités de création d'infrastructures au profit de l'ensemble de la communauté et que celles-ci constituaient tout un secteur d'activité qui n'était pas directement lié au mandat fondamental du Haut Commissariat. Le HCR finançait des activités d'assistance générale au développement et à la création d'infrastructures, notamment la construction de routes et de ponts, des activités que, de l'avis du Comité, d'autres organismes sont mieux à même d'exécuter. Dans un pays, les réfugiés rentrant dans leurs foyers avec l'aide du HCR ne représentaient que 31 % des bénéficiaires des projets examinés par le Comité. Dans un autre, le HCR fournissait des abris à long terme à des groupes vulnérables appartenant à l'ensemble de la population des déplacés internes. Le Comité émet des réserves du fait que le HCR n'a pas pour mandat de porter assistance à des populations entières, composées principalement de personnes autres que des réfugiés, et n'en a pas non plus les moyens. En outre, dans le cas de trois bureaux extérieurs en activité depuis plus de cinq ans, le Comité a constaté qu'aucun objectif clair permettant de mesurer les progrès réalisés et de déterminer si la mission était ou non accomplie n'avait été fixé.

95. Le HCR a expliqué au Comité que s'il participait à des activités de développement, c'était parce qu'il était en mesure de réagir rapidement dans les situations d'urgence et que de ce fait la population locale et certains gouvernements compaient sur lui. Il lui était donc difficile de se désengager.

96. Le Comité s'est félicité que le HCR ait entrepris en 2001 un examen qui vise à vérifier que la priorité est bien donnée aux objectifs fondamentaux du HCR, dans les limites des contributions attendues des donateurs. Cet examen comportait une évaluation des activités des bureaux extérieurs, répartis dans 120 pays, et devait permettre de déterminer s'il était possible de réaliser des économies en regroupant les activités de base. Dans le cas des bureaux qui se consacraient généralement à d'autres types d'activités intéressant des donateurs particuliers, un financement supplémentaire serait prévu et aucun fonds ne serait prélevé sur le budget des activités de base.

**97. Le Comité recommande que, lorsqu'il arrête l'ordre de priorité de ses activités, le HCR détermine s'il convient qu'il s'engage dans des projets qui ne visent pas directement à venir en aide aux réfugiés et/ou aux rapatriés et se fixe systématiquement des repères d'étape qui lui permettent de mesurer les progrès réalisés et de déterminer si sa mission a été remplie.**

#### **Nombre de réfugiés**

98. Le Comité estime que le HCR doit connaître, avec une certaine précision, le nombre de personnes susceptibles de bénéficier de ses projets afin d'être en mesure de planifier de manière réaliste les dotations en effectifs nécessaires et l'appui venant du siège. Toutefois, le Comité a constaté que, pour trois bureaux extérieurs, le HCR ne disposait pas de statistiques à jour concernant le nombre de réfugiés ou de personnes déplacées. Par exemple, sur l'un des sites, le Comité a noté qu'un partenaire opérationnel international avait estimé que le nombre de réfugiés s'élevait à 10 847 alors que le HCR avait établi qu'ils étaient 15 267.

99. L'Administration a informé le Comité qu'en février 2001, le HCR avait réalisé une étude sur un projet concernant la collecte de données démographiques de base fiables sur le terrain et l'amélioration de la saisie des données au niveau régional. L'étude a révélé que le nombre de bénéficiaires constituait le principal facteur déterminant le niveau de protection et d'assistance apportées. Ce projet permettra au HCR de disposer de données plus précises et mieux ciblées sur les populations concernées et d'améliorer ainsi la gestion de ses opérations. S'il est approuvé par le Haut Commissaire, ce projet, baptisé « Profile », devrait être lancé en juillet 2001.

**100. Le Comité recommande que le HCR mette en place un système approprié pour faire en sorte qu'il dispose en permanence d'informations fiables concernant la taille et les caractéristiques de la population réfugiée.**

### **3. Rapports sur les résultats obtenus**

101. Le HCR a adopté, en janvier 2000, un modèle type pour la définition d'objectifs mesurables dans le cadre des accords relatifs aux projets conclus avec les partenaires opérationnels. Les accords relatifs aux sous-projets déterminent les grandes lignes des projets du HCR et sont agréés à la fois par le HCR et le partenaire opérationnel. Bien que le Comité ait estimé que, d'une manière générale, les accords offraient un bon aperçu des activités proposées, il n'en a pas moins noté que



les populations cibles et les objectifs et produits des projets n'étaient pas toujours définis en termes clairs et chiffrés. Il n'était donc pas toujours aisé d'évaluer dans quelle mesure les projets avaient atteint leurs objectifs. Le Comité estime que les accords relatifs aux projets devraient, tout au moins, énoncer clairement :

- a) Le nombre estimatif de bénéficiaires;
- b) Les critères utilisés pour la sélection et l'identification des bénéficiaires;
- c) Le volume et la fréquence de l'aide à apporter à chaque bénéficiaire;
- d) Le lieu où se trouvent les bénéficiaires.

102. Dans les projets passés en revue par le Comité, ces objectifs mesurables n'étaient pas systématiquement indiqués. Ainsi, l'un des projets avait pour objectif de faciliter les services de distribution secondaires pour l'ensemble des produits du Programme alimentaire mondial et du HCR ainsi que pour les produits alimentaires et non alimentaires des partenaires opérationnels et d'exécution agréés à l'intention des réfugiés et des personnes déplacées. Mais le descriptif du projet ne donnait pas de précisions concernant les produits devant être distribués ou les conditions que devaient remplir les partenaires opérationnels potentiels. En outre, il a été proposé que l'aide distribuée soit réduite de moitié pour l'année mais le descriptif du projet ne comportait pas pour autant de modification concernant le profil des bénéficiaires.

103. Le Comité a noté que les accords relatifs aux sous-projets n'étaient pas assortis d'un plan de travail contenant un calendrier d'exécution des principales activités et tâches entreprises au titre du projet en question. Par conséquent, le Comité n'était pas en mesure de déterminer si les projets étaient en avance ou en retard par rapport au calendrier. **Le Comité recommande que les accords relatifs aux sous-projets comportent des objectifs et des produits mesurables clairement définis – et actualisés selon qu'il conviendra – et que des plans de travail contenant les principales étapes et des dates butoirs soient établis afin de permettre au HCR d'assurer un meilleur suivi de l'exécution des projets.**

104. Dans l'appel global de 2000 lancé en faveur des pays examinés par le Comité, le HCR avait formulé des objectifs qui n'étaient pas toujours mesurables. Il s'agissait surtout d'activités et non pas de résultats ou de buts à atteindre (comme, par exemple, « assurer la protection » ou « faciliter les rapatriements librement consentis »). Trois des pays passés en revue n'avaient établi aucun objectif mesurable et deux autres en avaient fixé un nombre insuffisant. De même, dans le rapport intérimaire à mi-parcours de 2000, trois des pays à l'examen n'avaient pas donné d'informations concernant la réalisation de leurs objectifs et deux autres pays n'avaient rendu compte des progrès réalisés que par rapport à un seul objectif.

105. **Le Comité recommande, par conséquent, que le HCR élabore un cadre intégré pour l'établissement de rapports sur les résultats obtenus qui permette d'établir un bilan précis des progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés.** L'Administration a informé le Comité qu'elle envisageait d'adopter un cadre intégré de ce type permettant d'établir une comparaison claire entre résultats et objectifs une fois que l'information de gestion aurait fait l'objet d'améliorations grâce au projet de système intégré.

#### 4. Gestion des ressources humaines

106. Lors de la vérification des comptes d'un bureau extérieur, le Comité a passé en revue un projet destiné à fournir un appui technique et administratif aux activités de protection et d'assistance du HCR dans le pays. Les 86 personnes recrutées dans le cadre de ce projet étaient employées par une organisation non gouvernementale et n'avaient donc pas de contrat de travail avec le HCR. En 2000, les dépenses au titre du projet pour la prestation de services au bureau du HCR avaient représenté 734 000 dollars. L'accord relatif au projet stipulait que le HCR effectuerait directement des versements aux agents de projet, ces agents étant recrutés exclusivement à l'issue de consultations étroites avec le HCR et avec l'approbation officielle de celui-ci. Bien que les agents de projet travaillent en collaboration avec le personnel du HCR dans les bureaux extérieurs du HCR et assument des fonctions analogues, ils perçoivent une rémunération inférieure et ne jouissent pas des mêmes avantages. Cet arrangement avait été conclu de longue date, et de nombreux agents de projet étaient employés dans ces conditions depuis nombre d'années.

107. Le Comité a noté que les agents de projet concernés n'apparaissaient pas dans le tableau d'effectifs approuvé du personnel du HCR bien qu'ils soient affectés à l'exécution des activités de base du HCR. Au moment de la vérification des comptes effectuée par le Comité, en avril 2001, de nombreuses incertitudes subsistaient concernant le statut contractuel de ces agents. En particulier, il n'était pas précisé si le HCR était tenu de leur verser des indemnités en cas de cessation de service. **Le Comité recommande que le HCR établisse le nombre et le statut des agents de projet entièrement rémunérés par le HCR et recrutés pour seconder le personnel local, et qu'il étudie toutes les responsabilités qui en découlent pour l'organisation.**

#### 5. Cas de fraude et de présomption de fraude

108. Le HCR a informé le Comité qu'aucun cas de fraude ou de présomption de fraude n'avait été constaté au cours de l'année.

109. Au moment de la vérification des comptes effectuée par le Comité, en mai 2001, le HCR enquêtait sur des allégations de corruption dans un des pays. L'enquête portait sur des versements qui auraient été perçus par des individus en échange de l'octroi de visas leur permettant de résider dans les États membres. Le Comité procédera à l'examen des conclusions de l'enquête une fois celle-ci achevée.

## D. Remerciements

110. Le Comité tient à remercier le Haut Commissaire et ses collaborateurs du concours et de l'assistance qu'ils lui ont prêtés au cours de ses travaux.

Le Président de la Commission  
de la vérification des comptes des Philippines  
(*Signé*) Guillermo N. **Carague**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord  
(*Signé*) Sir John **Bourn**

Le Vérificateur général des comptes  
de la République sud-africaine  
(*Signé*) Shauket A. **Fakie**

Le 28 juin 2001

## Annexe

### **Suivi des mesures prises en application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'exercice terminé le 31 décembre 1999<sup>a</sup>**

#### **Recommandation 13 a)**

1. Le HCR devrait veiller à ce que les biens durables soient inventoriés de façon systématique et précise; exhorter les bureaux extérieurs à présenter des bases de données à jour sur les stocks; établir la base de données d'ensemble concernant les biens durables en prenant une date de référence unique; procéder à intervalles réguliers à des vérifications physiques des approvisionnements.

#### **Mesures prises par l'Administration**

2. Le nouveau système de gestion des avoirs (AssetTrack), mis en place en mai 2000, a contribué à augmenter notablement le nombre de bureaux extérieurs ayant présenté un rapport sur leurs avoirs à la fin de l'exercice. Le logiciel est désormais opérationnel dans 135 sites, et les bureaux extérieurs considèrent comme une activité prioritaire l'inspection matérielle des avoirs dont ils ont la garde. Sur les 135 sites, 119 ont présenté des bases de données AssetTrack de fin d'exercice aux fins de consolidation comptable. Le HCR a informé le Comité que, pour des raisons techniques et autres, 16 sites n'avaient pas été en mesure de présenter des bases de données à la fin de l'exercice. Le HCR a envoyé plusieurs rappels aux bureaux extérieurs mettant l'accent sur l'importance que revêtait une gestion des avoirs rigoureuse.

3. Durant la phase de mise en route, le HCR a rappelé à toutes les parties concernées qu'il était nécessaire de procéder chaque année à une vérification matérielle des biens durables. Toutefois, pour une organisation aussi importante que le HCR, qui est présente dans plus de 180 pays à travers le monde, la réalisation d'un inventaire d'ensemble à une date de référence unique pose d'énormes difficultés. Le Haut Commissariat continuera d'exhorter les bureaux extérieurs à présenter des bases de données à jour sur les stocks de manière que les biens durables soient systématiquement inventoriés dans les comptes de 2001 et de leur rappeler qu'ils ont pour obligation de procéder chaque année à une vérification matérielle de leurs biens.

#### **Observations du Comité**

4. Le Comité s'est félicité de l'installation du nouveau système mais a identifié un certain nombre de problèmes qui continuaient de se poser en matière de gestion des biens durables, ainsi qu'il est indiqué dans le présent rapport.

<sup>a</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 5E (A/54/5/Add.5), chap. I, par. 13.

### **Recommandation 13 b)**

5. Le HCR devrait opérer la mise en concordance des engagements non réglés signalés à la fin de l'exercice par les bureaux extérieurs de manière à éviter que les comptes dépenses ne soient entachés d'une erreur par excès.

#### **Mesures prises par l'Administration**

6. Le HCR a modifié ses directives concernant la clôture des comptes de l'exercice 2000 afin de définir avec précision les responsabilités des directeurs de programme tant sur le terrain qu'au siège. Dans le souci de faire concorder les engagements non réglés au cours de l'exercice, le HCR a donné des instructions visant à lier les demandes d'augmentation des engagements à la mise en concordance des engagements non réglés de l'exercice précédent.

7. Selon le HCR, les montants figurant dans les états financiers au titre des engagements non réglés rendent bien compte des besoins tels qu'estimés à la fin de l'exercice. Il existe cependant un certain nombre de situations de force majeure qui sont, selon le HCR, à l'origine d'un faible pourcentage d'annulations enregistrées durant l'exercice suivant. Ces annulations figurent dans les états financiers, et le HCR a estimé que les annulations éventuelles d'engagements non réglés ne signifiaient pas que les comptes dépenses de l'exercice précédent devaient être considérés comme entachés d'une erreur par excès.

#### **Observations du Comité**

8. Le Comité a formulé ses observations sur la question dans le présent rapport.

### **Recommandation 13 c)**

9. Le HCR devrait insister auprès des partenaires opérationnels ayant reçu des avances qui auraient dû être soldées depuis longtemps à présenter leurs rapports définitifs sur le suivi d'exécution des projets et faciliter ainsi la clôture des projets.

#### **Mesures prises par l'Administration**

10. Le HCR a informé le Comité qu'il avait bien avancé, en 2000, dans l'action qu'il menait pour obtenir de tous ses partenaires qu'ils lui présentent des rapports définitifs sur le suivi d'exécution des projets. Au cours de l'exercice 2000, le solde à régler des tranches de financement versées aux partenaires opérationnels pour des projets concernant la période 1994-1998 avait été ramené de 56,1 millions de dollars à 29,9 millions de dollars. À la fin de l'exercice 2000, le solde des avances consenties aux partenaires opérationnels pour l'exécution des projets de 2000 s'élevait à 96,2 millions de dollars, et le solde à régler pour les projets qui n'avaient pas encore fait l'objet d'un rapport a encore été réduit et n'était plus que de 46,6 millions de dollars à la fin de mai 2001.

#### **Observations du Comité**

11. Les résultats de l'examen par le Comité des soldes non réglés pour les projets figurent dans le présent rapport.

**Recommandation 13 d)**

12. Le HCR devrait poursuivre les efforts visant à encourager les partenaires opérationnels à présenter les attestations de vérification requises.

**Mesures prises par l'Administration**

13. Le HCR a adopté une nouvelle politique et une approche conceptuelle différente en 2000 (A/AC.96/933/Add.1, par. 5) afin d'augmenter la proportion de partenaires opérationnels en règle s'agissant de la présentation d'attestations de vérification. La proportion de partenaires opérationnels en règle s'élevait à 79 % au total à la fin de mai 2001 pour les projets de 1999 contre 76 %, pour les projets de 1998 et 78 % pour les projets de 1997. Les proportions de partenaires en règle s'établissaient comme suit : ONG internationales : 92,4 %; partenaires gouvernementaux : 68,6 %; ONG nationales : 60,3 %.

14. Le HCR est d'avis que ce changement de politique, les directives révisées figurant dans le Manuel du HCR et l'expérience acquise au cours des trois dernières années sont autant d'éléments qui permettront d'accroître considérablement la proportion de partenaires opérationnels en règle s'agissant de la présentation d'attestations de vérification pour 2000. Le HCR compte, en 2001, mettre en place des mécanismes permettant d'évaluer la qualité des rapports reçus et de disqualifier les partenaires au sujet desquels le Comité aurait émis des réserves. Le HCR a cependant informé le Comité que, dans bien des cas, il n'avait pas le choix car les possibilités d'établir des partenariats dans certaines zones étaient très limitées et des problèmes d'ordre politique entraient en ligne de compte.

**Observations du Comité**

15. Le Comité prend note avec satisfaction de l'augmentation de la proportion de partenaires ayant présenté les attestations de vérification requises suite à l'initiative du HCR de revoir ses directives. Il formule des observations supplémentaires dans le présent rapport concernant la proportion des partenaires en règle et la qualité des attestations de vérification pour les dépenses de 1999 et continuera d'examiner ces deux paramètres lors de ses vérifications de comptes ultérieures.

**Recommandation 13 e)**

16. Le HCR devrait assurer sans délai la mise en route du nouveau système de gestion des avoirs visant à optimiser la gestion et le contrôle desdits avoirs.

**Mesures prises par l'Administration**

17. Le nouveau système de gestion des avoirs, AssetTrack, a bien été mis en route en mai 2000.

**Observations du Comité**

18. Le Comité se félicite de l'installation du nouveau système.

### **Recommandation 13 f)**

19. Le HCR devrait demander à tous les bureaux extérieurs de séparer dûment les fonctions incompatibles telles que tenue de la comptabilité, passation des marchés et décaissement et encaissement de fonds, pour que l'exercice des responsabilités soit effectivement soumis à un jeu de poids et contrepoids et pour que le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation soient strictement appliqués.

#### **Mesures prises par l'Administration**

20. Le HCR a reconnu, avec le Comité, qu'il s'agissait là de l'un des principaux mécanismes de contrôle interne et qu'il fallait y avoir recours autant que possible. Les directives adoptées au titre de la nouvelle politique mettent l'accent sur l'importance que revêt la séparation des responsabilités dans la délégation des pouvoirs. Cependant, dans un grand nombre de ses bureaux, le HCR n'a pas été en mesure d'appliquer pleinement la séparation des fonctions en raison de la petite taille des équipes et des réalités opérationnelles.

#### **Observations du Comité**

21. Le Comité continuera d'évaluer la pertinence des contrôles relatifs à la séparation des fonctions dans ses examens ultérieurs de la délégation du contrôle de la gestion financière.

### **Recommandation 13 g)**

22. Le HCR devrait améliorer l'exécution des projets et, à cet effet, s'assurer que les paiements par tranches aux partenaires opérationnels soient effectués au moment où ils doivent l'être (ni trop tôt ni trop tard) et que les bureaux extérieurs soumettent des rapports périodiques de suivi concernant les sous-projets, afin que le siège puisse en évaluer les progrès. Par ailleurs, le Comité recommande aux bureaux extérieurs de suivre attentivement les résultats des partenaires opérationnels, de façon à pouvoir décider, sur la base de données adéquates, lesquels pourraient être retenus pour l'exécution de futurs projets du HCR.

#### **Mesures prises par l'Administration**

23. Le HCR a affirmé au Comité que des systèmes avaient été mis en place pour garantir que les paiements par tranches aux partenaires opérationnels soient effectués en temps voulu et que le suivi des résultats de ceux-ci faisaient partie intégrante du système de gestion des programmes du HCR. Le représentant ou chef du bureau extérieur du HCR est responsable du suivi de l'exécution des projets confiés à des partenaires opérationnels et veille à ce que les projets soient exécutés conformément aux sous-accords passés avec eux. Après la publication, en janvier 1999, d'une version mise à jour de la section 6.5 du chapitre 4 du Manuel du HCR, qui apporte des précisions concernant les rapports de suivi des sous-projets, une version mise à jour de la section 4.4, relative aux sous-projets et aux sous-accords, a été publiée en novembre 2000. Elle rappelle aux bureaux extérieurs qu'en ce qui concerne les paiements par tranches, ils doivent faire en sorte que les montants et les échéances des paiements correspondent exactement aux besoins réels de sorties de fonds et qu'il ne

reste pas de solde important inutilisé dans les comptes des partenaires opérationnels. En outre, le HCR rappelle aux bureaux extérieurs que les rapports exigés d'eux doivent être accompagnés des justificatifs nécessaires et que les données fournies par les rapports de suivi des sous-projets doivent être enregistrées dans les fichiers des partenaires opérationnels prévus dans le système de comptabilité pour les bureaux extérieurs.

24. Soucieuse de mieux faire respecter les règlements existants, la Division de la gestion des ressources rappellera à tous les représentants leurs responsabilités en ce qui concerne la qualité de leurs programmes, les instructions et les règlements applicables en la matière, ainsi que les nombreux instruments de suivi et de contrôle en vertu desquels ils doivent rendre des comptes.

#### **Observations du Comité**

25. Le Comité a examiné le suivi et le contrôle des dépenses des partenaires opérationnels pendant l'exercice 2000 et rend compte de ses conclusions dans le présent rapport. Lors des futures vérifications des comptes, il continuera de suivre les progrès accomplis en matière de contrôle des dépenses des partenaires opérationnels.

#### **Recommandation formulée au paragraphe 27**

26. Le HCR devrait constituer des provisions pour les contributions volontaires à recevoir non recouvrées, ce qui permettrait d'en faire apparaître les montants nets mobilisables.

#### **Mesures prises par l'Administration**

27. Le HCR a informé le Comité qu'il ne lui paraissait pas nécessaire, pour le moment, de constituer des provisions pour contributions irrécouvrables, les antécédents avec les donateurs ne suscitant aucune inquiétude particulière. D'après le HCR, les annulations de contributions ont représenté un pourcentage minime des contributions totales (moins de 1 %), sauf en 1995 où elles ont atteint 29,3 millions de dollars. Toutefois, les chiffres de 1995 étaient exceptionnels et n'étaient pas représentatifs. Le HCR a souligné que bon nombre des annulations de contributions concernaient des projets non exécutés, qui n'avaient donné lieu à aucune dépense, et qu'elles ne créaient donc aucun risque financier pour le HCR. Le HCR suivra attentivement l'évolution de la situation et envisagera la constitution de provisions pour contributions volontaires à recevoir non recouvrées si le principe de prudence l'exige. Cette procédure est conforme à l'esprit des Normes comptables des Nations Unies, qui exigent que des provisions soient constituées lorsqu'un recouvrement de recettes paraît douteux.

#### **Observations du Comité**

28. Le Comité continuera de suivre la situation pour déterminer s'il s'impose de constituer des provisions pour les contributions volontaires non recouvrées.



## **Recommandation formulée au paragraphe 62**

29. Le HCR devrait insister auprès de ses bureaux extérieurs pour qu'ils se conforment aux procédures existantes en matière de liquidation des avoirs, afin d'en faciliter le contrôle.

### **Mesures prises par l'Administration**

30. Il est procédé périodiquement à des rappels des procédures existantes en matière de liquidation des avoirs auprès des bureaux extérieurs.

### **Observations du Comité**

31. Le Comité prend note de la mesure prise et suivra l'évolution de la situation.

## **Recommandation formulée au paragraphe 64**

32. Le HCR devrait demander instamment aux bureaux extérieurs de contrôler strictement leurs dépenses et ne pas dépasser les crédits alloués.

### **Mesures prises par l'Administration**

33. Certes, il y a eu des dépassements de crédits, mais ils ont concerné des rubriques budgétaires particulières et ont été financés par des économies réalisées au titre d'autres rubriques, ainsi que l'autorisent les procédures actuelles adoptées conformément à la politique du HCR en matière de décentralisation de la gestion financière. Dans la limite des crédits alloués par le budget administratif, les bureaux extérieurs sont autorisés à effectuer des transferts d'une rubrique budgétaire à l'autre. Les limites des crédits alloués n'ont pas été dépassées, sauf dans un cas relevant de circonstances indépendantes de la volonté du HCR.

### **Observations du Comité**

34. Le Comité a pris note de l'explication de l'Administration.

## **Recommandation formulée au paragraphe 70**

35. Le HCR devrait suivre les notifications administratives, afin de réduire le risque qu'il soit versé au personnel des sommes qui ne lui sont pas dues.

### **Mesures prises par l'Administration**

36. Le HCR a fait savoir que, depuis que les états de paie étaient tenus par l'Office des Nations Unies à Genève, il n'avait aucun moyen de contrôle sur l'application des droits à prestation à la suite de ses notifications administratives. Le HCR ne voit malheureusement aucune solution pour le moment, mais un nouveau système intégré incluant les états de paie est en cours d'élaboration et lui permettra de remédier à cet état de choses. En attendant la mise en place du nouveau système intégré, le Bureau des services de contrôle interne a fait faire un audit du fonctionnement des états de paie du HCR. Cet audit a permis d'étudier avec précision le risque de paiements induits au personnel et d'évaluer les procédures existantes de recouvrement des trop-perçus. Le HCR est d'avis que le risque est faible.

**Observations du Comité**

37. Le Comité rend compte dans le présent rapport des conclusions de l'examen des états de paie effectué par le Bureau des services de contrôle interne. Le Comité considère qu'il existe un risque d'erreur significative et continuera de suivre l'évolution de la situation dans cet important domaine.

**Recommandation formulée au paragraphe 72**

38. Il faudrait insister auprès des bureaux extérieurs pour qu'ils soumettent en temps voulu des rapports sur les engagements non réglés, de façon que le siège puisse les utiliser pour apporter les ajustements nécessaires aux états concernés.

**Mesures prises par l'Administration**

39. Cette recommandation a été mise en application et des instructions ont été données aux bureaux extérieurs au cours du premier trimestre de 2001, leur demandant de soumettre les rapports exigés et de s'assurer de l'exactitude des engagements non réglés.

**Observations du Comité**

40. Le Comité prend note de la mesure prise et continuera de suivre l'évolution de la situation.

**Recommandation formulée au paragraphe 74**

41. Les bureaux extérieurs du HCR devraient améliorer la planification de leurs programmes et, à cet effet, élaborer des documents de planification adéquats, qui pourraient donner des indicateurs de résultats et définir des étapes intermédiaires.

**Mesures prises par l'Administration**

42. Le HCR a pris des mesures pour améliorer la planification des programmes en publiant, en décembre 2000, des instructions plus claires et plus détaillées. Les bureaux extérieurs disposent ainsi de directives complètes axées sur l'élaboration de documents de planification appropriés et mettant l'accent sur la nécessité d'établir les objectifs à atteindre et les produits à exécuter. Par ailleurs, le HCR a organisé, à l'intention du personnel sur le terrain, une série d'ateliers de formation sur l'élaboration de descriptifs de projets et de sous-projets et sur la planification stratégique, devant mener à l'élaboration de plans des opérations par pays.

**Observations du Comité**

43. Les observations du Comité relatives aux progrès accomplis dans l'établissement d'indicateurs de résultats figurent dans le présent rapport. Lors de futures vérifications des comptes, le Comité évaluera l'incidence des directives visant à améliorer la planification des programmes et celle de la formation du personnel sur le terrain.

**Recommandation formulée au paragraphe 79**

44. Le HCR devrait comptabiliser toutes les contributions du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les partenariats internationaux au titre des comptes d'affectation spéciale, ce qui faciliterait le suivi et la justification de leur emploi.

**Mesures prises par l'Administration**

45. Cette recommandation a été mise en application et les contributions du Fonds en 2000 sont comptabilisées dans les comptes du HCR au titre des fonds d'affectation spéciale.

**Observations du Comité**

46. Le Comité prend note de la mesure prise.

## Chapitre II

### Opinion

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints, c'est-à-dire les états I à III, les tableaux 1 à 5, l'appendice et les notes se rapportant aux contributions volontaires administrées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 2000. Ces états financiers relèvent de la responsabilité du Haut Commissaire. Notre propre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur lesdits états sur la base de notre vérification.

La vérification consiste à examiner par sondage, selon ce que les commissaires aux comptes jugent nécessaire en l'occurrence, les pièces à l'appui des montants et des indications figurant dans les états financiers. La vérification comporte également une évaluation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par le Haut Commissaire ainsi que de la présentation d'ensemble des états financiers. Notre vérification constitue à notre avis une base qui nous permet raisonnablement d'exprimer une opinion sur les états financiers.

Nous avons procédé à notre vérification conformément aux normes communes de vérification du Groupe des vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En vertu desdites normes, nous devons planifier et effectuer nos vérifications de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes substantielles. Toutefois, les justificatifs mis à notre disposition concernant 43,5 millions de dollars au titre des dépenses effectuées par les partenaires opérationnels nous ont paru insuffisants pour les raisons indiquées dans le rapport détaillé du Comité (par. 14 à 41). Ne pouvant adopter d'autres procédures de vérification des comptes pour nous assurer que la vérification et la comptabilisation des dépenses effectuées par les partenaires opérationnels ont été faites dans les règles, nous ne pouvons nous prononcer concernant des dépenses dont le montant total s'élève à 43,5 millions de dollars.

Sous réserve de l'effet d'ajustements éventuels auxquels nous aurions pu procéder si nous avions disposé de justificatifs suffisants concernant les dépenses effectuées par les partenaires opérationnels, notre opinion est que :

a) Les états financiers reflètent fidèlement la situation financière au 31 décembre 2000 ainsi que les résultats des opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice qui s'est achevé à cette date, conformément aux politiques comptables du HCR telles qu'elles sont exposées dans la note 2 des états financiers, politiques qui ont été appliquées d'une manière comparable à celle de l'exercice précédent;

b) Les opérations que nous avons analysées dans le cadre de notre vérification ont, à tous égards importants, été conformes au Règlement financier et au texte les autorisant.

Conformément à l'article XII du Règlement financier, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre vérification des états financiers se rapportant aux contributions volontaires administrées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Le Président de la Commission de la vérification  
des comptes des Philippines  
(*Signé*) Guillermo N. **Carague**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
(*Signé*) Sir John **Bourn**

Le Vérificateur général des comptes  
de la République sud-africaine  
(*Signé*) Shauket A. **Fakie**

Le 28 juin 2001

## Chapitre III

### Exposé des responsabilités du Haut Commissaire et approbation des états financiers

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est responsable du contenu et de l'exactitude des états financiers se rapportant aux contributions volontaires administrées par le Haut Commissariat qui sont soumis au Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat et à l'Assemblée générale.

Dans l'exercice de cette responsabilité, le HCR opère sur la base de politiques et de normes comptables prescrites et applique des systèmes et des procédures de contrôle interne de la comptabilité pour s'assurer de l'exactitude des informations financières et pour garantir la bonne garde de ses avoirs. Les systèmes de contrôle et les états financiers sont soumis aux vérifications du Bureau des services de contrôle interne de l'Organisation des Nations Unies ainsi que du Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation.

Dans ce contexte, les états financiers ci-joints, c'est-à-dire les états I à III, les tableaux 1 à 5, l'appendice I et les notes correspondantes, ont été préparés conformément au Règlement financier du HCR (A/AC.96/503/Rev.7) et aux normes comptables du système des Nations Unies. De l'avis de la direction, lesdits états financiers reflètent fidèlement la situation financière du HCR au 31 décembre 2000 ainsi que les résultats de ses opérations et ses mouvements de trésorerie concernant les différents programmes, fonds et comptes pour les exercices qui se sont achevés auxdites dates.

Les états financiers sont par les présentes :

Approuvés :

Le Haut Commissaire des Nations Unies  
pour les réfugiés  
(Signé) Ruud **Lubbers**

Certifiés :

Le Contrôleur et Directeur  
(Signé) Jean-Marie **Fakhouri**

Genève, le 1er juin 2001

**Chapitre IV****États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2000****Abréviations**

AGFUND	Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies
CEI	Communauté d'États indépendants
RAS	Région administrative spéciale

## État I

**Recettes et dépenses et évolution des réserves et des soldes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000**

(En millions de dollars des États-Unis)

	Renvoi à un tableau ou à une note	Fonds de roulement et de garantie		Fonds du Programme annuel		Fonds des programmes supplémentaires			Plan	
		Note 3	Note 2 f)	Programmes généraux	Fonds d'affectation spéciale	Programmes généraux	Fonds d'affectation spéciale	Administrateurs auxiliaires (Note 2 d)	Fonds d'assurance maladie (Note 2 d)	1999
<b>Recettes</b>										
Contributions volontaires	Note 2 f)			637 7	2 462	57 8		7 2		911 624
Autres recettes/recettes diverses										
Intérêts créditeurs	Note 2 g)	5 159							436	8 022
Ajustements de change	Note 2 h)			(8 0)					(8 0)	556
Autres recettes/recettes diverses	Note 2 i)	161		4 9					1 010	7 552
<b>Total, recettes</b>		<b>5 320</b>		<b>634 6</b>	<b>2 462</b>	<b>57 8</b>	<b>-</b>	<b>7 2</b>	<b>1 446</b>	<b>709 1 927 754</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses	Notes 2 j), 3	938		706 2	1 258	67 2		7 0	1 116	783 1 102 3 741
<b>Total, dépenses</b>		<b>938</b>		<b>706 2</b>	<b>1 258</b>	<b>67 2</b>	<b>-</b>	<b>7 0</b>	<b>1 116</b>	<b>783 1 102 3 741</b>
<b>Excédent des recettes sur les dépenses (ou déficit)</b>		4 382		(71 6)	1 204	(9 3)	-	202	330	(74 1 (95 987)
Ajustements au titre de contributions afférentes aux exercices précédents				(4 9)		(2)		(177)		(5 0 (11 131)
Ajustements au titre des dépenses afférentes aux exercices précédents				12 2	38					12 1 13 366
<b>Excédent net des recettes sur les dépenses (ou déficit net)</b>		4 382		(64 3)	1 242	(9 3)	-	25	330	(67 1 (93 752)
Annulation d'engagements afférents aux exercices précédents	Tableau 5			45 4	100	3 7		300		49 1 43 126
Virements sur/à partir d'autres fonds		3 197		(4 0)		900				-
<b>Réserves et soldes, début d'exercice</b>		<b>42 421</b>		<b>75 2</b>	<b>35</b>	<b>11 9</b>	<b>6 5</b>	<b>9 013</b>	<b>145 1</b>	<b>195 819</b>
<b>Réserves et soldes, fin d'exercice</b>		<b>50 000</b>		<b>52 2</b>	<b>1 377</b>	<b>7 2</b>	<b>-</b>	<b>6 8</b>	<b>9 343</b>	<b>127 1 145 193</b>

\* Comprend un montant de 10 millions de dollars au titre de la réserve des opérations, dont les détails sont donnés dans l'annexe à l'état I.



## Annexe à l'état I

Recettes et dépenses par fonds, région (au sens donné par le Comité exécutif), région ou pays  
(au sens donné par l'Appel global), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements afférents aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/a partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
<b>Afrique</b>								
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>								
Afrique de l'Ouest	—	—	656	3	16	622	15	—
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	9 478	—	878	—	—	(8 6)	—	—
Bénin	295	—	1 015	—	1	719	—	—
Burkina Faso	30	—	260	—	—	230	—	—
Cameroun	90	—	898	—	—	808	—	—
Côte d'Ivoire	3 141	—	10 131	15	5	7 1	33	233
Gabon	820	—	2 294	—	—	1 4	—	—
Gambie	235	—	781	—	—	546	—	—
Ghana	180	—	896	—	—	666	50	—
Guinée	14 363	—	24 558	12	104	12 0	733	2 664
Guinée-Bissau	50	—	402	—	—	53	299	—
Libéria	6 403	—	15 441	(6)	215	7 4	1 376	6
Mali	40	—	303	—	13	14	812	576
Niger	211	—	259	14	—	—	88	54
Nigéria	360	—	1 032	—	—	493	179	—
République centrafricaine	1 020	—	2 877	—	—	1 9	1	73
Sénégal	420	—	1 272	—	14	791	47	—
Sierra Leone	879	—	771	—	120	236	14	478
Tchad	130	—	1 778	—	—	1 6	—	—
Togo	60	—	300	(3)	—	243	—	—
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>	<b>38 205</b>	<b>—</b>	<b>66 802</b>	<b>35</b>	<b>488</b>	<b>28 5</b>	<b>3 647</b>	<b>4 084</b>

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements au titre des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/a partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>								
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique	8 956	—	761	—	—	(9 0)	873	—
Djibouti	865	—	2 959	4	54	2 0	43	23
Érythrée	1 642	—	3 982	—	50	2 0	414	200
Éthiopie	8 309	—	21 464	(166)	79	12 9	678	391
Kenya	8 878	—	22 348	(39)	339	13 1	752	704
Ouganda	12 349	—	15 016	9	202	3 2	190	973
Somalie	2 631	—	8 002	31	183	3 4	1 805	70
Soudan	5 604	—	10 731	(34)	117	4 9	98	—
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	<b>49 234</b>	<b>—</b>	<b>85 263</b>	<b>(195)</b>	<b>1 024</b>	<b>32 7</b>	<b>4 853</b>	<b>2 361</b>
<b>Grands Lacs</b>								
Burundi	2 443	—	4 333	232	435	1 1	79	36
Congo	3 262	—	5 175	259	39	1 2	360	12
Grands Lacs	17 399	—	1 713	(1 7	—	(16 1	2 140	—
Pays d'Afrique centrale	945	—	7 329	(56)	2 076	4 3	60	—
République démocratique du Congo	7 111	—	20 454	55	467	11 6	1 157	—
République-Unie de Tanzanie	26 102	—	29 457	297	962	2 9	298	1 174
Rwanda	2 083	—	10 075	813	2 382	4 5	215	12
<b>Total, Grands Lacs</b>	<b>59 345</b>	<b>—</b>	<b>78 536</b>	<b>(122)</b>	<b>6 361</b>	<b>9 8</b>	<b>4 309</b>	<b>1 234</b>
<b>Afrique australe</b>								
Afrique australe	705	—	892	—	7	180	—	—
Afrique du Sud	823	—	4 899	—	—	3 3	685	—
Angola	1 010	—	4 056	(22)	400	1 7	886	—
Botswana	310	—	1 136	—	—	826	—	—
Malawi	250	—	1 042	—	24	720	48	—
Mozambique	100	—	1 076	—	—	976	—	—
Namibie	1 959	—	3 371	—	—	1 4	—	—
Swaziland	70	—	378	—	—	308	—	—

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements au titre des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/a partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
Zambie	7 622	-	11 377	-	57	3 61	112	48
Zimbabwe	100	-	932	-	-	832	-	-
<b>Total, Afrique australe</b>	<b>12 949</b>	<b>-</b>	<b>29 159</b>	<b>(22)</b>	<b>488</b>	<b>14 01</b>	<b>1 731</b>	<b>48</b>
<b>Afrique, autres</b>								
Ensemble Afrique	52 725	-	-	-	-	(52 71)	-	-
Bureau régional pour l'Afrique	15	-	1 616	-	28	1 51	-	-
<b>Total, Afrique, autres</b>	<b>52 740</b>	<b>-</b>	<b>1 616</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>(51 11)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>212 473</b>	<b>-</b>	<b>261 376</b>	<b>(304)</b>	<b>8 389</b>	<b>34 01</b>	<b>14 540</b>	<b>7 727</b>
<b>Europe</b>								
<b>Europe de l'Est</b>								
Arménie	1 825	-	3 052	25	185	967	55	5
Azerbaïdjan	2 465	-	5 410	424	178	2 01	275	-
Bélarus	70	-	772	2	8	692	-	-
Communauté d'États indépendants	-	-	125	6	2	117	-	-
Europe de l'Est	8 276	-	-	4	45	(8 41)	112	-
Fédération de Russie	178	-	10 446	92	147	10 01	24	13
Géorgie	860	-	5 545	162	108	4 11	237	-
République de Moldova	101	-	962	1	2	810	48	-
Ukraine	922	-	3 042	(255)	121	1 71	576	89
<b>Total, Europe de l'Est</b>	<b>14 697</b>	<b>-</b>	<b>29 354</b>	<b>461</b>	<b>796</b>	<b>12 11</b>	<b>1 327</b>	<b>107</b>
<b>Europe de l'Ouest</b>								
Allemagne	-	-	1 745	-	-	1 71	-	-
Belgique	94	-	1 788	-	-	1 61	-	-
Chypre	-	-	406	-	-	406	-	-
Espagne	128	-	1 308	-	3	1 11	4	3
France	961	-	2 233	-	9	826	437	-
Grèce	-	-	1 267	-	1	1 21	-	-
Irlande	-	-	208	-	-	193	15	-

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements au titre des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/a partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
Italie	22	-	2 208	-	23	2 11	-	-
Malte	-	-	196	-	-	196	-	-
Pays-Bas	-	-	186	-	-	186	-	-
Portugal	-	-	112	-	-	112	-	-
Royaume-Uni	-	-	1 459	3	-	1 41	52	-
Suède	-	-	1 091	-	-	1 01	-	-
Suisse	100	-	659	-	-	503	56	-
Turquie	700	-	5 177	-	2	4 41	50	50
<b>Total, Europe de l'Ouest</b>	<b>2 005</b>	<b>-</b>	<b>20 043</b>	<b>3</b>	<b>38</b>	<b>17 41</b>	<b>614</b>	<b>53</b>
<b>Europe centrale et États baltes</b>								
Autriche	-	-	1 421	2	-	1 41	-	-
Bulgarie	19	-	945	-	-	926	-	-
États baltes	398	-	273	-	-	-	-	125
Europe centrale et États baltes	1 000	-	-	-	-	(1 00)	-	-
Hongrie	-	-	1 142	-	-	1 11	-	-
Lettonie	-	-	284	-	-	284	-	-
Pologne	-	-	748	-	-	748	-	-
République tchèque	-	-	671	-	-	671	-	-
Roumanie	-	-	1 222	-	53	1 11	-	-
Slovaquie	-	-	576	-	-	576	-	-
Slovénie	-	-	997	-	-	997	-	-
<b>Total, Europe centrale et États baltes</b>	<b>1 417</b>	<b>-</b>	<b>8 279</b>	<b>2</b>	<b>53</b>	<b>6 91</b>	<b>-</b>	<b>125</b>
<b>Europe du Sud-Est</b>								
Albanie	1 658	-	6 571	314	1 562	2 41	561	7
Bosnie-Herzégovine	15 626	8	31 717	(1 51)	1 395	13 71	2 535	-
Croatie	12 489	3	13 579	152	112	631	205	13
Europe du Sud-Est	17 265	-	2 277	(346)	3 389	(31 71)	13 706	-

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements au titre des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/a partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 493	—	10 503	359	6 731	1 8	42	1
Yougoslavie	57 427	—	89 027	3 9	6 674	22 0	3 767	4 838
<b>Total, Europe du Sud-Est</b>	<b>105 958</b>	<b>11</b>	<b>153 674</b>	<b>2 8</b>	<b>19 863</b>	<b>9 0</b>	<b>20 816</b>	<b>4 859</b>
<b>Europe, autres</b>								
Autres pays d'Europe	971	—	1 247	—	78	269	—	71
Bureau régional pour l'Europe	—	—	2 887	—	287	2 6	—	—
Ensemble Europe	24 450	—	—	—	—	(24 4	—	—
<b>Total, Europe, autres</b>	<b>25 421</b>	<b>—</b>	<b>4 134</b>	<b>—</b>	<b>365</b>	<b>(21 5</b>	<b>—</b>	<b>71</b>
<b>Total, Europe</b>	<b>149 498</b>	<b>11</b>	<b>215 484</b>	<b>3 2</b>	<b>21 115</b>	<b>24 0</b>	<b>22 757</b>	<b>5 215</b>
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>								
<b>Afrique du Nord</b>								
Algérie	218	—	4 043	—	—	2 9	910	—
Ensemble Afrique du Nord	2 649	—	—	1	—	(2 6	—	42
Jamahiriya arabe libyenne	—	—	1 105	—	278	827	—	—
Maroc	—	—	370	—	—	363	7	—
Mauritanie	10	—	222	(1)	—	182	366	335
Territoire du Sahara occidental	60	—	330	—	450	(1 7	1 604	—
Tunisie	—	—	202	—	—	202	—	—
<b>Total, Afrique du Nord</b>	<b>2 937</b>	<b>—</b>	<b>6 272</b>	<b>—</b>	<b>728</b>	<b>97</b>	<b>2 887</b>	<b>377</b>
<b>Moyen-Orient</b>								
Arabie saoudite	106	—	1 273	—	—	1 1	—	—
Égypte	—	—	3 318	—	—	3 3	—	—
Émirats arabes unis	—	—	227	—	18	195	14	—
Ensemble Moyen-Orient	7 756	—	282	—	—	(7 4	—	—
Iraq	1 201	—	3 375	—	68	339	1 767	—
Israël	—	—	9	—	—	9	—	—
Jordanie	—	—	1 472	—	—	1 4	—	—

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/à partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
Koweït	-	-	766	-	-	766	-	-
Liban	-	-	2 238	-	-	2 238	-	-
République arabe syrienne	-	-	2 031	-	-	2 031	-	-
Yémen	690	-	3 867	7	-	2 917	174	-
<b>Total, Moyen-Orient</b>	<b>9 753</b>	<b>-</b>	<b>18 858</b>	<b>7</b>	<b>86</b>	<b>7 000</b>	<b>1 955</b>	<b>-</b>
<b>Asie du Sud-Ouest</b>								
Afghanistan	5 492	-	7 600	90	521	(700)	2 541	344
Ensemble Asie du Sud-Ouest	6 235	-	-	-	-	(6 235)	-	-
Iran (République islamique d')	10 178	-	14 586	52	566	3 112	673	-
Pakistan	6 963	-	16 367	-	68	9 000	486	170
<b>Total, Asie du Sud-Ouest</b>	<b>28 868</b>	<b>-</b>	<b>38 553</b>	<b>142</b>	<b>1 155</b>	<b>5 210</b>	<b>3 700</b>	<b>514</b>
<b>Asie centrale</b>								
Asie centrale	2 701	-	-	-	-	(2 701)	-	-
Kazakhstan	70	-	871	-	8	780	36	23
Kirghizistan	120	-	1 436	14	9	1 212	10	-
Ouzbékistan	150	-	1 240	-	1	1 000	17	17
Tadjikistan	709	-	2 631	5	112	1 718	204	127
Turkménistan	107	-	928	-	-	817	34	30
<b>Total, Asie centrale</b>	<b>3 857</b>	<b>-</b>	<b>7 106</b>	<b>19</b>	<b>130</b>	<b>2 910</b>	<b>301</b>	<b>197</b>
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient, autres</b>								
Bureau régional pour l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient	-	-	2 629	-	15	2 614	-	-
Ensemble Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient	-	-	-	-	150	(262)	112	-
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient, autres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 629</b>	<b>-</b>	<b>165</b>	<b>2 367</b>	<b>112</b>	<b>-</b>

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements au titre des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/à partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
<b>Amériques</b>								
<b>Amérique du Nord et Caraïbes</b>								
Canada	-	-	969	-	-	969	-	-
Caraïbes	100	-	50	-	-	-	-	50
Cuba	-	-	501	-	-	501	-	-
États-Unis d'Amérique	-	-	4 963	-	-	4 963	-	-
<b>Total, Amérique du Nord et Caraïbes</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>6 483</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 483</b>	<b>-</b>	<b>50</b>
<b>Amérique centrale</b>								
Amérique latine (nord)	-	-	812	6	12	782	12	-
Costa Rica	-	-	666	-	-	666	-	-
Ensemble Amérique centrale	1 583	-	-	-	-	(1 583)	-	-
Guatemala	34	-	349	4	21	243	47	-
Mexique	550	-	5 863	-	-	5 863	-	-
<b>Total, Amérique centrale</b>	<b>2 167</b>	<b>-</b>	<b>7 690</b>	<b>10</b>	<b>33</b>	<b>5 447</b>	<b>59</b>	<b>-</b>
<b>Amérique du Sud (nord)</b>								
Amérique latine (nord-ouest)	412	-	1 831	-	-	1 419	-	-
Colombie	1 789	-	2 316	14	-	289	224	-
Équateur	190	-	181	-	-	(9)	-	-
Venezuela	-	-	1 339	-	-	1 339	-	-
<b>Total, Amérique du Sud (nord)</b>	<b>2 391</b>	<b>-</b>	<b>5 667</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>3 040</b>	<b>224</b>	<b>-</b>
<b>Amérique du Sud (sud)</b>								
Amérique du Sud	1 863	-	-	-	-	(1 863)	-	-
Amérique latine (sud)	-	-	1 958	8	8	1 966	23	-
Argentine	-	-	1 339	-	13	1 339	-	-
<b>Total, Amérique du Sud (sud)</b>	<b>1 863</b>	<b>-</b>	<b>3 297</b>	<b>8</b>	<b>21</b>	<b>1 344</b>	<b>23</b>	<b>-</b>

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements au titre des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements afférents aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/a partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
<b>Amériques, autres</b>								
Bureau régional pour les Amériques	—	—	1 460	—	—	1 41	—	—
Ensemble Amériques	2 300	—	—	—	—	(2 31	—	—
<b>Total, Amériques, autres</b>	<b>2 300</b>	<b>—</b>	<b>1 460</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(840)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Total, Amériques</b>	<b>8 821</b>	<b>—</b>	<b>24 597</b>	<b>32</b>	<b>54</b>	<b>15 41</b>	<b>306</b>	<b>50</b>
<b>Asie et Pacifique</b>								
<b>Asie du Sud</b>								
Bangladesh	3 103	—	2 483	84	30	—	1 001	1 735
Ensemble Asie du Sud	2 775	—	—	—	—	(1 71	—	1 040
Inde	980	—	2 839	—	—	1 81	—	—
Myanmar	7 428	—	8 296	720	193	—	2 565	2 610
Népal	3 602	—	5 432	1	7	1 71	186	138
Sri Lanka	6 710	—	5 964	172	164	—	44	1 126
<b>Total, Asie du Sud</b>	<b>24 598</b>	<b>—</b>	<b>25 014</b>	<b>977</b>	<b>394</b>	<b>1 81</b>	<b>3 796</b>	<b>6 649</b>
<b>Asie de l'Est et Pacifique</b>								
Asie de l'Est et Pacifique	3 381	—	—	—	—	(4 31	1 018	—
Australie	14	—	1 099	5	—	1 01	—	—
Cambodge	2 338	—	3 409	121	10	577	364	1
Chine	884	—	2 175	—	12	1 01	233	—
Indonésie	1 282	—	1 497	145	—	582	—	512
Japon	1 906	—	3 067	(2)	37	2 81	88	1 859
Malaisie	263	—	526	—	—	263	—	—
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10	—	207	—	—	197	—	—
Philippines	80	—	358	—	—	278	—	—
République démocratique populaire lao	484	—	1 196	(7)	20	699	—	—
Singapour	10	—	50	—	—	40	—	—
Thaïlande	3 421	—	5 143	47	46	1 11	449	—



<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements au titre des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/a partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
Viet Nam	30	-	143	-	29	84	-	-
<b>Total, Asie de l'Est et Pacifique</b>	<b>14 103</b>	<b>-</b>	<b>18 870</b>	<b>309</b>	<b>154</b>	<b>4 51</b>	<b>2 152</b>	<b>2 372</b>
<b>Asie, autres</b>								
Autres pays d'Asie	89	-	197	7	1	21	129	50
Bureau régional pour l'Asie et l'Océanie	-	-	1 835	-	-	1 83	-	-
Ensemble Asie	11	-	-	-	-	(11)	-	-
<b>Total, Asie, autres</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>2 032</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>1 83</b>	<b>129</b>	<b>50</b>
<b>Total, Asie et Pacifique</b>	<b>38 801</b>	<b>-</b>	<b>45 916</b>	<b>1 293</b>	<b>549</b>	<b>8 21</b>	<b>6 077</b>	<b>9 071</b>
<b>Autres</b>								
<b>Opérations globales</b>								
Appui au programme (terrain)	400	-	3 364	-	-	291	-	-
Formation	-	-	1 777	-	-	1 77	-	-
Opérations globales	25 017	-	28 009	171	901	(1 54	10 733	7 269
Logement du personnel	-	428	658	-	26	-	1 440	1 236
Information/Activités productrices de recettes	-	175	110	-	34	-	953	1 052
<b>Total, opérations globales</b>	<b>25 417</b>	<b>603</b>	<b>33 918</b>	<b>171</b>	<b>961</b>	<b>3 11</b>	<b>13 126</b>	<b>9 557</b>
<b>Siège</b>								
Division de la communication et de l'information	33	-	6 974	-	-	6 97	8	-
Activités conjointes des Nations Unies – Division de la gestion des ressources	-	-	9 623	-	-	9 62	-	-
Gestion des ressources humaines – Division de la gestion des ressources	-	-	5 534	-	-	5 47	63	-
Département de la protection internationale	-	-	4 868	-	-	4 86	33	-
Division de la gestion des ressources	-	-	4 449	-	-	4 44	-	-
Division de l'appui aux opérations	290	-	6 910	-	-	6 91	-	-
Direction exécutive et gestion	-	-	1 858	-	-	1 85	-	-
Section de l'évaluation et des politiques	-	-	442	-	-	442	-	-

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/à partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
<b>Ensemble siège – Division de la gestion des ressources</b>								
Siège	26 089	–	10 421	–	–	10 421	–	–
<b>Total, siège</b>	<b>26 412</b>	<b>–</b>	<b>51 588</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>25 167</b>	<b>104</b>	<b>63</b>
<b>Contributions à destination non spécifiée</b>								
Contributions à destination non spécifiée	–	(4 042)	–	229	–	–	–	(3 813)
Contributions non assorties de restrictions	127 358	380	–	2 442	12 079	(130 337)	1 396	13 278
<b>Total, contributions à destination non spécifiée</b>	<b>127 358</b>	<b>(3 662)</b>	<b>–</b>	<b>2 671</b>	<b>12 079</b>	<b>(130 337)</b>	<b>1 396</b>	<b>9 465</b>
<b>Réserve des opérations</b>								
Réserve des opérations	3 514	–	–	–	–	(1 500)	8 000	10 000
<b>Total, réserve des opérations</b>	<b>3 514</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>(1 500)</b>	<b>8 000</b>	<b>10 000</b>
<b>Total, autres</b>	<b>182 701</b>	<b>(3 059)</b>	<b>85 506</b>	<b>2 842</b>	<b>13 040</b>	<b>(103 537)</b>	<b>22 626</b>	<b>29 085</b>
<b>Total, budget-programme annuel</b>	<b>637 709</b>	<b>(3 048)</b>	<b>706 297</b>	<b>7 297</b>	<b>45 411</b>	<b>(4 037)</b>	<b>75 261</b>	<b>52 236</b>

<i>Budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale</i>									
	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements au titre des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements afférents aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/ou à partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>	
<b>Afrique</b>									
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>									
Guinée	–	–	107	–	44	63	–	–	–
Libéria	–	–	143	–	33	110	–	–	–
Sierra Leone	–	–	62	–	–	62	–	–	–
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>	–	–	<b>312</b>	–	<b>77</b>	<b>235</b>	–	–	–
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>									
Éthiopie	–	–	29	–	–	29	–	–	–
Kenya	–	–	60	–	10	50	–	–	–
Ouganda	–	–	55	–	–	76	–	–	21
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	–	–	<b>144</b>	–	<b>10</b>	<b>155</b>	–	–	<b>21</b>
<b>Grands Lacs</b>									
République-Unie de Tanzanie	–	–	250	38	8	205	–	–	1
<b>Total, Grands Lacs</b>	–	–	<b>250</b>	<b>38</b>	<b>8</b>	<b>205</b>	–	–	<b>1</b>
<b>Afrique australe</b>									
Afrique australe	151	–	150	–	–	–	–	–	1
<b>Total, Afrique australe</b>	<b>151</b>	–	<b>150</b>	–	–	–	–	–	<b>1</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>151</b>	–	<b>856</b>	<b>38</b>	<b>95</b>	<b>595</b>	–	–	<b>23</b>
<b>Autres</b>									
<b>Opérations globales</b>									
Opérations globales	2 176	–	331	–	3	(593)	35	1 290	
<b>Total, opérations globales</b>	<b>2 176</b>	–	<b>331</b>	–	<b>3</b>	<b>(593)</b>	<b>35</b>	<b>1 290</b>	

<i>Budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale</i>		<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/ou à partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
<b>Siège</b>									
Siège		135	–	71	–	2	(2)	–	64
<b>Total, siège</b>		<b>135</b>	<b>–</b>	<b>71</b>	<b>–</b>	<b>2</b>	<b>(2)</b>	<b>–</b>	<b>64</b>
<b>Total, autres</b>		<b>2 311</b>	<b>–</b>	<b>402</b>	<b>–</b>	<b>5</b>	<b>(595)</b>	<b>35</b>	<b>1 354</b>
<b>Total, budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale</b>		<b>2 462</b>	<b>–</b>	<b>1 258</b>	<b>38</b>	<b>100</b>	<b>–</b>	<b>35</b>	<b>1 377</b>

<i>Budget des programmes supplémentaires</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements afférents aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/ou à partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
<b>Afrique</b>								
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>								
Ensemble Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	4 187	-	-	-	-	(2 8	-	1 332
Guinée	-	-	2 307	-	-	2 3	-	-
Libéria	-	-	900	-	-	900	-	-
Sierra Leone	3 967	-	6 665	-	12	(352)	3 038	-
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>	<b>8 154</b>	<b>-</b>	<b>9 872</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>3 038</b>	<b>1 332</b>
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>								
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique	10 735	-	10	-	-	(6 9	-	3 819
Djibouti	-	-	399	-	-	399	-	-
Érythrée	2 958	-	7 400	-	-	4 4	-	14
Soudan	1 146	-	3 150	-	-	2 0	-	-
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	<b>14 839</b>	<b>-</b>	<b>10 959</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(47)</b>	<b>-</b>	<b>3 833</b>
<b>Afrique australe</b>								
Angola	4 148	-	3 513	-	-	437	-	1 072
<b>Total, Afrique australe</b>	<b>4 148</b>	<b>-</b>	<b>3 513</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>437</b>	<b>-</b>	<b>1 072</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>27 141</b>	<b>-</b>	<b>24 344</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>390</b>	<b>3 038</b>	<b>6 237</b>
<b>Europe</b>								
<b>Europe de l'Est</b>								
Europe de l'Est	2 484	-	-	-	-	(2 4	-	-
Fédération de Russie	9 910	-	11 222	-	-	1 5	-	246
Géorgie	792	-	2 035	-	-	1 2	-	-
<b>Total, Europe de l'Est</b>	<b>13 186</b>	<b>-</b>	<b>13 257</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>317</b>	<b>-</b>	<b>246</b>
<b>Total, Europe</b>	<b>13 186</b>	<b>-</b>	<b>13 257</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>317</b>	<b>-</b>	<b>246</b>

<i>Budget des programmes supplémentaires</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements des exercices au titre précédents</i>	<i>Annulation d'engagements différés aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/out à partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>								
<b>Moyen-Orient</b>								
Yémen	-	-	47	-	-	47	-	-
<b>Total, Moyen-Orient</b>	-	-	47	-	-	47	-	-
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>								
	-	-	47	-	-	47	-	-
<b>Asie et Pacifique</b>								
<b>Asie de l'Est et Pacifique</b>								
Australie	-	-	425	-	27	398	-	-
Indonésie	17 537	-	28 892	(2)	3 351	(126)	8 903	771
<b>Total, Asie de l'Est et Pacifique</b>	17 537	-	29 317	(2)	3 378	272	8 903	771
<b>Asie, autres</b>								
Bureau régional pour l'Asie et l'Océanie	-	-	241	-	367	(126)	-	-
<b>Total, Asie, autres</b>	-	-	241	-	367	(126)	-	-
<b>Total, Asie et Pacifique</b>	17 537	-	29 558	(2)	3 745	146	8 903	771
<b>Total, budget des programmes supplémentaires</b>								
	57 864	-	67 206	(2)	3 757	900	11 941	7 254

<i>Administrateurs auxiliaires</i>	<i>Contributions au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Recettes diverses</i>	<i>Dépenses au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Ajustements au titre des exercices précédents</i>	<i>Annulation d'engagements aux exercices précédents</i>	<i>Virements sur/ou à partir d'autres fonds</i>	<i>Solde, début d'exercice</i>	<i>Solde, fin d'exercice</i>
<b>Autres</b>								
<b>Opérations globales</b>								
Opérations globales	5 813	-	6 093	(177)	245	(164)	4 844	4 468
<b>Total, opérations globales</b>	<b>5 813</b>	<b>-</b>	<b>6 093</b>	<b>(177)</b>	<b>245</b>	<b>(164)</b>	<b>4 844</b>	<b>4 468</b>
<b>Siège</b>								
Siège	1 459	-	977	-	55	164	1 678	2 379
<b>Total, siège</b>	<b>1 459</b>	<b>-</b>	<b>977</b>	<b>-</b>	<b>55</b>	<b>164</b>	<b>1 678</b>	<b>2 379</b>
<b>Total, autres</b>	<b>7 272</b>	<b>-</b>	<b>7 070</b>	<b>(177)</b>	<b>300</b>	<b>-</b>	<b>6 522</b>	<b>6 847</b>
<b>Total, administrateurs auxiliaires</b>	<b>7 272</b>	<b>-</b>	<b>7 070</b>	<b>(177)</b>	<b>300</b>	<b>-</b>	<b>6 522</b>	<b>6 847</b>

## État II

**Actif, passif, réserves et soldes au 31 décembre 2000**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Renvoi à une note ou à un tableau	Fonds du programme annuel		Fonds des programmes supplémentaires				Plan d'assurance maladie	1999	
		Fonds de roulement et de garantie	Programmes généraux	Fonds d'affectation spéciale	Programmes généraux	Fonds d'affectation spéciale	Administrateurs auxiliaires Note 2 d)			
Actif										
Dépôts à vue et à terme	Note 6	50 000	43 125	1 642	13 732	5 859	9 343	123 701	188 855	
Sommes à recevoir										
Contributions volontaires à recevoir	État 2, note 7		71 388		8 499	1 213		81 100	150 998	
Sommes dues par les organismes des Nations Unies	Note 8		3 327					3 327	5 199	
Sommes dues par les agents d'exécution			191					191	1 080	
Autres sommes à recevoir	Note 9		6 618					6 618	7 929	
Autres éléments d'actif			1 166					1 166	1 576	
Total, actif		50 000	125 815	1 642	22 231	7 072	9 343	216 103	355 637	
Passif										
Contributions reçues en avance			11 138					11 138	42 170	
Engagements non réglés	États 3, 4, 5		50 965	265	14 977	225		66 432	165 340	
Sommes à payer	Note 11		11 476					11 476	2 934	
Total, passif		–	73 579	265	14 977	225	–	89 046	210 444	
Réserves et soldes										
		50 000	52 236	1 377	7 254	6 847	9 343	127 057	145 193	
Total, passif, réserves et soldes		50 000	125 815	1 642	22 231	7 072	9 343	216 103	355 637	



## Annexe à l'état II

**Actif, passif, réserves et soldes par fonds, région (au sens donné par le Comité exécutif), région ou pays (au sens donné par l'Appel global), au 31 décembre 2000**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
<b>Afrique</b>						
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>						
Afrique de l'Ouest	101		101	101		101
Bénin	59	9	68	85	(17)	68
Burkina Faso	75		75	74	1	75
Cameroun	216	25	241	238	3	241
Côte d'Ivoire	(521)	1 56	1 04	785	60	1 0
Ensemble Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	9		9	9		9
Gabon	407	12	419	390	29	419
Gambie	180	5	185	188	(3)	185
Ghana	(21)	70	49	43	6	49
Guinée	4 66	2 66	7 22	4 561	44	2 6
Guinée-Bissau	19	—	19	17	2	19
Libéria	(698)	1 2	515	471	38	515
Mali	300	291	591	14	1	591
Niger	96	—	96	42		96
Nigéria	(76)	183	107	72	35	107
République centrafricaine	489	41	530	455	2	530
Sénégal	189	9	198	186	12	198
Sierra Leone	460	38	498	6	14	498
Tchad	256	11	267	260	7	267
Togo	90	2	92	76	16	92
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>	<b>6 26</b>	<b>6 17</b>	<b>12 43</b>	<b>8 073</b>	<b>250</b>	<b>12 4</b>

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>						
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique	12		12	12		12
Djibouti	195	169	364	329	12	364
Érythrée	628	36	664	441	23	664
Éthiopie	577	880	1 457	1 033	33	1 4
Kenya	1 25	1 05	2 30	1 515	74	2 2
Ouganda	(1 9)	3 74	1 75	779	46	1 7
Somalie	717	60	777	708	(1)	777
Soudan	1 05	124	1 15	1 129	30	1 1
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	<b>2 45</b>	<b>6 05</b>	<b>8 50</b>	<b>5 946</b>	<b>217</b>	<b>8 5</b>
<b>Grands Lacs</b>						
Burundi	(136)	531	395	333	26	395
Congo	(99)	1 15	1 05	1 085	(70)	1 0
Grands Lacs	(456)	536	80	80		80
Pays d'Afrique centrale	(524)	1 35	799	799		799
République démocratique du Congo	6	1 05	1 05	614	416	1 0
République-Unie de Tanzanie	(7 15)	10 15	3 00	2 047	(169)	3 0
Rwanda	(3 10)	4 10	1 00	956	40	1 0
<b>Total, Grands Lacs</b>	<b>(11 45)</b>	<b>18 85</b>	<b>7 35</b>	<b>5 914</b>	<b>243</b>	<b>7 3</b>
<b>Afrique australe</b>						
Afrique australe	23		23	23		23
Afrique du Sud	117	108	225	221	4	225
Angola	88	229	317	271	46	317
Botswana	107	13	120	66	54	120
Lesotho	(4)		(4)		(4)	(4)
Malawi	83	8	91	95	(4)	91
Mozambique	17	65	82	85	(3)	82
Namibie	46	409	455	446	9	455

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
Swaziland	21	—	21	20	1	21
Zambie	(1 06)	2 3	1 2	1 077	89	1 2
Zimbabwe	8	16	24	22	2	24
<b>Total, Afrique australe</b>	<b>(593)</b>	<b>3 16</b>	<b>2 56</b>	<b>2 326</b>	<b>194</b>	<b>2 5</b>
<b>Afrique, autres</b>						
Bureau régional pour l'Afrique	102		102	102		102
<b>Total, Afrique, autres</b>	<b>102</b>	<b>—</b>	<b>102</b>	<b>102</b>	<b>—</b>	<b>102</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>(3 26)</b>	<b>34 26</b>	<b>30 96</b>	<b>22 361</b>	<b>904</b>	<b>30 9</b>
<b>Europe</b>						
<b>Europe de l'Est</b>						
Arménie	(185)	215	30	28	(3)	5 30
Azerbaïdjan	(844)	943	99	94	5	99
Bélarus	(37)	42	5	4	1	5
Communauté d'États indépendants	347	371	718	2	716	718
Fédération de Russie	333	(134)	199	186	13	199
Géorgie	(61)	146	85	83	2	85
Moldova	(9)	6	(3)		(3)	(3)
République de Moldova	94	4	98	97	1	98
Ukraine	(2)	149	147	56	2	147
<b>Total, Europe de l'Est</b>	<b>(364)</b>	<b>1 76</b>	<b>1 36</b>	<b>550</b>	<b>721</b>	<b>1 3</b>
<b>Europe de l'Ouest</b>						
Allemagne	23	15	38	14	24	38
Belgique	86	4	90	25	65	90
Chypre	1	1	2	1	1	2
Espagne	15	1	16	13	—	16
France	6	163	169	159	10	169
Grèce	21	10	31	31	—	31
Irlande	(4)	13	9	9	—	9

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
Italie	456	2	458	446	12	458
Malte	65		65	65		65
Pays-Bas	5	11	16	21	(5)	16
Portugal	5		5	1	4	5
Royaume-Uni	(20)	97	77	80	(3)	77
Suède	(56)	57	1	4	(3)	1
Suisse	(382)		(382)	27	(409)	(382)
Turquie	74	74	148	78	20	148
<b>Total, Europe de l'Ouest</b>	<b>295</b>	<b>448</b>	<b>743</b>	<b>974</b>	<b>(284)</b>	<b>743</b>
<b>Europe centrale et États baltes</b>						
Autriche	16	12	28	30	(2)	28
Bulgarie	109	57	166	39	127	166
États baltes	151		151	26	125	151
Hongrie	(58)	122	64	57	7	64
Lettonie	(1)	—	(1)		(1)	(1)
Pologne	(8)	11	3	14	(11)	3
République tchèque	5	3	8	—	8	8
Roumanie	(48)	67	19	17	2	19
Slovaquie	4	2	6	4	2	6
Slovénie	(5)	9	4	4	—	4
<b>Total, Europe centrale et États baltes</b>	<b>165</b>	<b>283</b>	<b>448</b>	<b>191</b>	<b>132</b>	<b>448</b>
<b>Europe du Sud-Est</b>						
Albanie	296	67	363	355	1	363
Bosnie-Herzégovine	(82)	95	13	1305	8	13
Croatie	91	194	285	253	19	285
Europe du Sud-Est	28		28	28		28
Ex-République yougoslave de Macédoine	288	194	482	465	16	482

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
Yougoslavie	5 71	5 71	11 42	6 480	100	4 880
<b>Total, Europe du Sud-Est</b>	<b>(1 84)</b>	<b>15 71</b>	<b>13 87</b>	<b>8 886</b>	<b>144</b>	<b>4 880</b>
<b>Europe, autres</b>						
Autres pays d'Europe	177	46	223	152		71
Bureau régional pour l'Europe	110		110	110		110
<b>Total, Europe, autres</b>	<b>287</b>	<b>46</b>	<b>333</b>	<b>262</b>	<b>-</b>	<b>71</b>
<b>Total, Europe</b>	<b>(1 47)</b>	<b>18 21</b>	<b>16 74</b>	<b>10 863</b>	<b>713</b>	<b>5 280</b>
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>						
<b>Afrique du Nord</b>						
Algérie	832	48	880	867	13	880
Ensemble Afrique du Nord	42		42	-		42
Jamahiriya arabe libyenne	8	10	18	18	-	18
Maroc	11	2	13	13	-	13
Mauritanie	110	229	339	3	1	335
Territoire du Sahara occidental	15		15	15	-	15
Tunisie	15	12	27	21	6	27
<b>Total, Afrique du Nord</b>	<b>1 041</b>	<b>301</b>	<b>1 342</b>	<b>937</b>	<b>20</b>	<b>1 377</b>
<b>Moyen-Orient</b>						
Arabie saoudite	(64)	74	10	11	(1)	10
Égypte	31	1	32	44	(12)	32
Émirats arabes unis	4		4	4		4
Ensemble Moyen-Orient	2		2	2		2
Iraq	139	60	199	166	33	199
Jordanie	(6)	33	27	27	-	27
Koweït	(22)	23	1	6	(5)	1
Liban	27	2	29	42	(13)	29
République arabe syrienne	(2)	12	10	9	1	10

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
Yémen	142	47	189	178	11	189
<b>Total, Moyen-Orient</b>	<b>251</b>	<b>252</b>	<b>503</b>	<b>489</b>	<b>14</b>	<b>503</b>
<b>Asie du Sud-Ouest</b>						
Afghanistan	732	500	1 232	920	(32)	1 200
Iran (République islamique d')	(248)	855	607	578	29	607
Pakistan	(1 041)	2 241	1 199	956	55	1 144
<b>Total, Asie du Sud-Ouest</b>	<b>(604)</b>	<b>3 636</b>	<b>3 032</b>	<b>2 454</b>	<b>52</b>	<b>3 084</b>
<b>Asie centrale</b>						
Kazakhstan	6	28	34	11	23	34
Kirghizistan	37	—	37	26	11	37
Ouzbékistan	24	19	43	23	3	43
Républiques d'Asie centrale	589	(604)	(15)	—	(15)	(15)
Tadjikistan	272	146	418	291	127	418
Turkménistan	63	30	93	58	5	93
<b>Total, Asie centrale</b>	<b>991</b>	<b>(381)</b>	<b>610</b>	<b>409</b>	<b>4</b>	<b>610</b>
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient, autres</b>						
Bureau régional pour l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient	49	—	49	49	—	49
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient, autres</b>	<b>49</b>	<b>—</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>—</b>	<b>49</b>
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>	<b>1 171</b>	<b>3 371</b>	<b>5 542</b>	<b>4 338</b>	<b>90</b>	<b>5 632</b>
<b>Amériques</b>						
<b>Amérique du Nord et Caraïbes</b>						
Canada	58	9	67	11	56	67
Caraïbes	8	50	58	8	50	58

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
Cuba	49	15	64	64		64
États-Unis d'Amérique	107	49	156	148	8	156
République dominicaine	1		1		1	1
<b>Total, Amérique du Nord et Caraïbes</b>	<b>223</b>	<b>123</b>	<b>346</b>	<b>231</b>	<b>65</b>	<b>346</b>
<b>Amérique centrale</b>						
Amérique latine (Nord)	84		84	84		84
Belize	124		124	124		124
Costa Rica	(4)	4	-	8	(8)	-
El Salvador	3		3		3	3
Guatemala	48	8	56	32	24	56
Honduras	1		1		1	1
Mexique	(631)	671	40	17	23	40
Nicaragua	(15)		(15)		(15)	(15)
<b>Total, Amérique centrale</b>	<b>(390)</b>	<b>683</b>	<b>293</b>	<b>265</b>	<b>28</b>	<b>293</b>
<b>Amérique du Sud (Nord)</b>						
Amérique latine (Nord-Ouest)	276		276	276		276
Colombie	(190)	345	155	165	(10)	155
Équateur	(91)	96	5	4	1	5
Venezuela	30	1	31	34	(3)	31
<b>Total, Amérique du Sud (Nord)</b>	<b>25</b>	<b>442</b>	<b>467</b>	<b>479</b>	<b>(12)</b>	<b>467</b>
<b>Amérique du Sud (Sud)</b>						
Amérique du Sud	(52)	52	-			-
Amérique latine (Sud)	214		214	214		214
Argentine	13	7	20	26	(6)	20
Brésil	(2)		(2)		(2)	(2)
Chili	12	7	19		19	19

Budget-programme annuel	Actif		Passif				
	Dépôts à vue et à terme	Somme à recevoir	Total, actif	Engagements non réglés	Somme à payer	Réserves et soldes	Total, passif, réserves et soldes
Pérou	—	—	—	—	—	—	—
Total, Amérique du Sud (Sud)	185	66	251	240	11	—	251
Amériques, autres							
Bureau régional pour les Amériques	40		40	40			40
Total, Amériques, autres	40	—	40	40	—	—	40
Total, Amériques	83	13	131	1 255	92	50	1 3
Asie et Pacifique							
Asie du Sud							
Bangladesh	58	1 71	1 81	98	24	1 7	1 8
Ensemble Asie du Sud	1 01		1 01			1 0	1 0
Inde	219	36	255	219	36		255
Myanmar	(2 0)	4 81	2 81	265	(28)	2 6	2 8
Népal	(407)	692	285	114	33	138	285
Sri Lanka	966	835	1 801	666	9	1 1	1 8
Total, Asie du Sud	(142)	8 21	8 01	1 362	74	6 6	8 0
Asie de l'Est et Pacifique							
Australie	(36)	52	16	20	(4)		16
Cambodge	(71)	94	23	22		1	23
Cambodge	(23)	46	23		23		23
Chine	2 51	14	2 51	188	2 38		2 5
Indonésie	(556)	1 11	575	155	(92)	512	575
Japon	1 01	908	1 91	78	29	1 8	1 9
Malaisie	30	13	43	15	28		43
Papouasie-Nouvelle-Guinée	33		33	36	(3)		33
Philippines	(27)	57	30	30	—		30
RAS de Hong Kong	(23)	16	(7)		(7)		(7)
République de Corée	31		31		31		31
République démocratique populaire lao	128	10	138	96	42		138



<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
Singapour	16	(2)	14	5	9	14
Thaïlande	268	10	278	221	57	278
Viet Nam	18	3	21	2	19	21
<b>Total, Asie de l'Est et Pacifique</b>	<b>3 40</b>	<b>2 30</b>	<b>5 70</b>	<b>868</b>	<b>2 51</b>	<b>5 7</b>
<b>Asie, autres</b>						
Autres pays d'Asie	66		66	16	50	66
Bureau régional pour l'Asie et l'Océanie	37		37	37		37
<b>Total, Asie, autres</b>	<b>103</b>	<b>-</b>	<b>103</b>	<b>53</b>	<b>-</b>	<b>103</b>
<b>Total, Asie et Pacifique</b>	<b>3 30</b>	<b>10 50</b>	<b>13 90</b>	<b>2 283</b>	<b>2 58</b>	<b>13 9</b>
<b>Autres</b>						
<b>Opérations globales</b>						
Appui au programme (terrain)	751	200	951	951		951
Formation	374		374	374		374
Information – Activités productrices de recettes	1 10		1 10	77	1 0	1 1
Logement du personnel	1 30		1 30	88	1 2	1 3
Opérations globales	(5 40)	17 90	12 50	5 240	7 2	12 5
<b>Total, opérations globales</b>	<b>(1 90)</b>	<b>18 10</b>	<b>16 20</b>	<b>6 730</b>	<b>-</b>	<b>16 2</b>
<b>Siège</b>						
Activités conjointes des Nations Unies – Division de la gestion des ressources	269		269	269		269
Département de la protection internationale	147		147	147		147
Direction exécutive et gestion	123		123	123		123
Division de la communication et de l'information	549		549	549		549
Division de la gestion des ressources	83		83	83		83
Division de l'appui aux opérations	421		421	421		421
Ensemble siège – Division de la gestion des ressources	1 20		1 20	1 263		1 2

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
Gestion des ressources humaines – Division de la gestion des ressources	139		139	139		139
Section de l'évaluation et des politiques	11		11	11		11
Siège	14 2'	4 1'	18 4'	130	18 22	18 4
<b>Total, siège</b>	<b>17 2'</b>	<b>4 1'</b>	<b>21 4'</b>	<b>3 135</b>	<b>18 22</b>	<b>21 4</b>
<b>Contributions à destination non spécifiée</b>						
Contributions à destination non spécifiée	5 1'	(9 0)	(3 8)			(3 8)
Contributions non assorties de restrictions	12 1'	1 1'	13 2'			13 2
<b>Total, contributions à destination non spécifiée</b>	<b>17 3'</b>	<b>(7 8)</b>	<b>9 4'</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>9 4</b>
Réserve des opérations						
Réserve des opérations	10 0'		10 0'			10 0
<b>Total, réserve des opérations</b>	<b>10 0'</b>	<b>–</b>	<b>10 0'</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>10 0</b>
<b>Total, autres</b>	<b>42 6'</b>	<b>14 4'</b>	<b>57 1'</b>	<b>9 865</b>	<b>18 22</b>	<b>57 1</b>
<b>Total, budget-programme annuel</b>	<b>43 1'</b>	<b>82 6'</b>	<b>125 8'</b>	<b>50 965</b>	<b>22 61</b>	<b>125 8</b>

<i>Budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
<b>Afrique</b>						
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>						
Guinée	10		10	10		10
Libéria	39		39	39		39
Sierra Leone	45		45	45		45
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>	<b>94</b>	<b>–</b>	<b>94</b>	<b>94</b>	<b>–</b>	<b>94</b>
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>						
Éthiopie	5		5	5		5
Kenya	14		14	14		14
Ouganda	21		21	–	21	21
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	<b>40</b>	<b>–</b>	<b>40</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>40</b>
<b>Grands Lacs</b>						
République-Unie de Tanzanie	19		19	18	1	19
<b>Total, Grands Lacs</b>	<b>19</b>	<b>–</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>1</b>	<b>19</b>
<b>Afrique australe</b>						
Afrique australe	16		16	15	1	16
<b>Total, Afrique australe</b>	<b>16</b>	<b>–</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>1</b>	<b>16</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>169</b>	<b>–</b>	<b>169</b>	<b>146</b>	<b>23</b>	<b>169</b>
<b>Autres</b>						
<b>Opérations globales</b>						
Opérations globales	1 400		1 400	110	1 290	1 4
<b>Total, opérations globales</b>	<b>1 400</b>	<b>–</b>	<b>1 400</b>	<b>110</b>	<b>1 290</b>	<b>1 4</b>

	Actif			Passif		
	Dépôts à vue et à terme	Somme à recevoir	Total, actif	Engagements non réglés	Somme à payer	Total, passif, réserves et soldes
<i>Budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale</i>						
<b>Siège</b>						
Siège	73		73	9		73
<b>Total, siège</b>	73	–	73	9	–	73
<b>Total, autres</b>	1 473	–	1 473	119	–	1 592
<b>Total, budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale</b>	1 642	–	1 642	265	–	1 907

<i>Budget des programmes supplémentaires</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
<b>Afrique</b>						
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>						
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	832	500	1 332		1 332	1 332
Guinée	677		677	677		677
Libéria	169		169	169		169
Sierra Leone	1 778		1 778	1 778		1 778
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>	<b>3 456</b>	<b>500</b>	<b>3 956</b>	<b>2 624</b>	<b>—</b>	<b>3 956</b>
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>						
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique	465	3 360	3 825	6		3 819
Djibouti	95		95	95		95
Érythrée	405	1 318	1 723	1 709	14	1 719
Soudan	1 102		1 102	1 102		1 102
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	<b>2 067</b>	<b>4 678</b>	<b>6 745</b>	<b>2 912</b>	<b>—</b>	<b>6 745</b>
<b>Afrique australe</b>						
Angola	1 096	550	1 646	574		1 072
<b>Total, Afrique australe</b>	<b>1 096</b>	<b>550</b>	<b>1 646</b>	<b>574</b>	<b>—</b>	<b>1 072</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>6 619</b>	<b>5 728</b>	<b>12 347</b>	<b>6 110</b>	<b>—</b>	<b>12 347</b>
<b>Europe</b>						
<b>Europe de l'Est</b>						
Fédération de Russie	2 458	1 944	4 402	4 156		246
Géorgie	(130)	265	135	135		135
<b>Total, Europe de l'Est</b>	<b>2 328</b>	<b>2 209</b>	<b>4 537</b>	<b>4 291</b>	<b>—</b>	<b>246</b>
<b>Total, Europe</b>	<b>2 328</b>	<b>2 209</b>	<b>4 537</b>	<b>4 291</b>	<b>—</b>	<b>246</b>

<i>Budget des programmes supplémentaires</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Somme à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Somme à payer</i>	<i>Réserves et soldes</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>						
<b>Moyen-Orient</b>						
Yémen	9		9		9	9
<b>Total, Moyen-Orient</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>
<b>Asie et Pacifique</b>						
<b>Asie de l'Est et Pacifique</b>						
Australie	14		14		14	14
Indonésie	4 761	562	5 323		4 552	5 323
<b>Total, Asie de l'Est et Pacifique</b>	<b>4 775</b>	<b>562</b>	<b>5 337</b>	<b>-</b>	<b>4 566</b>	<b>5 337</b>
<b>Asie, Autres</b>						
Bureau régional pour l'Asie et l'Océanie	1		1		1	1
<b>Total, Asie, autres</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
<b>Total, Asie et Pacifique</b>	<b>4 776</b>	<b>562</b>	<b>5 338</b>	<b>-</b>	<b>4 567</b>	<b>5 338</b>
<b>Total, budget des programmes supplémentaires</b>	<b>13 732</b>	<b>8 499</b>	<b>22 231</b>	<b>-</b>	<b>14 977</b>	<b>22 231</b>

Administrateurs auxiliaires	Actif		Passif			
	Dépôts à vue et à terme	Sommes à recevoir	Total, actif	Engagements non réglés	Sommes à payer	Total, passif, réserves et soldes
Afrique						
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale						
Cameroun	(79)		(79)		(79)	(79)
Côte d'Ivoire	(88)		(88)		(88)	(88)
Guinée	(190)		(190)	10	(200)	(190)
Libéria	(164)		(164)		(164)	(164)
Nigéria	(69)		(69)	1	(70)	(69)
Sénégal	(53)		(53)		(53)	(53)
Sierra Leone	(119)		(119)		(119)	(119)
Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	(762)	–	(762)	11	–	(762)
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique						
Éthiopie	(322)		(322)	1	(323)	(322)
Kenya	(162)		(162)	8	(170)	(162)
Soudan	(76)		(76)	3	(79)	(76)
Ouganda	(159)		(159)	8	(167)	(159)
Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique	(719)	–	(719)	20	–	(719)
Grands Lacs						
République démocratique du Congo	(73)		(73)	6	(79)	(73)
République-Unie de Tanzanie	(116)		(116)	1	(117)	(116)
Rwanda	(128)		(128)	13	(141)	(128)
Total, Grands Lacs	(317)	–	(317)	20	–	(317)
Afrique australe						
Afrique australe	(49)		(49)	6	(55)	(49)
Afrique du Sud	(82)		(82)	3	(85)	(82)
Angola	(64)		(64)		(64)	(64)
Total, Afrique australe	(195)	–	(195)	9	–	(195)
Total, Afrique	(1 9	–	(1 99	60	–	(1 9'

Administrateurs auxiliaires	Actif		Passif			
	Dépôts à vue et à terme	Sommes à recevoir	Total, actif	Engagements non réglés	Sommes à payer	Total, passif, réserves et soldes
Europe						
Europe de l'Est						
Arménie	(15)		(15)	7	(22)	(15)
Azerbaïdjan	(155)		(155)	4	(159)	(155)
Bélarus	(55)		(55)	3	(58)	(55)
Fédération de Russie	(105)		(105)		(105)	(105)
Géorgie	(103)		(103)	5	(108)	(103)
République de Moldova	(18)		(18)	2	(20)	(18)
Ukraine	(47)		(47)		(47)	(47)
Total, Europe de l'Est	(498)	–	(498)	21	–	(498)
Europe de l'Ouest						
Allemagne	(58)		(58)		(58)	(58)
Suède	(43)		(43)	1	(44)	(43)
Turquie	(267)		(267)	9	(276)	(267)
Total, Europe de l'Ouest	(368)	–	(368)	10	–	(368)
Europe centrale et États baltes						
Slovénie	(34)		(34)		(34)	(34)
Lettonie	(51)		(51)		(51)	(51)
Total, Europe centrale et États baltes	(85)	–	(85)	–	–	(85)
Europe du Sud-Est						
Bosnie-Herzégovine	(496)		(496)	3	(499)	(496)
Croatie	(279)		(279)	1	(280)	(279)
Ex-République yougoslave de Macédoine	(49)		(49)	–	(49)	(49)
Yougoslavie	(11)		(11)	8	(19)	(11)
Total, Europe du Sud-Est	(835)	–	(835)	12	–	(835)



<i>Administrateurs auxiliaires</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Sommes à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Sommes à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
<b>Europe, autres</b>						
Bureau régional pour l'Europe	(62)		(62)	4	(66)	(62)
<b>Total, Europe, autres</b>	(62)	–	(62)	4	(66)	(62)
<b>Total, Europe</b>	(1 8	–	(1 84	47	–	(1 8
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>						
<b>Afrique du Nord</b>						
Tunisie	(40)		(40)	–	(40)	(40)
<b>Total, Afrique du Nord</b>	(40)	–	(40)	–	(40)	(40)
<b>Moyen-Orient</b>						
Égypte	(70)		(70)	2	(72)	(70)
Iraq	(82)		(82)	8	(90)	(82)
Jordanie	(57)		(57)		(57)	(57)
Liban	(15)		(15)		(15)	(15)
République arabe syrienne	(44)		(44)		(44)	(44)
Yémen	(66)		(66)	15	(81)	(66)
<b>Total, Moyen-Orient</b>	(334)	–	(334)	25	(359)	(334)
<b>Asie du Sud-Ouest</b>						
Afghanistan	(29)		(29)		(29)	(29)
Iran (République islamique d')	(32)		(32)	1	(33)	(32)
Pakistan	(111)		(111)	6	(117)	(111)
<b>Total, Asie du Sud-Ouest</b>	(172)	–	(172)	7	(179)	(172)

<i>Administrateurs auxiliaires</i>	<i>Actif</i>			<i>Passif</i>		
	<i>Dépôts à vue et à terme</i>	<i>Sommes à recevoir</i>	<i>Total, actif</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Sommes à payer</i>	<i>Total, passif, réserves et soldes</i>
<b>Asie centrale</b>						
Kazakhstan	(15)		(15)		(15)	(15)
Kirghizistan	(44)		(44)		(44)	(44)
Tadjikistan	(15)		(15)		(15)	(15)
Turkménistan	(60)		(60)		(60)	(60)
<b>Total, Asie centrale</b>	<b>(134)</b>	<b>–</b>	<b>(134)</b>	<b>–</b>	<b>(134)</b>	<b>(134)</b>
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient, autres</b>						
Bureau régional pour l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient	(63)		(63)		(63)	(63)
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient, autres</b>	<b>(63)</b>	<b>–</b>	<b>(63)</b>	<b>–</b>	<b>(63)</b>	<b>(63)</b>
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>	<b>(743)</b>	<b>–</b>	<b>(743)</b>	<b>32</b>	<b>–</b>	<b>(775)</b>
<b>Amériques</b>						
<b>Amérique du Nord et Caraïbes</b>						
États-Unis d'Amérique	(73)		(73)	4	(77)	(73)
République dominicaine	(1)		(1)		(1)	(1)
<b>Total, Amérique du Nord et Caraïbes</b>	<b>(74)</b>	<b>–</b>	<b>(74)</b>	<b>4</b>	<b>–</b>	<b>(78)</b>
<b>Amérique centrale</b>						
Costa Rica	(34)		(34)	–	(34)	(34)
Mexique	(137)		(137)	3	(140)	(137)
<b>Total, Amérique centrale</b>	<b>(171)</b>	<b>–</b>	<b>(171)</b>	<b>3</b>	<b>–</b>	<b>(174)</b>
<b>Amérique du Sud (Nord)</b>						
Venezuela	(128)		(128)	2	(130)	(128)
<b>Total, Amérique du Sud (Nord)</b>	<b>(128)</b>	<b>–</b>	<b>(128)</b>	<b>2</b>	<b>–</b>	<b>(130)</b>

Administrateurs auxiliaires	Actif		Passif			
	Dépôts à vue et à terme	Sommes à recevoir	Total, actif	Engagements non réglés	Sommes à payer	Total, passif, réserves et soldes
Amérique du Sud (Sud)						
Argentine	(47)		(47)		(47)	(47)
Total, Amérique du Sud (Sud)	(47)	–	(47)	–	(47)	(47)
Amériques, autres						
Bureau régional pour les Amériques	(62)		(62)		(62)	(62)
Total, Amériques, autres	(62)	–	(62)	–	(62)	(62)
Total, Amériques	(482)	–	(482)	9	(491)	(482)
Asie et Pacifique						
Asie du Sud						
Bangladesh	(63)		(63)	4	(67)	(63)
Inde	(53)		(53)		(53)	(53)
Myanmar	(79)		(79)	7	(86)	(79)
Népal	(75)		(75)	5	(80)	(75)
Sri Lanka	(82)		(82)	11	(93)	(82)
Total, Asie du Sud	(352)	–	(352)	27	(379)	(352)
Asie de l'Est et Pacifique						
Australie	(47)		(47)		(47)	(47)
Cambodge	(62)		(62)		(62)	(62)
Chine	(22)		(22)		(22)	(22)
Indonésie	(22)		(22)	4	(26)	(22)
Malaisie	(77)		(77)		(77)	(77)
République démocratique populaire lao	(82)		(82)		(82)	(82)
Thaïlande	(181)		(181)	4	(185)	(181)
Total, Asie de l'Est et Pacifique	(493)	–	(493)	8	(501)	(493)
Total, Asie et Pacifique	(845)	–	(845)	35	(880)	(845)

	Actif		Passif			
	Dépôts à vue et à terme	Sommes à recevoir	Total, actif	Engagements non réglés	Sommes à payer	Total, passif, réserves et soldes
Administrateurs auxiliaires						
Autres						
Opérations globales						
Opérations globales	9 3	1 213	10 56		10 561	10 561
Total, opérations globales	9 3	1 213	10 56	–	10 561	10 561
Siège						
Département de la protection internationale	(135)		(135)	12	(147)	(135)
Division de la communication et de l'information	(350)		(350)	15	(365)	(350)
Division de l'appui aux opérations	(414)		(414)	10	(424)	(414)
Gestion des ressources humaines – Division de la gestion des ressources	(36)		(36)	5	(41)	(36)
Siège	3 3		3 35		3 357	3 357
Total, siège	2 4	–	2 42	42	2 380	2 422
Total, autres	11 7	1 213	12 98	42	12 941	12 993
Total, administrateurs auxiliaires	5 8	1 213	7 07	225	6 847	7 072

## État III

**Mouvements de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds de roulement et de garantie	Programme annuel		Fonds des programmes supplémentaires			Total	
		Programmes généraux	Fonds d'affectation spéciale	Programmes généraux	Fonds d'affectation spéciale	Administrateurs auxiliaires	Plan d'assurance maladie	
								2000 1999
<b>Disponibilités au titre des opérations</b>								
Excédent net des recettes sur les dépenses (ou déficit net) (état I)	4 :	(64 :	1 242	(9 :		25	330	(93 :
(Augmentation) diminution des contributions à recevoir		56 :		13 :		(840)		(21 :
(Augmentation) diminution des autres sommes à recevoir		4 :				(462)		(1 :
(Augmentation) diminution des autres éléments d'actif		410						39
Augmentation (diminution) des contributions reçues d'avance		(31 :						38 :
Augmentation (diminution) des engagements non réglés		(98 :	219	861		275		41 :
Augmentation (diminution) des sommes à payer		8 :				—		1 :
À déduire : intérêts créditeurs	(5						(436)	(8 :
Ajustements de change		8 :						(556)
<b>Montant net des disponibilités au titre des opérations</b>	<b>(777)</b>	<b>(115 :</b>	<b>1 461</b>	<b>3 :</b>	<b>—</b>	<b>(1 :</b>	<b>(106)</b>	<b>42 :</b>
<b>Disponibilités au titre des activités de placement et de financement</b>								
Intérêts créditeurs	5						436	8 :
Ajustements de change		(8 :						556
<b>Montant net des disponibilités au titre des activités de placement et de financement</b>	<b>5</b>	<b>(8 :</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>436</b>	<b>8 :</b>

	Fonds de roulement et de garantie		Programme annuel		Fonds des programmes supplémentaires			Total	
	Fonds de roulement et de garantie	Programmes généraux	Programmes généraux	Fonds d'affectation spéciale	Programmes généraux	Fonds d'affectation spéciale	Administrateurs auxiliaires	Plan d'assurance maladie	1999
									2000
<b>Disponibilités provenant d'autres sources</b>									
Annulation d'engagements afférents aux exercices précédents		45		100	3		300		43
Virements sur (ou à partir) d'autres fonds	3	(4)			900				
<b>Montant net des disponibilités provenant d'autres sources</b>	<b>3</b>	<b>41</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>300</b>	<b>—</b>	<b>43</b>
Augmentation (diminution) nette des dépôts à vue et à terme	7	(82)	1 561		8	—	(702)	330	9
<b>Dépôts à vue et à terme, en début d'exercice</b>	<b>42</b>	<b>125</b>	<b>81</b>	<b>81</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>179</b>
<b>Dépôts à vue et à terme, en fin d'exercice</b>	<b>50</b>	<b>43</b>	<b>1 642</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>188</b>

Tableau 1  
**Contributions à l'ensemble des fonds, au 31 décembre 2000**

(En dollars des États-Unis)

Contributions par donateur

Budget-programme annuel	Contributions en espèces		Contributions en nature <sup>1</sup>	Total
	Contributions non acquittées	Contributions acquittées		
Contributions de gouvernements				
Afrique du Sud		502 873		502 873
Algérie		50 000		50 000
Allemagne	357 802	13 372 351		13 730 153
Arabie saoudite		206 402		206 402
Argentine		20 000		20 000
Australie	389 950	10 008 874		10 398 824
Autriche	375 921	299 694		675 615
Bahamas		3 600		3 600
Belgique	1 072 110	2 237 678		3 309 788
Bénin	2 500			2 500
Bermudes		5 000		5 000
Canada		14 537 324		14 537 324
Chili	50 000	50 000		100 000
Chine		250 000		250 000
Chypre		4 000		4 000
Colombie		19 000		19 000
Costa Rica		15 328		15 328
Danemark		34 460 959		34 460 959
Émirats arabes unis		108 000		108 000
Espagne	223 540	1 943 034		2 166 574
États-Unis	17 460 000	208 876 712		226 336 712
Finlande	72 739	9 903 453		9 976 192
France		6 980 361		6 980 361
Ghana	5 000			5 000
Grèce		300 000		300 000
Hongrie	30 000			30 000
Inde		9 153		9 153
Irlande		1 952 000		1 952 000
Israël		50 000		50 000
Italie	2 233 618	7 046 773		9 280 391
Japon		90 057 241		90 057 241
Koweït		251 869		251 869
Liechtenstein		58 897		58 897
Luxembourg		498 278		498 278

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions en espèces</i>		<i>Contributions en nature<sup>1</sup></i>	<b>Total</b>
	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Contributions acquittées</i>		
Malaisie		120 000		<b>120 000</b>
Mexique		102 500		<b>102 500</b>
Monaco		18 197		<b>18 197</b>
Norvège		35 863 804		<b>35 863 804</b>
Nouvelle-Zélande		857 212		<b>857 212</b>
Oman		4 000		<b>4 000</b>
Pays-Bas	300 506	45 641 105		<b>45 941 611</b>
Pologne		40 000		<b>40 000</b>
République de Corée		1 000 000		<b>1 000 000</b>
République tchèque		41 927		<b>41 927</b>
Royaume-Uni	4 930 586	25 110 039		<b>30 040 625</b>
Rwanda		11 849		<b>11 849</b>
Saint-Marin		11 151		<b>11 151</b>
Saint-Siège		10 000		<b>10 000</b>
Suède		34 443 412		<b>34 443 412</b>
Suisse	1 346 213	11 681 561		<b>13 027 774</b>
Thaïlande		15 000		<b>15 000</b>
Turquie		150 000		<b>150 000</b>
Venezuela		4 800		<b>4 800</b>
Yémen	2 160			<b>2 160</b>
<b>Total, contributions de gouvernements</b>	<b>28 852 645</b>	<b>559 205 411</b>		<b>588 058 056</b>
<b>Contributions de sources non gouvernementales/privées</b>				
Action réfugiés (France)		36 866		<b>36 866</b>
Ania Cisl-Fiba (Italie)		208 039		<b>208 039</b>
Argentina con ACNUR (Argentine)		15 030		<b>15 030</b>
Brookings Institute, Washington		10 000		<b>10 000</b>
Benetton (Italie)		22 336		<b>22 336</b>
Comité de solidarité avec les personnes défavorisées en Asie		33 818		<b>33 818</b>
Deutsche Stiftung		543 812		<b>543 812</b>
Daitokuji (Japon)		11 181		<b>11 181</b>
España con ACNUR (Espagne)	319 788	369 936		<b>689 724</b>
Eni (Agip Azerbaïdjan) (Italie)		1 760 000		<b>1 760 000</b>
Prince Al Walid Bin Talal Al Saud		10 667		<b>10 667</b>
Comité olympique international (Suisse)		20 000		<b>20 000</b>
Jinrui Aizen-Kai Sohonbu (Japon)		18 692		<b>18 692</b>



<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions en espèces</i>		<i>Contributions en nature<sup>1</sup></i>	<b>Total</b>
	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Contributions acquittées</i>		
Fédération japonaise de tennis féminin (Japon)		10 000		<b>10 000</b>
Jyodoshu (Japon)		28 037		<b>28 037</b>
R.S.G. Club Federation (Japon)		13 099		<b>13 099</b>
Kanto Golf Association (Japon)		28 113		<b>28 113</b>
Komeito Tokyo 17th G. Branch (Japon)		21 664		<b>21 664</b>
Fondation Loosco (Pays-Bas)		2 656		<b>2 656</b>
Lintz Corporation (Japon)		57 013		<b>57 013</b>
Lombard, Odin et Cie (Suisse)		12 048		<b>12 048</b>
M. Lee, Kawai (Hong Kong)		37 952		<b>37 952</b>
Divers		3 239 515		<b>3 239 515</b>
Mainichi Shimbun (Japon)		20 183		<b>20 183</b>
Conseil norvégien des réfugiés		10 000		<b>10 000</b>
Nippon Foundation (Japon)		1 000 000		<b>1 000 000</b>
Centre de télédétection écologique Nansen		3 454		<b>3 454</b>
Parthenon Trust (Royaume-Uni)		1 190 476		<b>1 190 476</b>
Radda Barnen (Suède)		46 191		<b>46 191</b>
Rockefeller Brothers Fund (États-Unis)		25 000		<b>25 000</b>
Soka Gakkai (Japon)		600 000		<b>600 000</b>
Soroptimist Intern. Of Americas (Japon)		114 901		<b>114 901</b>
Stichting Vluchteling (Pays-Bas)		393 535		<b>393 535</b>
Sekairenpo Sengen Jichitai (Japon)		87 156		<b>87 156</b>
Social Science Research Council (États-Unis)		15 000		<b>15 000</b>
Mme Yoshi Sato (Japon)		228 990		<b>228 990</b>
Tree of life (Japon)		42 327		<b>42 327</b>
Tyton Company of Japan Ltd. (Japon)		46 729		<b>46 729</b>
M. Tichenor McHenry (États-Unis)		25 000		<b>25 000</b>
Association pour les Nations Unies (Royaume-Uni)		7 321		<b>7 321</b>
United States for UNHCR (États-Unis)		15 000		<b>15 000</b>
Association pour les Nations Unies (Japon)		10 122		<b>10 122</b>
United Kingdom for UNHCR (Royaume-Uni)		429 497		<b>429 497</b>
Conférence mondiale des religions pour la paix (Japon)		47 619		<b>47 619</b>
Women Cultural & Social Society (Koweït)		40 000		<b>40 000</b>
Zayed Foundation (Émirats arabes unis)		500 000		<b>500 000</b>
<b>Total, contributions de sources non gouvernementales/privées</b>	<b>319 788</b>	<b>11 408 975</b>		<b>11 728 763</b>

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions en espèces</i>		<i>Contributions en nature<sup>1</sup></i>	<b>Total</b>
	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Contributions acquittées</i>		
<b>Contributions intergouvernementales</b>				
Commission européenne	16 173 539	19 759 656		<b>35 933 195</b>
Fonds des Nations Unies pour la population		40 223		<b>40 223</b>
Programme des Nations Unies pour le développement		9 956		<b>9 956</b>
Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie		32 508		<b>32 508</b>
Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité commune (Gouvernement japonais)	904 170	1 002 170		<b>1 906 340</b>
<b>Total, contributions intergouvernementales</b>	<b>17 077 709</b>	<b>20 844 513</b>		<b>37 922 222</b>
<b>Total, budget-programme annuel</b>	<b>46 250 142</b>	<b>591 458 899</b>		<b>637 709 041</b>

<sup>1</sup> Aucune contribution n'a été reçue en 2000.

Budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale	Contributions en espèces		Contributions en nature <sup>1</sup>	Total
	Contributions non acquittées	Contributions acquittées		
Contributions de sources non gouvernementales/privées				
Fonds des Nations Unies/Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les partenariats internationaux – Ted Turner		2 462 379		2 462 379
Total, contributions de sources non gouvernementales/privées		2 462 379		2 462 379
Total, budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale		2 462 379		2 462 379

<sup>1</sup> Aucune contribution n'a été reçue en 2000.

Budget des programmes supplémentaires	Contributions en espèces		Contributions en nature <sup>1</sup>	Total
	Contributions non acquittées	Contributions acquittées		
Contributions des gouvernements				
Allemagne		1 221 231		1 221 231
Australie		819 449		819 449
Belgique		363 543		363 543
Canada		2 140 361		2 140 361
Danemark		1 982 908		1 982 908
États-Unis	5 545 000	11 850 000		17 395 000
Finlande		902 330		902 330
France		507 679		507 679
Irlande		564 864		564 864
Italie		1 264 837		1 264 837
Japon	1 910 000	6 445 011		8 355 011
Malaisie		100 000		100 000
Norvège		4 171 851		4 171 851
Nouvelle-Zélande		90 500		90 500
Pays-Bas		1 498 950		1 498 950
Portugal		1 750 000		1 750 000
République de Corée		100 000		100 000
Royaume-Uni		463 537		463 537
Suède		6 996 844		6 996 844
Suisse		1 270 902		1 270 902
Turquie		100 000		100 000
Total, contributions des gouvernements	7 455 000	44 604 797		52 059 797
Contributions de sources non gouvernementales/privées				
Action réfugiés (France)		66 515		66 515
Deutsche Stiftung		236 258		236 258
Denryoku Soren (Japon)		19 608		19 608
España con ACNUR (Espagne)	90 434	133 691		224 125
Fédération japonaise de tennis féminin (Japon)		10 000		10 000
Jomas (Japon)		28 037		28 037
JTUC-Rengo (Japon)		93 458		93 458
Komeito Fukuoka (Japon)		23 924		23 924
Divers		46 830		46 830
Festival de Musique de Nato		21 573		21 573
Soroptimist Intern. of Americas (Japon)		28 276		28 276
Stichting Vluchteling (Pays-Bas)		30 000		30 000

<i>Budget des programmes supplémentaires</i>	<i>Contributions en espèces</i>		<i>Contributions en nature<sup>1</sup></i>	<b>Total</b>
	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Contributions acquittées</i>		
United States of America for UNHCR (États-Unis)		3 018		<b>3 018</b>
UK for UNHCR (Royaume-Uni)		4 931		<b>4 931</b>
<b>Total, contributions de sources non gouvernementales/privées</b>	<b>90 434</b>	<b>746 119</b>		<b>836 553</b>
<b>Contributions intergouvernementales</b>				
AGFUND		50 000		<b>50 000</b>
Commission européenne	946 018	3 971 304		<b>4 917 322</b>
<b>Total, contributions intergouvernementales</b>	<b>946 018</b>	<b>4 021 304</b>		<b>4 967 322</b>
<b>Total, budget des programmes supplémentaires</b>	<b>8 491 452</b>	<b>49 372 220</b>		<b>57 863 672</b>

<sup>1</sup> Aucune contribution n'a été reçue en 2000.

Administrateurs auxiliaires	Contributions en espèces		Contributions en nature <sup>1</sup>	Total
	Contributions non acquittées	Contributions acquittées		
Contributions des gouvernements				
Allemagne		192 882		192 882
Autriche		71 098		71 098
Belgique		123 686		123 686
Canada		241 379		241 379
Danemark		971 732		971 732
États-Unis	1 200 000	300 000		1 500 000
Finlande		273 346		273 346
France		604 348		604 348
Italie		19 478		19 478
Japon		1 357 185		1 357 185
Nigéria		93 897		93 897
Norvège		478 130		478 130
Pays-Bas		480 000		480 000
Suède		508 774		508 774
Suisse		264 456		264 456
Total, contributions des gouvernements	1 200 000	5 980 391		7 180 391
Contributions intergouvernementales				
Organisation internationale de la francophonie		91 464		91 464
Total, contributions intergouvernementales		91 464		91 464
Total, administrateurs auxiliaires	1 200 000	6 071 855		7 271 855
Total général	55 941 594	649 365 353		705 306 947

<sup>1</sup> Aucune contribution en nature n'a été reçue en 2000.

Tableau 1  
**Contributions à l'ensemble des fonds, au 31 décembre 2000**

(En dollars des États-Unis)

Contributions par programme

Budget-programme annuel	Contributions en espèces		Contributions en nature <sup>1</sup>	Total
	Contributions non acquittées	Contributions acquittées		
Afrique				
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale				
Bénin		295 000		295 000
Burkina Faso		30 000		30 000
Cameroun		90 000		90 000
Côte d'Ivoire	1 343 901	1 796 968		3 140 869
Ensemble Afrique de l'Ouest et Afrique centrale		9 477 568		9 477 568
Gabon		820 000		820 000
Gambie		235 000		235 000
Ghana		180 000		180 000
Guinée	1 882 536	12 480 883		14 363 419
Guinée-Bissau		50 000		50 000
Libéria	1 007 408	5 395 519		6 402 927
Mali		40 000		40 000
Niger		211 092		211 092
Nigéria		360 000		360 000
République centrafricaine		1 020 000		1 020 000
Sénégal		420 000		420 000
Sierra Léone		879 376		879 376
Tchad		130 000		130 000
Togo		60 000		60 000
Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale				
	4 233 845	33 971 406		38 205 251
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique				
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique		8 955 605		8 955 605
Djibouti		865 000		865 000
Érythrée		1 642 377		1 642 377
Éthiopie	655 000	7 653 947		8 308 947
Kenya	660 000	8 218 019		8 878 019
Ouganda	3 556 931	8 791 690		12 348 621

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions en espèces</i>		<i>Contributions en nature<sup>1</sup></i>	<b>Total</b>
	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Contributions acquittées</i>		
Somalie		2 631 458		<b>2 631 458</b>
Soudan		5 604 100		<b>5 604 100</b>
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	<b>4 871 931</b>	<b>44 362 196</b>		<b>49 234 127</b>
<b>Grands Lacs</b>				
Burundi		2 443 398		<b>2 443 398</b>
Congo	964 977	2 297 035		<b>3 262 012</b>
Grands Lacs	536 055	16 862 383		<b>17 398 438</b>
Pays d'Afrique centrale		945 192		<b>945 192</b>
République démocratique du Congo	200 000	6 911 407		<b>7 111 407</b>
République-Unie de Tanzanie	6 955 217	19 146 365		<b>26 101 582</b>
Rwanda	6 581	2 076 567		<b>2 083 148</b>
<b>Total, Grands Lacs</b>	<b>8 662 830</b>	<b>50 682 347</b>		<b>59 345 177</b>
<b>Afrique australe</b>				
Afrique australe		705 225		<b>705 225</b>
Afrique du Sud		823 000		<b>823 000</b>
Angola		1 010 000		<b>1 010 000</b>
Botswana		310 000		<b>310 000</b>
Malawi		250 000		<b>250 000</b>
Mozambique		100 024		<b>100 024</b>
Namibie	400 396	1 558 734		<b>1 959 130</b>
Swaziland		70 000		<b>70 000</b>
Zambie	2 135 721	5 486 028		<b>7 621 749</b>
Zimbabwe		100 000		<b>100 000</b>
<b>Total, Afrique australe</b>	<b>2 536 117</b>	<b>10 413 011</b>		<b>12 949 128</b>
<b>Afrique, autres</b>				
Bureau régional pour l'Afrique		15 000		<b>15 000</b>
Ensemble Afrique		52 725 411		<b>52 725 411</b>
<b>Total, Afrique, autres</b>		<b>52 740 411</b>		<b>52 740 411</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>20 304 723</b>	<b>192 169 371</b>		<b>212 474 094</b>
<b>Europe</b>				
<b>Europe de l'Est</b>				
Arménie		1 824 729		<b>1 824 729</b>
Azerbaïdjan	100 000	2 365 298		<b>2 465 298</b>
Bélarus		70 000		<b>70 000</b>
Communauté d'États indépendants		98		<b>98</b>

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions en espèces</i>		<i>Contributions en nature<sup>1</sup></i>	<b>Total</b>
	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Contributions acquittées</i>		
Europe de l'Est		8 276 141		<b>8 276 141</b>
Fédération de Russie		177 649		<b>177 649</b>
Géorgie		860 000		<b>860 000</b>
République de Moldova		100 811		<b>100 811</b>
Ukraine	9 392	912 599		<b>921 991</b>
<b>Total, Europe de l'Est</b>	<b>109 392</b>	<b>14 587 325</b>		<b>14 696 717</b>
<b>Europe de l'Ouest</b>				
Belgique		93 458		<b>93 458</b>
Espagne		127 999		<b>127 999</b>
France		960 731		<b>960 731</b>
Italie		22 336		<b>22 336</b>
Suisse		100 320		<b>100 320</b>
Turquie		700 075		<b>700 075</b>
<b>Total, Europe de l'Ouest</b>		<b>2 004 919</b>		<b>2 004 919</b>
<b>Europe centrale et États baltes</b>				
Bulgarie		19 051		<b>19 051</b>
États baltes		398 000		<b>398 000</b>
Europe centrale et États baltes		1 000 000		<b>1 000 000</b>
<b>Total, Europe centrale et États baltes</b>		<b>1 417 051</b>		<b>1 417 051</b>
<b>Europe du Sud-Est</b>				
Albanie		1 657 675		<b>1 657 675</b>
Bosnie-Herzégovine	227 273	15 398 279		<b>15 625 552</b>
Croatie		12 488 739		<b>12 488 739</b>
Europe du Sud-Est		17 265 117		<b>17 265 117</b>
Ex-République yougoslave de Macédoine	26 572	1 466 884		<b>1 493 456</b>
Yougoslavie	9 105 533	48 321 884		<b>57 427 417</b>
<b>Total, Europe du Sud-Est</b>	<b>9 359 378</b>	<b>96 598 578</b>		<b>105 957 956</b>
<b>Europe, autres</b>				
Autres pays d'Europe	35 429	935 430		<b>970 859</b>
Ensemble Europe		24 450 450		<b>24 450 450</b>
<b>Total, Europe, autres</b>	<b>35 429</b>	<b>25 385 880</b>		<b>25 421 309</b>
<b>Total, Europe</b>	<b>9 504 199</b>	<b>139 993 753</b>		<b>149 497 952</b>



Budget-programme annuel	Contributions en espèces		Contributions en nature <sup>1</sup>	Total
	Contributions non acquittées	Contributions acquittées		
Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient				
Afrique du Nord				
Algérie	3 911	214 442		218 353
Ensemble, Afrique du Nord		2 649 225		2 649 225
Mauritanie		10 000		10 000
Territoire du Sahara occidental		60 000		60 000
Total, Afrique du Nord	3 911	2 933 667		2 937 578
Moyen-Orient				
Arabie saoudite		106 402		106 402
Ensemble Moyen-Orient		7 755 498		7 755 498
Iraq		1 200 901		1 200 901
Yémen		690 000		690 000
Total, Moyen-Orient		9 752 801		9 752 801
Asie du Sud-Ouest				
Afghanistan	266 619	5 225 214		5 491 833
Ensemble Asie du Sud-Ouest		6 234 631		6 234 631
Iran (République islamique d')	752 827	9 425 524		10 178 351
Pakistan	1 636 523	5 326 379		6 962 902
Total, Asie du Sud-Ouest	2 655 969	26 211 748		28 867 717
Asie centrale				
Asie centrale		2 700 901		2 700 901
Kazakhstan		70 000		70 000
Kirghizistan		120 000		120 000
Ouzbékistan		150 000		150 000
Tadjikistan	39 251	670 000		709 251
Turkménistan		106 902		106 902
Total, Asie centrale	39 251	3 817 803		3 857 054
Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient	2 699 131	42 716 019		45 415 150
Amériques				
Amérique du Nord et Caraïbes				
Caraïbes	50 000	50 000		100 000
Total, Amérique du Nord et Caraïbes	50 000	50 000		100 000

Budget-programme annuel	Contributions en espèces		Contributions en nature <sup>1</sup>	Total
	Contributions non acquittées	Contributions acquittées		
Amérique centrale				
Ensemble Amérique centrale		1 582 883		1 582 883
Guatemala		34 202		34 202
Mexique		550 000		550 000
Total, Amérique centrale		2 167 085		2 167 085
Amérique du Sud (Nord)				
Amérique latine (nord-ouest)		411 696		411 696
Colombie	337 362	1 451 792		1 789 154
Équateur	93 750	95 977		189 727
Total, Amérique du Sud (Nord)	431 112	1 959 465		2 390 577
Amérique du Sud (Sud)				
Amérique du Sud	51 986	1 811 351		1 863 337
Total, Amérique du Sud (Sud)	51 986	1 811 351		1 863 337
Amériques, autres				
Ensemble Amériques		2 300 108		2 300 108
Total, Amériques, autres		2 300 108		2 300 108
Total, Amériques	533 098	8 288 009		8 821 107
Asie et Pacifique				
Asie du Sud				
Bangladesh	1 784 078	1 318 456		3 102 534
Ensemble Asie du Sud		2 775 670		2 775 670
Inde		980 000		980 000
Myanmar	3 744 110	3 683 470		7 427 580
Népal	682 263	2 919 719		3 601 982
Sri Lanka	782 440	5 927 344		6 709 784
Total, Asie du Sud	6 992 891	17 604 659		24 597 550
Asie de l'Est et Pacifique				
Asie de l'Est et Pacifique		3 381 532		3 381 532
Australie		14 348		14 348
Cambodge	94 080	2 243 592		2 337 672
Chine		884 000		884 000
Indonésie	651 205	630 757		1 281 962
Japon	904 170	1 002 170		1 906 340
Malaisie		263 000		263 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée		10 000		10 000

<i>Budget-programme annuel</i>	<i>Contributions en espèces</i>		<i>Contributions en nature<sup>1</sup></i>	<b>Total</b>
	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Contributions acquittées</i>		
Philippines		80 000		<b>80 000</b>
République démocratique populaire lao		483 818		<b>483 818</b>
Singapour		10 000		<b>10 000</b>
Thaïlande		3 420 711		<b>3 420 711</b>
Viet Nam		30 000		<b>30 000</b>
<b>Total, Asie de l'Est et Pacifique</b>	<b>1 649 455</b>	<b>12 453 928</b>		<b>14 103 383</b>
<b>Asie, autres</b>				
Autres pays d'Asie		88 598		<b>88 598</b>
Ensemble Asie		10 834		<b>10 834</b>
<b>Total, Asie, autres</b>		<b>99 432</b>		<b>99 432</b>
<b>Total, Asie et Pacifique</b>	<b>8 642 346</b>	<b>30 158 019</b>		<b>38 800 365</b>
<b>Autres</b>				
<b>Opérations globales</b>				
Appui au programme (terrain)	200 000	200 000		<b>400 000</b>
Opérations globales	2 950 000	22 066 727		<b>25 016 727</b>
<b>Total, opérations globales</b>	<b>3 150 000</b>	<b>22 266 727</b>		<b>25 416 727</b>
<b>Siège</b>				
Division de l'appui aux opérations		289 819		<b>289 819</b>
Division de la communication et de l'information		32 508		<b>32 508</b>
Siège		26 089 461		<b>26 089 461</b>
<b>Total, siège</b>		<b>26 411 788</b>		<b>26 411 788</b>
<b>Contributions à destination non spécifiée</b>				
Contributions non assorties de restrictions	1 416 645	125 941 089		<b>127 357 734</b>
<b>Total, contributions à destination non spécifiée</b>	<b>1 416 645</b>	<b>125 941 089</b>		<b>127 357 734</b>
<b>Réserve des opérations</b>				
Réserve des opérations		3 514 124		<b>3 514 124</b>
<b>Total, réserve des opérations</b>		<b>3 514 124</b>		<b>3 514 124</b>
<b>Total, autres</b>	<b>4 566 645</b>	<b>178 133 728</b>		<b>182 700 373</b>
<b>Total, budget-programme annuel</b>	<b>46 250 142</b>	<b>591 458 899</b>		<b>637 709 041</b>

<sup>1</sup> Aucune contribution en nature n'a été reçue en 2000.

Budget-programme annuel-Fonds d'affectation spéciale	Contributions en espèces		Contributions en nature <sup>1</sup>	Total
	Contributions non acquittées	Contributions acquittées		
Afrique				
Afrique australe				
Afrique du Sud		151 500		151 500
Total, Afrique australe		151 500		151 500
Total, Afrique		151 500		151 500
Autres				
Opérations globales				
Opérations globales		2 175 879		2 175 879
Total, opérations globales		2 175 879		2 175 879
Siège				
Siège		135 000		135 000
Total, siège		135 000		135 000
Total, autres		2 310 879		2 310 879
Total, budget-programme annuel Fonds d'affectation spéciale		2 462 379		2 462 379

<sup>1</sup> Aucune contribution en nature n'a été reçue en 2000.

Budget des programmes supplémentaires	Contributions en espèces		Contributions en nature <sup>1</sup>	Total
	Contributions non acquittées	Contributions acquittées		
Afrique				
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale				
Ensemble Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	500 000	3 686 766		4 186 766
Sierra Leone		3 966 962		3 966 962
Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	500 000	7 653 728		8 153 728
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique				
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique	3 360 000	7 374 872		10 734 872
Érythrée	1 318 354	1 640 201		2 958 555
Soudan		1 146 013		1 146 013
Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique	4 678 354	10 161 086		14 839 440
Afrique australe				
Angola	550 000	3 597 859		4 147 859
Total, Afrique australe	550 000	3 597 859		4 147 859
Total, Afrique	5 728 354	21 412 673		27 141 027
Europe				
Europe de l'Est				
Europe de l'Est		2 483 779		2 483 779
Fédération de Russie	1 943 662	7 967 046		9 910 708
Géorgie	265 000	526 436		791 436
Total, Europe de l'Est	2 208 662	10 977 261		13 185 923
Total, Europe	2 208 662	10 977 261		13 185 923
Asie et Pacifique				
Asie de l'Est et Pacifique				
Indonésie	554 436	16 982 286		17 536 722
Total, Asie de l'Est et Pacifique	554 436	16 982 286		17 536 722
Total, Asie et Pacifique	554 436	16 982 286		17 536 722
Total, budget des programmes supplémentaires	8 491 452	49 372 220		57 863 672

<sup>1</sup> Aucune contribution en nature n'a été reçue en 2000.

<i>Administrateurs auxiliaires</i>	<i>Contributions en espèces</i>		<i>Contributions en nature<sup>1</sup></i>	<b>Total</b>
	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Contributions acquittées</i>		
<b>Autres</b>				
<b>Opérations globales</b>				
Opérations globales	1 200 000	4 612 749		<b>5 812 749</b>
<b>Total, opérations globales</b>	<b>1 200 000</b>	<b>4 612 749</b>		<b>5 812 749</b>
<b>Siège</b>				
Siège		1 459 106		<b>1 459 106</b>
<b>Total, siège</b>		<b>1 459 106</b>		<b>1 459 106</b>
<b>Total, autres</b>	<b>1 200 000</b>	<b>6 071 855</b>		<b>7 271 855</b>
<b>Total, administrateurs auxiliaires</b>	<b>1 200 000</b>	<b>6 071 855</b>		<b>7 271 855</b>
<b>Total général</b>	<b>55 941 594</b>	<b>649 365 353</b>		<b>705 306 947</b>

<sup>1</sup> Aucune contribution en nature n'a été reçue en 2000.

Tableau 2  
**État des contributions non acquittées afférentes à des exercices antérieurs  
au 31 décembre 2000**

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Année</i>	<i>Contributions en espèces</i>	<i>Contributions en nature</i>	<b>Total</b>
<b>Contributions de gouvernements</b>				
<b>Autriche</b>				
Assistance humanitaire à l'ex-Yougoslavie	1999	161 008		<b>161 008</b>
		<b>161 008</b>		<b>161 008</b>
<b>Bénin</b>				
Programme annuel	1999	1 500		<b>1 500</b>
		<b>1 500</b>		<b>1 500</b>
<b>Chili</b>				
Programme annuel	1999	20 000		<b>20 000</b>
		<b>20 000</b>		<b>20 000</b>
<b>Danemark</b>				
Divers fonds d'affectation spéciale	1999	50 380		<b>50 380</b>
		<b>50 380</b>		<b>50 380</b>
<b>Djibouti</b>				
Programme annuel	1997	1 000		<b>1 000</b>
Programme annuel	1998	1 000		<b>1 000</b>
		<b>2 000</b>		<b>2 000</b>
<b>France</b>				
Divers fonds d'affectation spéciale	1999	562 103		<b>562 103</b>
		<b>562 103</b>		<b>562 103</b>
<b>Royaume-Uni</b>				
Assistance humanitaire à l'ex-Yougoslavie	1999	130 000		<b>130 000</b>
		<b>130 000</b>		<b>130 000</b>
<b>Italie</b>				
Divers fonds d'affectation spéciale	1999	13 402		<b>13 402</b>
		<b>13 402</b>		<b>13 402</b>

<i>Donateur</i>	<i>Année</i>	<i>Contributions en espèces</i>	<i>Contributions en nature</i>	<b>Total</b>
<b>Philippines</b>				
Programme annuel	1997	3 000		<b>3 000</b>
Opérations dans la région des Grands Lacs (à l'exception du Rwanda)	1997	1 000		<b>1 000</b>
		<b>4 000</b>		<b>4 000</b>
<b>Portugal</b>				
Programme annuel	1999	25 000		<b>25 000</b>
		<b>25 000</b>		<b>25 000</b>
<b>Tunisie</b>				
Programme annuel	1998	4 651		<b>4 651</b>
		<b>4 651</b>		<b>4 651</b>
<b>États-Unis</b>				
Programme annuel	1999	162 400		<b>162 400</b>
Programme de rapatriement des réfugiés afghans	1999	165 300		<b>165 300</b>
Pays de la CEI	1999	86 500		<b>86 500</b>
Rapatriement vers le Libéria	1999	36 300		<b>36 300</b>
Assistance aux rapatriés et réfugiés au Rwanda	1999	71 900		<b>71 900</b>
Divers fonds d'affectation spéciale	1998	640 000		<b>640 000</b>
Divers fonds d'affectation spéciale	1999	482 200		<b>482 200</b>
Assistance humanitaire à l'ex-Yougoslavie	1999	2 700 000		<b>2 700 000</b>
		<b>4 344 600</b>		<b>4 344 600</b>
<b>Total, contributions de gouvernements</b>		<b>5 318 644</b>		<b>5 318 644</b>
<b>Contributions intergouvernementales</b>				
Commission européenne				
Programme annuel	1996	38 796		<b>38 796</b>
Programme annuel	1997	138 133		<b>138 133</b>
Programme annuel	1998	288 351		<b>288 351</b>
Programme annuel	1999	782 765		<b>782 765</b>
Opérations dans la région des Grands Lacs (à l'exception du Rwanda)	1998	2 702 907		<b>2 702 907</b>
Opérations dans la région des Grands Lacs (à l'exception du Rwanda)	1999	2 706 485		<b>2 706 485</b>
Pays de la CEI	1999	100 525		<b>100 525</b>
Rapatriement et réinsertion des réfugiés du Mali et du Niger	1998	289 747		<b>289 747</b>
Rapatriement et réinsertion des réfugiés du Mali et du Niger	1999	1 652		<b>1 652</b>
Rapatriement et réinsertion des réfugiés du	1998	1 119 760		<b>1 119 760</b>



<i>Donateur</i>	<i>Année</i>	<i>Contributions en espèces</i>	<i>Contributions en nature</i>	<b>Total</b>
<b>Myanmar</b>				
Assistance aux rapatriés et aux réfugiés du Rwanda	1998	3 887 880		<b>3 887 880</b>
Divers fonds d'affectation spéciale	1997	62 955		<b>62 955</b>
Divers fonds d'affectation spéciale	1999	439 678		<b>439 678</b>
Assistance humanitaire à l'ex-Yougoslavie	1996	7 140		<b>7 140</b>
Assistance humanitaire à l'ex-Yougoslavie	1998	7 216 095		<b>7 216 095</b>
		<b>19 782 869</b>		<b>19 782 869</b>
<b>Total, contributions intergouvernementales</b>				
		<b>19 782 869</b>		<b>19 782 869</b>
<b>Contributions de sources non gouvernementales/ privées</b>				
<b>Espana con Acnur (Espagne)</b>				
Programme annuel	1998	28 383		<b>28 383</b>
Programme annuel	1999	3 632		<b>3 632</b>
Opérations d'urgence au Timor oriental	1999	7 113		<b>7 113</b>
Assistance humanitaire à l'ex-Yougoslavie	1999	18 157		<b>18 157</b>
		<b>57 285</b>		<b>57 285</b>
<b>Total, contributions de sources non gouvernementales/privées</b>				
		<b>57 285</b>		<b>57 285</b>
<b>Total général</b>		<b>25 158 798</b>		<b>25 158 798</b>

Tableau 3

**Crédits ouverts et dépenses au titre du budget-programme annuel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		
	Crédits initialement ouverts	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice en cours	Décassements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Total
<b>Afrique</b>						
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>						
Afrique de l'Ouest	836 500	(171 9)	664 547	555 020	101 380	<b>656 400</b>
Bénin	1 111 675	(5 2)	1 106 429	935 690	79 353	<b>1 015 043</b>
Burkina Faso	233 500	38 7	272 285	213 462	46 395	<b>259 857</b>
Cameroun	612 097	372 9	985 086	823 319	74 561	<b>897 880</b>
Côte d'Ivoire	8 973 901	1 7	10 771 499	9 361 310	769 425	<b>10 130 735</b>
Gabon	290 000	2 3	2 599 438	2 068 313	225 211	<b>2 293 524</b>
Gambie	867 100	(7 4)	859 662	593 760	187 456	<b>781 216</b>
Ghana	1 209 861	(106 4)	1 103 398	853 415	43 025	<b>896 440</b>
Guinée	28 325 514	(2 1)	26 200 560	21 058 495	3 499 739	<b>24 558 234</b>
Guinée-Bissau	392 836	44 6	437 445	384 539	17 293	<b>401 832</b>
Libéria	16 163 812	652 6	16 816 440	14 973 501	467 826	<b>15 441 327</b>
Mali	293 363	18 5	311 954	288 654	13 958	<b>302 612</b>
Niger	267 400	5 1	272 523	227 182	31 728	<b>258 910</b>
Nigéria	1 324 726	(199 0)	1 125 647	960 895	71 702	<b>1 032 597</b>
République centrafricaine	2 984 387	196 6	3 181 037	2 421 810	455 279	<b>2 877 089</b>
Sénégal	1 532 429	(30 8)	1 501 553	1 098 971	172 779	<b>1 271 750</b>
Sierra Leone	1 213 930	(334 3)	879 548	765 211	5 460	<b>770 671</b>
Tchad	941 471	845 1	1 786 587	1 526 255	251 735	<b>1 777 990</b>
Togo	409 391	(36 5)	372 815	223 572	75 972	<b>299 544</b>
Ensemble Afrique de l'Ouest et Afrique centrale		891 9	891 926	868 723	9 414	<b>878 137</b>
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale<sup>1</sup></b>	<b>67 983 893</b>	<b>4 1</b>	<b>72 140 379</b>	<b>60 202 097</b>	<b>6 599 691</b>	<b>5 338 591</b>

<sup>1</sup> Dans le montant de 69 208 000 dollars, représentant les crédits initialement approuvés par le Comité exécutif (A/AC.96/916/Add.1), étaient inclus les montants suivants :

- 293 000 dollars, figurant maintenant dans les crédits au titre du budget-programme annuel – Fonds d'affection spéciale (voir tableau 3, p. 110);
- 931 000 dollars, figurant maintenant à la rubrique Afrique, autres – Bureau régional pour l'Afrique (voir note 3, p. 99).

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		
	Crédits initialement ouverts	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice en cours	Décaissements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Total
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>						
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique		764 4;	764 457	749 040	11 712	<b>760 752</b>
Djibouti	2 732 512	511 2;	3 243 807	2 629 644	329 309	<b>2 958 953</b>
Érythrée	1 232 483	3 5	4 744 550	3 540 960	441 606	<b>3 982 566</b>
Éthiopie	22 598 062	912 3;	23 510 406	20 450 463	1 014 054	<b>21 464 517</b>
Kenya	24 732 159	36 6;	24 768 812	20 834 276	1 513 393	<b>22 347 669</b>
Ouganda	19 642 821	(1 7;	17 886 590	14 255 072	760 506	<b>15 015 578</b>
Somalie	8 777 223	1 3;	10 125 487	7 419 228	582 520	<b>8 001 748</b>
Soudan	10 778 367	2 0;	12 842 814	9 910 824	820 548	<b>10 731 372</b>
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	<b>90 493 627</b>	<b>7 3'</b>	<b>97 886 923</b>	<b>79 789 507</b>	<b>5 473 648</b>	<b>12 623 768</b>

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		
	Crédits initialement ouverts	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice en cours	Décroissements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Total
<b>Grands Lacs</b>						
Burundi	15 404 721	(10 4	4 929 525	4 000 233	333 095	4 333 328
Congo	2 419 743	3 24	5 683 790	4 090 065	1 085 199	5 175 264
Grands Lacs		1 7;	1 754 743	1 632 373	80 407	1 712 780
Pays d'Afrique centrale	10 107 200	(1 8	8 227 645	6 530 388	798 872	7 329 260
République démocratique du Congo	24 720 036	(1 2;	24 487 499	19 840 188	613 574	20 453 762
République-Unie de Tanzanie	31 426 352	1 7;	33 226 223	27 722 901	1 734 385	29 457 286
Rwanda	14 087 045	(1 8;	12 219 683	9 459 355	615 595	10 074 950
<b>Total, Grands Lacs</b>	<b>98 165 097</b>	<b>(8 6;</b>	<b>89 528 108</b>	<b>73 275 503</b>	<b>5 261 127</b>	<b>78 536 630</b>
<b>Total partiel, Grands Lacs et corne de l'Afrique<sup>1</sup></b>	<b>188 658 724</b>	<b>(1 2;</b>	<b>187 415 031</b>	<b>153 065 010</b>	<b>10 734 775</b>	<b>163 799 785</b>
<b>Afrique australe</b>						
Afrique australe	253 800	641 1;	894 986	869 494	22 549	892 043
Afrique du Sud	5 315 322	(14 8	5 300 508	4 678 404	220 690	4 899 094
Angola	2 555 084	1 6;	4 177 207	3 785 196	271 043	4 056 239
Botswana	1 121 139	237 2;	1 358 404	1 070 448	65 554	1 136 002
Malawi	890 007	323 8;	1 213 857	946 832	95 402	1 042 234
Mozambique	656 660	446 5;	1 103 190	990 823	85 317	1 076 140
Namibie	1 490 348	2 0;	3 495 602	2 924 568	446 381	3 370 949
Swaziland	429 614	(13 4;	416 214	358 141	19 692	377 833
Zambie	5 938 363	6 6;	12 570 300	10 299 487	1 077 053	11 376 540
Zimbabwe	730 688	252 5;	983 188	910 334	22 006	932 340
<b>Total, Afrique australe<sup>2</sup></b>	<b>19 381 025</b>	<b>12 1;</b>	<b>31 513 456</b>	<b>26 833 727</b>	<b>2 325 687</b>	<b>29 159 414</b>
<b>Total, Afrique australe</b>						<b>2 354 042</b>

<sup>1</sup> Le montant de 320 400 dollars approuvé pour les Grands Lacs figure maintenant dans le tableau des crédits ouverts et des dépenses au titre du budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale (voir tableau 3, p. 110). En outre, un montant de 2 462 300 dollars a été transféré à la rubrique Afrique, autres – Bureau régional pour l'Afrique (voir note 3).

<sup>2</sup> Un montant de 486 600 dollars a été transféré à la rubrique Afrique, autres – Bureau régional pour l'Afrique (voir note 3).

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		
	Crédits initialement ouverts	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice en cours	Décassements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Total
<b>Afrique, autres</b>						
Bureau régional pour l'Afrique <sup>3</sup>	5 018 044	(3 3)	1 628 260	1 514 607	101 649	1 616 256
<b>Total, Afrique</b>	<b>281 041 686</b>	<b>11 6</b>	<b>292 697 126</b>	<b>241 615 441</b>	<b>19 761 802</b>	<b>31 319 883</b>

<sup>3</sup> Ce montant a été initialement approuvé par le Comité exécutif au titre des rubriques suivantes :

Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	931 000	dollars (voir note 1, p. 96)
Grands Lacs et Afrique de l'Est et corne de l'Afrique	2 462 300	dollars
Afrique australe	486 600	dollars
Total siège	1 138 100	dollars (voir note 2, p. 108).

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		
	Crédits initialement ouverts	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice en cours	Décassements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Total
<b>Europe</b>						
<b>Europe de l'Est</b>						
Arménie	3 875 960	(769 3)	3 106 627	3 023 820	28 212	3 052 032
Azerbaïdjan	4 676 373	1 0 <sup>6</sup>	5 770 117	5 329 631	80 484	5 410 115
Bélarus	781 917	(2 5)	779 397	767 787	3 991	771 778
Communauté d'États indépendants	112 800	16 5	129 329	123 352	1 648	125 000
Fédération de Russie	12 900 255	(970 2)	11 930 035	10 263 803	182 084	10 445 887
Géorgie	8 946 202	(2 3)	6 621 251	5 462 196	83 045	5 545 241
République de Moldova	1 015 419	(8 3)	1 007 054	865 094	96 879	961 973
Ukraine	4 311 964	(731 3)	3 580 621	2 985 308	56 408	3 041 716
<b>Total, Europe de l'Est</b>	<b>36 620 890</b>	<b>(3 6)</b>	<b>32 924 431</b>	<b>28 820 991</b>	<b>532 751</b>	<b>29 353 742</b>
<b>Europe de l'Ouest</b>						
Allemagne	2 355 040	(316 8)	2 038 195	1 730 238	14 681	1 744 919
Belgique	2 258 405	(127 1)	2 131 250	1 762 656	24 982	1 787 638
Chypre	339 168	68 7	407 888	405 279	801	406 080
Espagne	999 853	432 7	1 432 614	1 295 530	12 958	1 308 488
France	2 254 856	207 7	2 462 582	2 074 588	158 606	2 233 194
Grèce	1 407 645	(113 9)	1 293 646	1 235 266	31 213	1 266 479
Irlande	304 377	(22 1)	282 251	199 409	8 914	208 323
Italie	2 054 763	404 8	2 459 638	1 761 678	446 548	2 208 226
Malte	200 000	(1 4)	198 543	130 864	64 800	195 664
Pays-Bas	228 331	(244)	228 087	165 659	20 861	186 520
Portugal	133 000	(19 3)	113 664	110 272	1 263	111 535
Royaume-Uni	1 345 821	181 7	1 527 568	1 378 563	80 134	1 458 697
Suède	1 066 414	26 0	1 092 414	1 087 113	4 256	1 091 369
Suisse	803 794	(43 0)	760 773	632 238	26 545	658 783
Turquie	4 573 978	696 4	5 270 405	5 124 990	51 654	5 176 644
<b>Total, Europe de l'Ouest</b>	<b>20 325 445</b>	<b>1 3</b>	<b>21 699 518</b>	<b>19 094 343</b>	<b>948 216</b>	<b>20 042 559</b>
						<b>1 656 959</b>

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		
	Crédits initialement ouverts	Virements de crédits l'exercice en cours	Crédits au titre de exécution des programmes	Engagements non réglés	Total	Solde
<b>Europe centrale et États baltes</b>						
Autriche	2 044 490	(220 71)	1 823 702	30 369	<b>1 421 370</b>	402 332
Bulgarie	902 478	53 71	956 230	39 187	<b>944 698</b>	11 532
États baltes	498 000	(199 81)	298 142	25 730	<b>273 000</b>	25 142
Hongrie	1 387 429	(119 21)	1 268 203	56 907	<b>1 141 741</b>	126 462
Lettonie	323 989	(26 11)	297 880		<b>284 412</b>	13 468
Pologne	811 071	(18 51)	792 539	13 918	<b>748 215</b>	44 324
République tchèque	733 431	(7 61)	725 801	403	<b>671 039</b>	54 762
Roumanie	1 187 421	61 51	1 248 968	17 249	<b>1 222 305</b>	26 663
Slovaquie	742 713	(79 51)	663 188	3 945	<b>575 535</b>	87 653
Slovénie	1 460 974	(329 81)	1 131 124	4 184	<b>997 266</b>	133 858
<b>Total, Europe centrale et États baltes</b>	<b>10 091 996</b>	<b>(886 21)</b>	<b>9 205 777</b>	<b>191 892</b>	<b>8 279 581</b>	<b>926 196</b>
<b>Total partiel, Europe<sup>1/</sup></b>	<b>67 038 331</b>	<b>(3 21)</b>	<b>63 829 726</b>	<b>1 672 859</b>	<b>57 675 882</b>	<b>6 153 884</b>
<b>Europe du Sud-Est</b>						
Albanie	12 046 446	(4 11)	7 884 842	354 494	<b>6 570 648</b>	1 314 194
Bosnie-Herzégovine	43 852 354	(9 61)	34 217 361	1 305 217	<b>31 717 075</b>	2 500 286
Croatie	16 880 347	(2 81)	13 997 322	245 483	<b>13 578 727</b>	418 595
Europe du Sud-Est		2 31	2 361 802	27 551	<b>2 276 846</b>	84 956
Ex-République yougoslave de Macédoine	15 100 891	(3 61)	11 411 707	464 578	<b>10 502 856</b>	908 851
Yougoslavie	121 871 408	(13 91)	107 926 053	6 480 520	<b>89 027 200</b>	18 898 853
<b>Total, Europe du Sud-Est<sup>2/</sup></b>	<b>209 751 446</b>	<b>(31 91)</b>	<b>177 799 087</b>	<b>8 885 843</b>	<b>153 673 352</b>	<b>24 125 735</b>

<sup>1/</sup> Ce chiffre représente les crédits initialement approuvés par le Comité exécutif (70 619 100 dollars) (A/AC.96/916/Add.1), auxquels il a été apporté les ajustements suivants :

- 2 999 100 dollars, figurant maintenant à la rubrique Europe, autres – Bureau régional pour l'Europe;
- 174 300 dollars, figurant maintenant à la rubrique Siège;
- 800 000 dollars, figurant maintenant à la rubrique Europe, autres – Autres pays d'Europe;

<sup>2/</sup> Les crédits initialement ouverts par le Comité exécutif ont été réduits des montants suivants : 2 589 300 dollars, figurant maintenant à la rubrique Europe, autres – Bureau régional pour l'Europe, et 392 600 dollars, figurant maintenant à la rubrique Total partiel, Europe.

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		
	Crédits initialement ouverts	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice en cours	Décassements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Total
<b>Europe, autres</b>						
Bureau régional pour l'Europe <sup>3</sup>	5 588 428	(2 610 475)	2 949 345	2 776 964	110 474	2 887 438
Autres pays d'Europe <sup>4</sup>	1 100 000	475 000	1 575 000	1 113 969	132 621	1 246 590
<b>Total, Europe autres</b>	<b>6 688 428</b>	<b>(2 135 475)</b>	<b>4 524 345</b>	<b>3 890 933</b>	<b>243 095</b>	<b>390 317</b>
<b>Total, Europe</b>	<b>283 478 205</b>	<b>(37 310 475)</b>	<b>246 153 158</b>	<b>204 681 465</b>	<b>10 801 797</b>	<b>30 669 896</b>

<sup>3</sup> Le montant figurant à cette rubrique représente les crédits suivants initialement approuvés par le Comité exécutif : 2 999 100 dollars à la rubrique Bureau Europe au siège et 2 589 300 dollars à la rubrique Bureau du Coordonnateur pour l'Europe du Sud-Est au siège.

<sup>4</sup> Le montant figurant à cette rubrique représente les crédits suivants initialement ouverts par le Comité exécutif : 300 000 dollars à la rubrique Europe du Sud-Est et 800 000 dollars à la rubrique Europe.



Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses			Solde
	Crédits initialement approuvés	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice en cours	Décaissements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Total	
Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient							
Afrique du Nord							
Algérie	5 015 304	(475 62	4 539 683	3 175 990	867 073	4 043 063	496 620
Jamahiriya arabe libyenne	1 689 473	(537 15	1 152 320	1 086 991	17 536	1 104 527	47 793
Maroc	546 205	(54 86	491 338	357 774	13 101	370 875	120 463
Mauritanie	162 192	68 85	231 151	219 024	3 320	222 344	8 807
Territoire du Sahara occidental	972 072	(507 42	464 646	314 954	15 016	329 970	134 676
Tunisie	278 609	12 16	290 774	180 802	20 820	201 622	89 152
Total, Afrique du Nord	8 663 855	(1 49	7 169 912	5 335 535	936 866	6 272 401	897 511
Moyen-Orient							
Arabie saoudite	1 373 137	112 17	1 485 307	1 262 068	11 431	1 273 499	211 808
Égypte	3 977 010	(218 25	3 758 753	3 293 640	24 600	3 318 240	440 513
Émirats arabes unis	174 000	52 90	226 900	222 761	4 139	226 900	
Ensemble Moyen-Orient	314 200	(6 29	307 902	280 604	1 396	282 000	25 902
Iraq	3 292 701	652 94	3 945 642	3 208 436	165 759	3 374 195	571 447
Israël		10 00	10 000	9 090		9 090	910
Jordanie	1 665 487	(107 20	1 558 283	1 445 518	26 472	1 471 990	86 293
Koweït	891 015	(105 63	785 381	760 166	5 856	766 022	19 359
Liban	2 667 045	(162 51	2 504 530	2 195 610	42 385	2 237 995	266 535
République arabe syrienne	2 258 251	651	2 258 902	2 021 112	9 669	2 030 781	228 121
Yémen	3 090 192	1 16	4 259 727	3 711 759	155 101	3 866 860	392 867
Total, Moyen-Orient	19 703 038	1 39	21 101 327	18 410 764	446 808	18 857 572	2 243 755
Asie du Sud-Ouest							
Afghanistan	7 813 802	(42 70	7 771 097	6 679 775	920 018	7 599 793	171 304
Pakistan	16 030 080	1 88	17 913 028	15 410 762	955 914	16 366 676	1 546 352

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		
	Crédits initialement approuvés	Crédits au titre de l'exercice en cours		Décaissements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Solde
		Virements de crédits				
République islamique d'Iran	18 307 734	(955 77	17 351 964	14 099 254	487 230	2 765 480
<b>Total, Asie du Sud-Ouest</b>	<b>42 151 616</b>	<b>884 47</b>	<b>43 036 089</b>	<b>36 189 791</b>	<b>2 363 162</b>	<b>4 483 136</b>
<b>Asie centrale</b>						
Kazakhstan	703 645	177 33	880 983	858 873	11 540	10 570
Kirghizistan	1 242 427	280 63	1 523 059	1 410 125	25 473	87 461
Ouzbékistan	1 524 119	(188 52	1 335 598	1 216 880	23 459	95 259
Tadjikistan	2 676 005	(3 38	2 672 620	2 339 548	291 444	41 628
Turkménistan	795 039	142 42	937 467	870 222	57 757	9 488
<b>Total, Asie centrale</b>	<b>6 941 235</b>	<b>408 49</b>	<b>7 349 727</b>	<b>6 695 648</b>	<b>409 673</b>	<b>244 406</b>
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient, autres</b>						
Bureau régional pour l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient	2 707 026	(3 26	2 703 764	2 580 780	48 605	74 379
Autres pays d'Asie centrale, d'Asie du Sud-Ouest, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient		100 00	100 000			100 000
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient, autres</b>	<b>2 707 026</b>	<b>96 73</b>	<b>2 803 764</b>	<b>2 580 780</b>	<b>48 605</b>	<b>174 379</b>
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient<sup>/</sup></b>	<b>80 166 770</b>	<b>1 29</b>	<b>81 460 819</b>	<b>69 212 518</b>	<b>4 205 114</b>	<b>8 043 187</b>

<sup>/</sup> Ce montant total inclut 50 000 dollars représentant des crédits initialement approuvés au titre des Opérations globales (voir note 1, p. 108).

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		Solde
	Crédits initialement approuvés	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice en cours	Décaissements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	
<b>Amérique</b>						
<b>Amérique du Nord et Caraïbes</b>						
Caraïbes		112 50	112 500	41 623	8 377	62 500
Canada	971 883	36 53	1 008 422	958 671	10 271	39 480
Cuba	467 900	84 40	552 300	436 634	64 444	51 222
États-Unis d'Amérique	4 186 627	922 31	5 108 944	4 815 422	148 004	145 518
<b>Total, Amérique du Nord et Caraïbes</b>	<b>5 626 410</b>	<b>1 15</b>	<b>6 782 166</b>	<b>6 252 350</b>	<b>231 096</b>	<b>298 720</b>
<b>Amérique centrale</b>						
Amérique latine (Nord)	913 500	(59 86	853 640	728 208	84 169	41 263
Costa Rica	416 025	261 02	677 053	657 865	8 226	10 962
Guatemala	178 300	224 29	402 594	323 170	25 388	54 036
Mexique	6 604 932	(644 93	5 960 002	5 846 535	16 767	96 700
<b>Total, Amérique centrale</b>	<b>8 112 757</b>	<b>(219 46</b>	<b>7 893 289</b>	<b>7 555 778</b>	<b>134 550</b>	<b>202 961</b>
<b>Amérique du Sud (Nord)</b>						
Amérique latine (Nord-Ouest)	1 037 200	888 57	1 925 770	1 554 198	276 332	95 240
Colombie	1 531 973	839 82	2 371 800	2 152 215	164 149	55 436
Équateur	165 297	48 80	214 097	177 331	3 673	33 093
Venezuela	1 509 560	(92 17	1 417 383	1 304 406	34 468	78 509
<b>Total, Amérique du Sud (Nord)</b>	<b>4 244 030</b>	<b>1 68</b>	<b>5 929 050</b>	<b>5 188 150</b>	<b>478 622</b>	<b>262 278</b>
<b>Amérique du Sud (Sud)</b>						
Amérique latine (Sud)	2 420 800	(352 64	2 068 160	1 743 426	214 074	110 660
Argentine	1 140 322	217 30	1 357 630	1 313 324	26 446	17 860
<b>Total, Amérique du Sud (Sud)</b>	<b>3 561 122</b>	<b>(135 33</b>	<b>3 425 790</b>	<b>3 056 750</b>	<b>240 520</b>	<b>128 520</b>

<i>Chapitre ou programme</i>	<i>Crédits ouverts</i>			<i>Dépenses</i>		
	<i>Crédits initialement approuvés</i>	<i>Virements de crédits</i>	<i>Crédits au titre de l'exercice en cours</i>	<i>Décaissements/ exécution des programmes</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Total</i>
<b>Amériques, autres</b>						
Bureau régional pour les Amériques	1 566 060	(27 51	1 538 548	1 420 615	39 577	1 460 192
<b>Total, Amériques, autres</b>	<b>1 566 060</b>	<b>(27 51</b>	<b>1 538 548</b>	<b>1 420 615</b>	<b>39 577</b>	<b>1 460 192</b>
<b>Total, Amériques</b>	<b>23 110 379</b>	<b>2 45</b>	<b>25 568 843</b>	<b>23 473 643</b>	<b>1 124 365</b>	<b>24 598 008</b>
						<b>970 835</b>

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses			Solde
	Crédits initialement approuvés	Virements de crédits	Crédits au titre de la période considérée	Décaissements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Total	
<b>Asie et Pacifique</b>							
<b>Asie du Sud</b>							
Bangladesh	3 798 775	(1 1	2 609 215	2 384 939	98 401	<b>2 483 340</b>	125 875
Inde	2 534 558	326 4	2 861 042	2 620 066	219 045	<b>2 839 111</b>	21 931
Myanmar	10 647 822	(1 6	9 040 235	8 030 411	264 926	<b>8 295 337</b>	744 898
Népal	5 429 264	22 2	5 451 478	5 318 853	113 530	<b>5 432 383</b>	19 095
Sri Lanka	5 666 663	317 6	5 984 311	5 297 324	666 296	<b>5 963 620</b>	20 691
<b>Total, Asie du Sud</b>	<b>28 077 082</b>	<b>(2 1</b>	<b>25 946 281</b>	<b>23 651 593</b>	<b>1 362 198</b>	<b>25 013 791</b>	<b>932 490</b>
<b>Asie de l'Est et Pacifique</b>							
Australie	951 205	220 6	1 171 891	1 079 829	19 564	<b>1 099 393</b>	72 498
Cambodge	3 739 571	(284 1	3 455 390	3 386 316	22 683	<b>3 408 999</b>	46 391
Chine	1 804 840	401 9	2 206 812	1 986 666	188 261	<b>2 174 927</b>	31 885
Indonésie	698 277	1 1	1 833 342	1 342 072	155 213	<b>1 497 285</b>	336 057
Japon	2 685 316	594 8	3 280 164	2 988 897	77 606	<b>3 066 503</b>	213 661
Malaisie	683 898	(68 0	615 800	511 304	14 369	<b>525 673</b>	90 127
Philippines	354 650	34 3	389 014	327 892	29 928	<b>357 820</b>	31 194
Papouasie-Nouvelle-Guinée	44 500	222 3	266 800	170 819	35 981	<b>206 800</b>	60 000
République démocratique populaire lao	1 087 490	136 6	1 224 120	1 100 192	96 311	<b>1 196 503</b>	27 617
Singapour	60 700		60 700	45 106	5 394	<b>50 500</b>	10 200
Thaïlande	5 987 452	(597 6	5 389 786	5 003 288	138 731	<b>5 142 019</b>	247 767
Viet Nam	130 856	25 8	156 663	140 709	2 000	<b>142 709</b>	13 954
<b>Total, Asie de l'Est et Pacifique</b>	<b>18 228 755</b>	<b>1 8</b>	<b>20 050 482</b>	<b>18 083 090</b>	<b>786 041</b>	<b>18 869 131</b>	<b>1 181 351</b>
<b>Asie, autres</b>							
Bureau régional pour l'Asie et l'Océanie	1 957 901	(46 5	1 911 341	1 797 522	37 142	<b>1 834 664</b>	76 677
Autres pays d'Asie	253 100	29 0	282 198	182 210	15 452	<b>197 662</b>	84 536
<b>Total, Asie, autres</b>	<b>2 211 001</b>	<b>(17 4</b>	<b>2 193 539</b>	<b>1 979 732</b>	<b>52 594</b>	<b>2 032 326</b>	<b>161 213</b>
<b>Total, Asie et Pacifique</b>	<b>48 516 838</b>	<b>(326 5</b>	<b>48 190 302</b>	<b>43 714 415</b>	<b>2 200 833</b>	<b>45 915 248</b>	<b>2 275 054</b>

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		Solde
	Crédits initialement approuvés	Virements de crédits	Crédits au titre de la période considérée	Décaissements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	
<b>Autres</b>						
<b>Opérations globales</b>						
Appui au programme (terrain)	4 544 926	(555 7	3 989 148	2 412 695	950 956	3 363 651 625 497
Formation	4 274 485	(1 7	2 548 200	1 403 014	374 396	1 777 410 770 790
Opérations globales	39 526 588	(6 4	33 116 900	23 093 066	4 914 987	28 008 053 5 108 847
Logement du personnel	700 000		700 000	570 272	88 051	658 323 41 677
Information – activités productrices de recettes		235 0	235 000	33 131	76 869	110 000 125 000
<b>Total, opérations globales<sup>1/</sup></b>	<b>49 045 999</b>	<b>(8 4</b>	<b>40 589 248</b>	<b>27 512 178</b>	<b>6 405 259</b>	<b>33 917 437 6 671 811</b>
<b>Siège</b>						
Division de la communication et de l'information	7 527 838	1 2	8 810 905	6 425 110	548 526	6 973 636 1 837 269
Activités conjointes des Nations Unies – Division de la gestion des ressources	8 140 007	1 5	9 650 709	9 353 895	268 923	9 622 818 27 891
Gestion des ressources humaines – Division de la gestion des ressources	6 717 222	(1 1	5 600 571	5 394 653	138 875	5 533 528 67 043
Département de la protection internationale	5 029 119	208 7	5 237 913	4 721 028	147 368	4 868 396 369 517
Division de la gestion des ressources	4 484 507	562 4	5 046 940	4 366 660	82 561	4 449 221 597 719
Division de l'appui aux opérations	7 526 187	(252 6	7 273 582	6 488 343	421 342	6 909 685 363 897
Direction exécutive et gestion	1 948 910	140 6	2 089 530	1 734 788	122 719	1 857 507 232 023
Section de l'évaluation et des politiques	405 424	142 4	547 860	431 938	10 518	442 456 105 404
Ensemble, siège – Division de la gestion des ressources	12 924 157	(166 1	12 758 052	9 157 930	1 263 423	10 421 353 2 336 699
Siège	257 073	462 7	719 779	379 578	129 722	509 300 210 479
<b>Total, siège<sup>2/</sup></b>	<b>54 960 444</b>	<b>2 7</b>	<b>57 735 841</b>	<b>48 453 923</b>	<b>3 133 977</b>	<b>51 587 900 6 147 941</b>

<sup>1/</sup> Les crédits initialement ouverts par le Comité exécutif incluaient les montants suivants : 50 000 dollars figurant maintenant à la rubrique Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient (voir note 1, p. 104) et 156 000 dollars figurant maintenant dans les crédits ouverts au titre du budget-programme annuel – fonds d'affectation spéciale (tableau 3, p. 110).

<sup>2/</sup> Un montant de 1 138 000 dollars représentant des crédits initialement approuvés au titre de cette rubrique a été transféré à la rubrique Afrique, autres – Bureau régional pour l'Afrique, un montant de 174 300 dollars a été transféré à la rubrique Europe (voir note 1, p. 101).

<i>Chapitre ou programme</i>	<i>Crédits ouverts</i>		<i>Dépenses</i>		
	<i>Crédits initialement approuvés</i>	<i>Virements de crédits</i>	<i>Crédits au titre de la période considérée</i>	<i>Décaissements/ exécution des programmes</i>	<i>Engagements non réglés</i>
					<b>Total</b>
					<b>Solde</b>
<b>Réserve des opérations</b>					
Réserve des opérations	82 108 300	(51 4	30 644 393		30 644 393
<b>Total, réserve des opérations</b>	<b>82 108 300</b>	<b>(51 4</b>	<b>30 644 393</b>		<b>30 644 393</b>
<b>Total général, budget-programme annuel</b>	<b>902 428 621</b>	<b>(79 3</b>	<b>823 039 730</b>	<b>658 663 583</b>	<b>706 296 730</b>
					<b>116 743 000</b>

Tableau 3  
**Crédits ouverts et dépenses au titre du budget-programme annuel – Fonds d'affectation spéciale**  
**pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000**  
 (En dollars des États-Unis)

Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		
	Crédits initialement ouverts	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice précédent	Décaissements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	Total
<b>Afrique</b>						
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>						
Guinée	113 000	93 9	206 909	97 024	9 976	107 000
Libéria	80 000	63 5	143 500	104 870	38 630	143 500
Sierra Leone	100 000	(38 1	61 891	32 605	29 195	61 800
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale<sup>1</sup></b>	<b>293 000</b>	<b>119 3</b>	<b>412 300</b>	<b>234 499</b>	<b>77 801</b>	<b>312 300</b>
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>						
Éthiopie		29 0	29 000	23 844	5 156	29 000
Kenya	70 400	(968)	69 432	45 714	14 286	60 000
Ouganda		77 0	77 000	54 663	337	55 000
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique<sup>2</sup></b>	<b>70 400</b>	<b>105 0</b>	<b>175 432</b>	<b>124 221</b>	<b>19 779</b>	<b>144 000</b>
<b>Grands Lacs</b>						
République-Unie de Tanzanie	250 000	50 0	300 000	232 280	17 720	250 000
<b>Total, Grands Lacs<sup>2</sup></b>	<b>250 000</b>	<b>50 0</b>	<b>300 000</b>	<b>232 280</b>	<b>17 720</b>	<b>250 000</b>
<b>Afrique australe</b>						
Afrique du Sud		151 3	151 300	134 887	15 249	150 136
Zambie		26 0	26 000			26 000
<b>Total, Afrique australe</b>		<b>177 3</b>	<b>177 300</b>	<b>134 887</b>	<b>15 249</b>	<b>150 136</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>613 400</b>	<b>451 6</b>	<b>1 065 032</b>	<b>725 887</b>	<b>130 549</b>	<b>856 436</b>

<sup>1</sup> Voir note 1 p. 96.

<sup>2</sup> Voir note 1 p. 98.



Chapitre ou programme	Crédits ouverts			Dépenses		Solde
	Crédits initialement ouverts	Virements de crédits	Crédits au titre de l'exercice précédent	Décaissements/ exécution des programmes	Engagements non réglés	
<b>Autres</b>						
<b>Opérations globales</b>						
Opérations globales	156 400	345 0	501 400	221 462	109 638	170 300
<b>Total, opérations globales<sup>3</sup></b>	<b>156 400</b>	<b>345 0</b>	<b>501 400</b>	<b>221 462</b>	<b>109 638</b>	<b>170 300</b>
<b>Siège</b>						
Siège		137 0	137 000	61 966	8 722	66 312
<b>Total, siège</b>		<b>137 0</b>	<b>137 000</b>	<b>61 966</b>	<b>8 722</b>	<b>66 312</b>
<b>Total, autres</b>	<b>156 400</b>	<b>482 0</b>	<b>638 400</b>	<b>283 428</b>	<b>118 360</b>	<b>236 612</b>
<b>Total général, budget- programme annuel</b>						
<b>Fonds d'affectation spéciale</b>	<b>769 800</b>	<b>933 6</b>	<b>1 703 432</b>	<b>1 009 315</b>	<b>248 909</b>	<b>445 208</b>

<sup>3</sup> Voir note 1 p. 101.

Tableau 4  
**Fonds disponibles au titre du Fonds pour les programmes supplémentaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000**  
 (En dollars des États-Unis)

Chapitre ou programme	Dépenses			
	Fonds disponibles	Décaissements/ Exécution des programmes	Engagements non réglés	Total
<b>Afrique</b>				
<b>Réfugiés libériens</b>				
Guinée	2 307 278	1 630 552	676 726	2 307 278
Libéria	900 000	731 299	168 701	900 000
<b>Total, réfugiés libériens</b>	<b>3 207 278</b>	<b>2 361 851</b>	<b>845 427</b>	<b>3 207 278</b>
<b>Réfugiés sierra-léonais</b>				
Ensemble Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	1 331 986	—	—	1 331 986
Sierra Leone	6 664 135	4 885 789	1 778 346	6 664 135
<b>Total, réfugiés sierra-léonais</b>	<b>7 996 121</b>	<b>4 885 789</b>	<b>1 778 346</b>	<b>6 664 135</b>
<b>Réfugiés/personnes déplacées érythréens</b>				
Afrique de l'Est et corne de l'Afrique	3 829 054	3 377	6 308	9 685
Djibouti	398 516	303 378	95 138	398 516
Érythrée	7 414 244	5 691 261	1 709 178	7 400 439
Soudan	3 150 202	2 048 169	1 102 033	3 150 202
<b>Total, réfugiés/personnes déplacées érythréens</b>	<b>14 792 016</b>	<b>8 046 185</b>	<b>2 912 657</b>	<b>10 958 842</b>
<b>Réfugiés/personnes déplacées angolais</b>				
Angola	4 585 064	2 938 941	573 640	3 512 581
<b>Total, réfugiés/personnes déplacées angolais</b>	<b>4 585 064</b>	<b>2 938 941</b>	<b>573 640</b>	<b>3 512 581</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>30 580 479</b>	<b>18 232 766</b>	<b>6 110 070</b>	<b>24 342 836</b>
<b>Europe</b>				
<b>Suivi de la Conférence sur la CEI-Europe de l'Est et CRA</b>				
Géorgie	2 034 730	1 899 761	134 969	2 034 730
<b>Total, suivi de la Conférence sur la CEI-Europe de l'Est et CRA</b>	<b>2 034 730</b>	<b>1 899 761</b>	<b>134 969</b>	<b>2 034 730</b>

<i>Chapitre ou programme</i>	<i>Dépenses</i>			
	<i>Fonds disponibles</i>	<i>Décaissements/ Exécution des programmes</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Total</i>
<b>Tchéchénie</b>				
Fédération de Russie	11 468 232	7 065 887	4 156 449	11 222 336
<b>Total, Tchéchénie</b>	<b>11 468 232</b>	<b>7 065 887</b>	<b>4 156 449</b>	<b>11 222 336</b>
<b>Total, Europe</b>	<b>13 502 962</b>	<b>8 965 648</b>	<b>4 291 418</b>	<b>13 257 066</b>
<b>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>				
<b>Réfugiés du Sahara occidental</b>				
Yémen	47 423	38 747	8 676	47 423
<b>Total, réfugiés du Sahara occidental</b>	<b>47 423</b>	<b>38 747</b>	<b>8 676</b>	<b>47 423</b>
<b>Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>	<b>47 423</b>	<b>38 747</b>	<b>8 676</b>	<b>47 423</b>
<b>Asie et Pacifique</b>				
<b>Opérations du Timor oriental</b>				
Australie	425 444	411 663	13 781	425 444
Bureau régional pour l'Asie et l'Océanie	241 442	240 925	517	241 442
Indonésie	29 661 600	24 367 114	4 524 396	28 891 510
<b>Total, opérations du Timor oriental</b>				
<b>Total, Asie et Pacifique</b>	<b>30 328 486</b>	<b>25 019 702</b>	<b>4 538 694</b>	<b>29 558 396</b>
<b>Total général, Fonds pour les programmes spéciaux</b>	<b>74 459 350</b>	<b>52 256 863</b>	<b>14 948 858</b>	<b>67 205 721</b>
				<b>7 253 629</b>

Tableau 5  
**Engagements réglés et engagements non réglés au 31 décembre 2000**  
**au titre de projets afférents à des exercices antérieurs**

(En dollars des États-Unis)

Budget-programme annuel

<i>Région/pays (au sens donné par l'Appel global)</i>	<i>Engagements non réglés au 1er janvier 2000</i>	<i>Paiements effectués en 2000</i>	<i>Engagements annulés en 2000</i>	<i>Engagements non réglés au 31 décembre 2000</i>
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>				
Afrique de l'Ouest	144 350	38 058	106 292	—
Bénin	108 049	95 946	6 529	5 574
Burkina Faso	80 601	52 846	25	27 730
Cameroun	654 322	481 625	9 626	163 071
Côte d'Ivoire	499 547	344 963	138 945	15 639
Gabon	628 692	403 454	60 223	165 015
Gambie	3 570	3 570	—	—
Ghana	117 201	57 404	59 797	—
Guinée	6 110 871	3 435 237	1 614 727	1 060 907
Guinée-Bissau	6 809	3 777	3 032	—
Libéria	1 787 345	1 423 064	360 974	3 307
Mali	26 078	7 304	18 774	—
Niger	31 316	9 281	11 655	10 380
Nigéria	84 193	19 253	64 940	—
République centrafricaine	483 883	369 082	114 801	—
Sénégal	196 736	127 834	56 246	12 656
Sierra Léone	186 630	62 492	124 138	—
Tchad	460 645	365 876	86 142	8 627
Togo	59 230	31 329	27 901	—
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>	<b>11 670 068</b>	<b>7 332 395</b>	<b>2 864 767</b>	<b>1 472 906</b>
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>				
Djibouti	216 296	102 831	113 465	—
Érythrée	160 328	40 213	120 115	—
Éthiopie	2 338 044	1 227 010	1 092 088	18 946
Kenya	2 564 122	1 775 923	786 202	1 997
Ouganda	1 339 492	663 050	658 243	18 199
Somalie	980 542	643 616	211 519	125 407
Soudan	2 070 248	1 424 125	338 149	307 974
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	<b>9 669 072</b>	<b>5 876 768</b>	<b>3 319 781</b>	<b>472 523</b>

<i>Région/pays (au sens donné par l'Appel global)</i>	<i>Engagements non réglés au 1er janvier 2000</i>	<i>Paiements effectués en 2000</i>	<i>Engagements annulés en 2000</i>	<i>Engagements non réglés au 31 décembre 2000</i>
<b>Grands Lacs</b>				
Burundi	828 329	379 009	449 320	—
Congo	1 060 936	960 801	100 135	—
Pays d'Afrique centrale	2 898 183	822 539	2 075 644	—
République démocratique du Congo	2 645 288	2 007 705	637 583	—
République-Unie de Tanzanie	4 792 669	3 500 935	979 299	312 435
Rwanda	6 925 242	4 208 534	2 376 158	340 550
<b>Total, Grands Lacs</b>	<b>19 150 647</b>	<b>11 879 523</b>	<b>6 618 139</b>	<b>652 985</b>
<b>Afrique australe</b>				
Afrique du Sud	191 341	77 611	113 730	—
Angola	568 461	91 716	476 745	—
Botswana	287 505	166 297	121 208	—
Groupe de liaison pour l'Afrique	8 743	2 080	6 663	—
Malawi	80 762	29 652	51 110	—
Mozambique	48 047	24 454	23 593	—
Namibie	374 512	299 884	74 628	—
Swaziland	2 496	2 491	5	—
Zambie	669 588	480 271	189 317	—
Zimbabwe	138 442	112 597	25 845	—
<b>Total, Afrique australe</b>	<b>2 369 897</b>	<b>1 287 053</b>	<b>1 082 844</b>	<b>—</b>
<b>Afrique, autres</b>				
Bureau du Directeur pour l'Afrique	11 358	11 145	213	—
<b>Total, Afrique, autres</b>	<b>11 358</b>	<b>11 145</b>	<b>213</b>	<b>—</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>42 871 042</b>	<b>26 386 884</b>	<b>13 885 744</b>	<b>2 598 414</b>
<b>Europe de l'Est</b>				
Arménie	626 208	429 996	196 212	—
Azerbaïdjan	323 634	104 447	205 646	13 541
Bélarus	20 219	6 324	13 895	—
Communauté d'États indépendants	2 278	—	2 278	—
Fédération de Russie	6 000 177	5 319 730	676 393	4 054
Géorgie	335 078	227 361	107 717	—
République de Moldova	29 676	15 180	14 496	—
Ukraine	174 307	21 262	153 045	—
<b>Total, Europe de l'Est</b>	<b>7 511 577</b>	<b>6 124 300</b>	<b>1 369 682</b>	<b>17 595</b>

Tableau 5  
**Engagements réglés et engagements non réglés au 31 décembre 2000**  
**au titre de projets afférents à des exercices antérieurs**

(En dollars des États-Unis)

Budget des programmes supplémentaires

<i>Région/pays (au sens donné par l'Appel global)</i>	<i>Engagements non réglés au 1er janvier 2000</i>	<i>Paiements effectués en 2000</i>	<i>Engagements annulés en 2000</i>	<i>Engagements non réglés au 31 décembre 2000</i>
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>				
Sierra Leone	12 043	—	12 043	—
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>	<b>12 043</b>	<b>—</b>	<b>12 043</b>	<b>—</b>
<b>Asie de l'Est et Pacifique</b>				
Timor oriental	—	—	—	—
Australie	59 643	32 095	27 548	—
Indonésie	14 327 042	10 949 026	3 349 783	28 233
<b>Total, Asie de l'Est et Pacifique</b>	<b>14 386 685</b>	<b>10 981 121</b>	<b>3 377 331</b>	<b>28 233</b>
<b>Siège</b>				
Siège	1 399 684	1 032 340	367 344	—
<b>Total, Siège</b>	<b>1 399 684</b>	<b>1 032 340</b>	<b>367 344</b>	<b>—</b>
<b>Total, Asie de l'Est et Pacifique, et Siège</b>	<b>15 786 369</b>	<b>12 013 461</b>	<b>3 744 675</b>	<b>28 233</b>
<b>Total, Budget des programmes supplémentaires</b>	<b>15 798 412</b>	<b>12 013 461</b>	<b>3 756 718</b>	<b>28 233</b>

Tableau 5  
**Engagements réglés et engagements non réglés au 31 décembre 2000**  
**au titre de projets afférents à des exercices antérieurs**

(En dollars des États-Unis)

Administrateurs auxiliaires

<i>Région/pays (au sens donné par l'Appel global)</i>	<i>Engagements non réglés au 1er janvier 2000</i>	<i>Paiements effectués en 2000</i>	<i>Engagements annulés en 2000</i>	<i>Engagements non réglés au 31 décembre 2000</i>
<b>Afrique</b>				
<b>Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>				
Cameroun	13 529	3 564	9 965	—
Côte d'Ivoire	4 079	4 079	—	—
Guinée	20 163	7 008	13 155	—
Libéria	9 811	2 405	7 406	—
Mali	3 769	242	3 527	—
Sénégal	3 153	—	3 153	—
<b>Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale</b>	<b>54 504</b>	<b>17 298</b>	<b>37 206</b>	<b>—</b>
<b>Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>				
Éthiopie	35 082	12 536	22 546	—
Ouganda	3 065	—	3 065	—
Soudan	13 037	5 231	7 806	—
<b>Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique</b>	<b>51 184</b>	<b>17 767</b>	<b>33 417</b>	<b>—</b>
<b>Grands Lacs</b>				
République démocratique du Congo	3 402	—	3 402	—
République-Unie de Tanzanie	9 603	5 818	3 785	—
Rwanda	10 049	—	10 049	—
<b>Total, Grands Lacs</b>	<b>23 054</b>	<b>5 818</b>	<b>17 236</b>	<b>—</b>
<b>Afrique australe</b>				
Afrique du Sud	8 231	34	8 197	—
Angola	3 774	—	3 774	—
<b>Total, Afrique australe</b>	<b>12 005</b>	<b>34</b>	<b>11 971</b>	<b>—</b>
<b>Total, Afrique</b>	<b>140 747</b>	<b>40 917</b>	<b>99 830</b>	<b>—</b>
<b>Europe</b>				
<b>Europe de l'Est</b>				
Azerbaïdjan	14 775	8 109	6 666	—
Fédération de Russie	11 999	3 500	8 499	—
Géorgie	9 200	103	9 097	—
<b>Total, Europe de l'Est</b>	<b>35 974</b>	<b>11 712</b>	<b>24 262</b>	<b>—</b>

<i>Région/pays (au sens donné par l'Appel global)</i>	<i>Engagements non réglés au 1er janvier 2000</i>	<i>Paiements effectués en 2000</i>	<i>Engagements annulés en 2000</i>	<i>Engagements non réglés au 31 décembre 2000</i>
<b>Europe de l'Ouest</b>				
Turquie	13 012	5 104	7 908	—
<b>Total, Europe de l'Ouest</b>	<b>13 012</b>	<b>5 104</b>	<b>7 908</b>	—
<b>Europe du Sud-Est</b>				
Bosnie-Herzégovine	22 759	9 689	13 070	—
Croatie	11 983	5 548	6 435	—
<b>Total, Europe du Sud-Est</b>	<b>34 742</b>	<b>15 237</b>	<b>19 505</b>	—
<b>Total, Europe</b>	<b>83 728</b>	<b>32 053</b>	<b>51 675</b>	—
<b>Afrique du Nord, Moyen-Orient, Asie du Sud-Ouest et Asie centrale</b>				
<b>Afrique du Nord</b>				
Mauritanie	3 400	—	3 400	—
Tunisie	4 976	4 513	463	—
<b>Total, Afrique du Nord</b>	<b>8 376</b>	<b>4 513</b>	<b>3 863</b>	—
<b>Moyen-Orient</b>				
Égypte	7 701	514	7 187	—
Jordanie	4 056	12	4 044	—
<b>Total, Moyen-Orient</b>	<b>11 757</b>	<b>526</b>	<b>11 231</b>	—
<b>Asie du Sud-Ouest</b>				
Iran (République islamique d')	2 643	1 151	1 492	—
Pakistan	7 774	224	7 550	—
<b>Total, Asie du Sud-Ouest</b>	<b>10 417</b>	<b>1 375</b>	<b>9 042</b>	—
<b>Asie centrale</b>				
Kazakhstan	3 319	108	3 211	—
Kirghizistan	33 256	20 273	12 983	—
<b>Total, Asie centrale</b>	<b>36 575</b>	<b>20 381</b>	<b>16 194</b>	—
<b>Total, Afrique du Nord, Moyen-Orient, Asie du Sud-Ouest et Asie centrale</b>	<b>67 125</b>	<b>26 795</b>	<b>40 330</b>	—
<b>Amériques</b>				
<b>Amérique du Nord et Caraïbes</b>				
États-Unis d'Amérique	3 708	3 405	303	—
<b>Total, Amérique du Nord et Caraïbes</b>	<b>3 708</b>	<b>3 405</b>	<b>303</b>	—



<i>Région/pays (au sens donné par l'Appel global)</i>	<i>Engagements non réglés au 1er janvier 2000</i>	<i>Paiements effectués en 2000</i>	<i>Engagements annulés en 2000</i>	<i>Engagements non réglés au 31 décembre 2000</i>
<b>Amérique centrale</b>				
Mexique	9 281	6 643	2 638	—
<b>Total, Amérique centrale</b>	<b>9 281</b>	<b>6 643</b>	<b>2 638</b>	—
<b>Amérique du Sud (Nord)</b>				
Venezuela	10 919	3 162	7 757	—
<b>Total, Amérique du Sud (Nord)</b>	<b>10 919</b>	<b>3 162</b>	<b>7 757</b>	—
<b>Total, Amériques</b>	<b>23 908</b>	<b>13 210</b>	<b>10 698</b>	—
<b>Asie et Pacifique</b>				
<b>Asie de l'Est et Pacifique</b>				
Australie	300	—	300	—
Cambodge	12 420	3 522	8 898	—
République démocratique populaire lao	21 097	16 667	4 430	—
Thaïlande	24 665	11 948	12 717	—
<b>Total, Asie de l'Est et Pacifique</b>	<b>58 482</b>	<b>32 137</b>	<b>26 345</b>	—
<b>Asie du Sud</b>				
Inde	7 497	—	7 497	—
Myanmar	7 608	612	6 996	—
Népal	17 375	15 745	1 630	—
<b>Total, Asie du Sud</b>	<b>32 480</b>	<b>16 357</b>	<b>16 123</b>	—
<b>Total, Asie et Pacifique</b>	<b>90 962</b>	<b>48 494</b>	<b>42 468</b>	—
<b>Siège</b>				
Siège	93 751	37 869	55 882	—
<b>Total, Siège</b>	<b>93 751</b>	<b>37 869</b>	<b>55 882</b>	—
<b>Total, administrateurs auxiliaires</b>	<b>500 221</b>	<b>199 338</b>	<b>300 883</b>	—
<b>Total général, exercices antérieurs</b>	<b>165 339 574</b>	<b>112 394 827</b>	<b>49 568 347</b>	<b>3 376 400</b>

## Appendice

**Dons en nature reçus par le HCR en 2000 (hors budget)**

(En dollars des États-Unis)

<i>Donateurs</i>	<i>Montant</i>
Australie . . . . .	659 523
Suisse . . . . .	677 385
Action Réfugiés (France) . . . . .	58 063
Deutsche Stiftung für UNO Flüchtlingshilfe E. V. (Allemagne) . . . . .	4 787
Human Appeal International (Émirats arabes unis) . . . . .	35 800
Société du Croissant-Rouge (Émirats arabes unis) . . . . .	54 405
Lutheran World Relief (États-Unis d'Amérique) . . . . .	4 586 259
World Vision (États-Unis d'Amérique) . . . . .	125 990
Hennes & Mauritz (Autriche) . . . . .	328 004
I. C. A. Canada (Canada) . . . . .	206 521
<b>Total . . . . .</b>	<b>6 736 737</b>

## Notes afférentes aux états financiers

### Note 1. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et ses activités

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a été créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 319 A (IV) du 3 décembre 1949; son statut a été approuvé par l'Assemblée dans sa résolution 428 (V) du 14 décembre 1950.

Le HCR a pour objectif général d'offrir une protection internationale aux réfugiés et de chercher des solutions durables aux problèmes les concernant. Il s'emploie à sauvegarder les principes fondamentaux de l'asile et du non-refoulement et à veiller à ce que les droits fondamentaux des réfugiés, qui doivent être traités de façon décente et humaine, soient respectés. Il a aussi élaboré, à la demande de l'Assemblée générale et des gouvernements concernés, d'importants programmes d'assistance matérielle en vue de répondre aux besoins des réfugiés. Dans des résolutions plus récentes, l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire lui ont demandé d'aider, dans l'esprit de son mandat, d'autres groupes de personnes considérées comme relevant de sa compétence. Dans les situations d'urgence humanitaires complexes, il apporte sa contribution à la fourniture de l'aide humanitaire.

Le Haut Commissaire fait rapport à l'Assemblée générale chaque année, par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Le Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a été créé en application de la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale en date du 26 novembre 1957, afin de conseiller le Haut Commissariat dans l'exercice de ses fonctions et d'approuver l'utilisation des contributions volontaires qui lui sont versées. Le cycle annuel des réunions du Comité exécutif comporte une session plénière et plusieurs réunions intersessions de son Comité permanent plénier. En 2000, le Comité exécutif comptait 57 pays membres. Son rapport sur les travaux de sa session est soumis chaque année à l'Assemblée générale sous forme d'additif au rapport annuel du Haut Commissaire.

Le financement de 220 postes pour le HCR est prévu au budget ordinaire de l'ONU, pour un montant qui s'est élevé à 19 979 793 dollars en 2000. Le crédit ouvert au titre du Fonds général pour financer ces postes figure dans l'état IV des états financiers de l'ONU<sup>1</sup>.

### Note 2. Résumé des principales conventions comptables

#### a) Règlement de gestion des fonds provenant de contributions volontaires

Le HCR tient la comptabilité des fonds provenant de contributions volontaires conformément au règlement qui régit la gestion de ces fonds par le Haut Commissaire (A/AC.96/503/Rev.7), que le Comité exécutif a approuvé à sa cinquantième session. Les états et tableaux financiers sont également conformes aux normes comptables du système des Nations Unies telles qu'adoptées par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/216 C du 23 décembre 1993 (voir aussi A/48/530) et ultérieurement révisées.

L'exercice financier court du 1er janvier au 31 décembre.

## b) Comptabilité par fonds

Les comptes du HCR sont tenus par fonds. Des fonds distincts sont créés à des fins générales ou particulières, conformément au règlement qui régit la gestion des fonds provenant de contributions volontaires par le Haut Commissaire, ci-après dénommé « le règlement de gestion ».

Du fait que le HCR a adopté en 2000 une présentation unifiée du budget, conformément à la décision prise par le Comité permanent à sa quinzième réunion (voir A/AC.96/924, annexe), la présentation des états financiers des différents fonds a nettement changé par rapport aux années précédentes. Sept fonds et comptes qui étaient présentés séparément en 1999 (Fonds pour le programme annuel, Fonds extraordinaire, Fonds pour le rapatriement librement consenti, Fonds pour les programmes spéciaux, Compte pour l'éducation des réfugiés, Fonds pour l'hébergement du personnel et l'équipement ménager de base et Fonds pour les activités rémunératrices) ont été regroupés dans le Fonds pour le Programme annuel. Le Fonds pour les programmes supplémentaires et le Fonds pour les administrateurs auxiliaires sont nouveaux et figurent séparément dans les états financiers.

Le tableau IV.1 ci-après donne la correspondance entre les comptes de 1999 et ceux de 2000.

Tableau IV.1

### Correspondance entre les tableaux de 1999 et de 2000

Tableau	1999	2000
3	Programmes généraux : crédits ouverts au titre du Fonds pour le programme annuel	Crédits ouverts au titre du budget du programme annuel
4	Comptes spéciaux : fonds disponibles	Fonds disponibles : Fonds pour les programmes supplémentaires
5	Programmes spéciaux (y compris fonds d'affectation spéciale) : fonds disponibles	État des projets des années antérieures : engagements réglés et engagements non réglés (tous fonds)
6	État des projets des années antérieures : engagements réglés et engagements non réglés (tous fonds)	Devenu le tableau 5
7	Prêts accordés à des réfugiés ou de leur part	Figure dans la note 9 (autres comptes débiteurs)
8	Dépôts à vue ou à terme	Figure dans la note 6 (Dépôts à vue ou à terme)

Tableau	1999	2000
9	Dépôts à vue ou à terme : 1995-1999	Figure dans la note 6 (Dépôts à vue ou à terme)
10	Avoirs en devises non convertibles	Figure dans la note 6 (Dépôts à vue ou à terme)

Le Fonds pour le programme annuel concerne toutes les activités en cours ou prévues dans l'année. Celles-ci sont financées au moyen de contributions, réservées ou non, versées au Fonds général ou au moyen de fonds d'affectation spéciale distincts. Le Fonds pour les programmes supplémentaires concerne les activités qui apparaissent après que le Comité exécutif a approuvé le programme annuel à sa session annuelle. Les programmes supplémentaires sont incorporés dans le programme annuel l'année suivante, à moins que le Haut Commissaire en ait décidé autrement.

Les fonds d'affectation spéciale, qu'ils soient rattachés au Fonds pour le programme annuel ou au Fonds pour les programmes supplémentaires, concernent des activités pour lesquelles le HCR a reçu des fonds des donateurs sans en devenir le titulaire. La seule activité dans ce cas se rapporte à une contribution du Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (fonds Ted Turner). Jusque récemment, le terme « fonds d'affectation spéciale », et donc aussi l'expression Autres fonds d'affectation spéciale, étaient beaucoup utilisés au HCR, ainsi que parmi les donateurs, dans des cas qui ne correspondaient pas à leur sens juridique, c'est-à-dire au fait que les donateurs n'auraient pas réellement remis les fonds au HCR mais en garderaient la possession. En fait, tous les fonds en question, à l'exception de la contribution du fonds Ted Turner, ont été officiellement remis au HCR et sont en sa possession. Le solde de 34 500 dollars correspondant à l'exception susmentionnée a été reporté en 2000 au titre du programme annuel (fonds d'affectation spéciale).

Chaque fonds est traité comme une entité financière et comptable distincte et autonome dotée de groupes de comptes autonomes tenus selon les principes de la comptabilité en partie double. Des états financiers sont établis séparément pour chaque fonds ou groupe de fonds de même nature.

#### c) Montants estimatifs

Aux fins de l'établissement d'états financiers conformes aux principes comptables généralement acceptés, la direction doit faire des estimations et des suppositions qui ont une incidence sur les montants qui figurent dans lesdits états et dans les notes y afférentes. Les chiffres effectifs peuvent ne pas être égaux à ces estimations. Celles-ci servent en particulier, mais non exclusivement, à comptabiliser des dépenses en fin d'exercice afin de calculer les montants à conserver pour faire face aux engagements non réglés.

#### d) Fonds

Les fonds visés sont les suivants :

- Le Fonds de roulement et de garantie, dont le Comité exécutif a plafonné le montant à 50 millions de dollars et qui est alimenté par les intérêts perçus sur les placements et par les économies réalisées lors des exercices précédents sur le Fonds pour le programme annuel, le Fonds extraordinaire et le Fonds pour le

rapatriement librement consenti. Il est utilisé pour reconstituer le Fonds pour le programme annuel et pour effectuer des paiements indispensables au déroulement des projets en attendant d'avoir reçu les contributions annoncées ou prévues;

- Le Fonds pour le programme annuel, qui sert aux opérations financières approuvées chaque année par le Comité exécutif pour les activités programmées dans certains pays et certaines régions, ainsi que pour le financement de certaines dépenses engagées au siège; il comprend aussi une réserve opérationnelle, dont le montant est fixé à 10 % du montant consacré aux activités prévues dans le budget du programme annuel;
- Le Fonds pour les programmes supplémentaires, qui reçoit les fonds destinés aux activités lancées après l'approbation du budget du programme annuel;
- Le Fonds pour les administrateurs auxiliaires, qui sert au financement des activités de formation et de perfectionnement à l'intention de jeunes administrateurs parrainés par divers gouvernements;
- La Caisse d'assurance maladie, qui a été créée par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session conformément à l'article 6.2 du Statut du personnel et qui a pour objet d'aider ses adhérents à faire face aux dépenses relatives à certaines prestations et fournitures médicales à la suite d'une maladie, d'un accident ou d'une maternité. Elle est alimentée par les cotisations d'assurance maladie versées par le personnel hors siège, par la part versée par le HCR et par l'encaissement d'intérêts. Les paiements correspondent aux demandes de remboursement traitées dans l'année concernant les dépenses de santé des fonctionnaires en poste hors siège.

**e) Conversion des devises**

Les comptes sont présentés en dollars des États-Unis. Dans les bureaux extérieurs, les comptes peuvent être tenus dans la monnaie du pays. Dans ce cas, les montants des opérations sont convertis en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU (fixé par le Contrôleur) en vigueur au moment des opérations. À la clôture de l'exercice, les soldes de tous les comptes d'actif et de passif sont convertis au taux de change pratiqué au 31 décembre pour les opérations de l'ONU.

**f) Contributions volontaires et annonces de contribution**

Les contributions volontaires des États Membres et des autres donateurs sont comptabilisées en recettes à réception soit de la contribution elle-même, soit d'une annonce de contribution écrite. Les contributions annoncées par un gouvernement sont comptabilisées en recettes pour leur montant total à réception de l'annonce de contribution. Par souci de bonne gestion financière, la moitié au maximum du montant d'une contribution annoncée est comptabilisée en recettes à réception de l'annonce de contribution ferme, lorsque celle-ci émane d'une organisation de réputation bien établie.

Les contributions en nature sont comptabilisées à leur juste valeur marchande, à réception des biens ou services. Les contributions extrabudgétaires en nature ne sont pas comptabilisées, mais la liste en est donnée à l'appendice des états financiers.

Les contributions en espèces sont comptabilisées en dollars, au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de leur réception, comme indiqué plus haut à l'alinéa e) de la note 2.

Les contributions annoncées qui n'ont pas encore été versées sont rayées des comptes au bout de cinq ans si le donateur n'a pas reconfirmé son annonce par écrit, 18 mois au maximum avant la fin de l'exercice.

**g) Intérêts créditeurs**

Les intérêts créditeurs sont tous les intérêts et revenus connexes perçus au titre des placements et des comptes bancaires. L'article 9.3 du règlement de gestion fixe les conditions relatives à la comptabilisation du revenu des placements et prévoit notamment que celui-ci est porté au crédit du Fonds pour le programme annuel, sauf si on en a besoin pour maintenir le Fonds de roulement et de garantie au niveau voulu.

**h) Ajustements de change**

Les ajustements de change concernent les gains ou pertes de change réalisés soit lors de l'accomplissement d'une opération soit lors de la réévaluation des soldes des comptes d'actif et de passif en fin d'exercice, au taux opérationnel de l'ONU. Les écarts sont portés au débit ou au crédit du Fonds pour le programme annuel, sauf si on en a besoin pour maintenir le Fonds de roulement et de garantie au niveau voulu.

**i) Recettes accessoires**

Les recettes accessoires sont les produits de la vente de stocks excédentaires ou usagés, du remboursement de dépenses des exercices antérieurs et du règlement des sinistres. Les montants nets encaissés à l'occasion du transfert d'éléments du stock de secours aux projets opérationnels figurent à ce titre au compte du programme annuel.

**j) Dépenses**

Les dépenses de projet correspondent aux sommes engagées conformément à l'article 8 du règlement de gestion. Le Haut Commissaire peut engager des dépenses aux fins de la mise en oeuvre de projets dans la mesure où des fonds ou des contributions annoncées par des gouvernements sont disponibles dans le fonds ou le compte correspondant. À chaque fois que c'est possible et souhaitable, la réalisation des projets est confiée à des partenaires opérationnels – organes gouvernementaux, intergouvernementaux ou non gouvernementaux, entreprises privées, experts indépendants – conformément aux termes d'un accord ou d'un échange de lettres officielles. Un projet peut aussi être exécuté en application d'une lettre d'instruction adressée au fonctionnaire ou à l'unité administrative du HCR qui en est chargé.

**k) Versements à titre gracieux**

Les versements à titre gracieux sont régis par l'article 10.5 du règlement de gestion. Ils sont approuvés par le Contrôleur si leur montant ne dépasse pas 5 000 dollars, lorsqu'ils sont jugés souhaitables dans l'intérêt de l'organisation. Les versements supérieurs à 5 000 dollars doivent être approuvés personnellement par le

Haut Commissaire. Si des versements à titre gracieux ont été effectués dans l'année, un état en est présenté au Comité des commissaires aux comptes avec les comptes de l'année.

**l) Inscriptions au compte de profits et pertes**

Les inscriptions au compte de profits et pertes, lorsqu'il s'agit d'espèces perdues ou de l'annulation de la valeur comptable de certaines créances, y compris la transformation de prêts en dons, sont régies par l'article 10.6 du règlement de gestion. Au HCR, les inscriptions au compte de profits et pertes sont comptabilisées sous forme d'ajustement des dépenses de l'exercice précédent. La passation par profits et pertes d'un montant inférieur ou égal à 10 000 dollars peut être approuvée par le Contrôleur, après enquête approfondie. Pour un montant supérieur à 10 000 dollars, il faut l'accord du Haut Commissaire. Un état de toutes les sommes passées par profits et pertes est remis au Comité des commissaires aux comptes avec les comptes annuels.

Lorsqu'il s'agit de la perte de biens ayant appartenu au HCR, l'inscription de leur montant au compte de profits et pertes est régie par l'article 10.7, qui stipule que le Contrôleur peut l'approuver après avoir procédé, dans chaque cas, à une enquête approfondie.

**m) Biens durables**

Conformément aux normes comptables des Nations Unies, les biens durables achetés avec des fonds provenant de contributions volontaires au HCR ne figurent pas au bilan en tant qu'actifs immobilisés mais sont passés en charge et débités au projet concerné, l'année de leur achat. Les stocks sont valorisés à l'équivalent en dollars de leur valeur, calculé au taux de change du jour de leur achat. Leur valeur est amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire, compte tenu de la durée de vie du bien concerné, qui se situe entre trois et 10 ans selon sa nature.

**n) Reclassement**

À compter de 2000, les frais bancaires sont comptabilisés comme dépenses au titre du Fonds de roulement et de garantie, au lieu d'être portés au débit de la rubrique Autres recettes accessoires. Les chiffres de 1999 sont donc répétés, ce qui augmente de 1 015 440 dollars les montants des recettes et des dépenses mais est sans effet sur le montant en fin d'exercice des réserves et des soldes des fonds.

**Note 3. Fonds de roulement et de garantie**

Conformément à l'article 6.4 du règlement de gestion, en attendant de recevoir certaines contributions, le HCR a dû prélever 40 millions de dollars sur le Fonds de roulement et de garantie, fin novembre 2000, pour financer des paiements qui étaient exigibles. Grâce à des contributions d'un montant de 44,4 millions de dollars reçues avant le 31 décembre 2000, il a pu rembourser le Fonds avant la fin de l'exercice.



#### Note 4. Dépenses

##### a) Ventilation des dépenses

Le tableau ci-après donne une ventilation des dépenses du HCR pour l'année 2000.

Tableau IV.2

#### Dépenses du HCR pour l'année 2000

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Fonds</i>	<i>Programme</i>	<i>Appui au programme</i>	<i>Gestion et administration</i>	<b>Total</b>
Programme annuel	500 411	170 967	34 919	<b>706 297</b>
Programme annuel : fonds d'affectation spéciale	1 155	69	34	<b>1 258</b>
Programmes supplémentaires	59 799	7 407		<b>67 206</b>
<b>Total partiel</b>	<b>561 365</b>	<b>178 443</b>	<b>34 953</b>	<b>774 761</b>
Administrateurs auxiliaires				<b>7 070</b>
Fonds de roulement et de garantie				<b>938</b>
Caisse d'assurance maladie				<b>1 116</b>
<b>Total</b>				<b>783 885</b>

Les dépenses indiquées dans la colonne « Programme » du tableau IV.2 comprennent des versements échelonnés à des partenaires opérationnels. Au cours de l'année, ceux-ci sont tenus de déclarer, à la date normale de présentation de leur rapport, les sommes qu'ils ont déboursées en les prélevant sur des fonds fournis par le HCR. En 2000, 287,4 millions de dollars ont été versés par tranches aux partenaires opérationnels, dont 191,2 millions avaient été déclarés utilisés au 31 décembre 2000, ce qui laissait un solde de 96,2 millions de dollars restant à déclarer. Les rapports de partenaires opérationnels reçus au cours des quatre premiers mois de 2001 ont confirmé qu'encore 49,6 millions de dollars avaient été déboursés, ce qui a réduit le solde à 46,6 millions de dollars au 30 avril 2001.

##### b) Versements à titre gracieux

En 2000, le HCR a effectué deux versements à titre gracieux au bénéfice de deux de ses fonctionnaires, pour un montant total de 11 484 dollars.

##### c) Fonds pour les administrateurs auxiliaires

Le tableau IV.3 donne la ventilation par région des sommes prélevées sur ce fonds, ainsi que le solde du fonds à fin 2000.

Tableau IV.3

**Dépenses engagées au titre du Fonds pour les administrateurs auxiliaires**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Région</i>	<i>Débours</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<b>Total</b>
Afrique	1 993 083	59 243	<b>2 052 326</b>
Europe	1 847 587	40 014	<b>1 895 601</b>
Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient	742 368	32 327	<b>774 695</b>
Amériques	482 444	8 390	<b>490 834</b>
Asie et Pacifique	844 309	35 254	<b>879 563</b>
Siège	935 646	41 455	<b>977 101</b>
<b>Total</b>	<b>6 845 437</b>	<b>224 683</b>	<b>7 070 120</b>
<b>Réserves et solde des fonds au 1er janvier 2000</b>			<b>6 521 978</b>
<b>Fonds encaissés en 2000</b>			<b>7 395 405</b>
<b>Total des dépenses</b>			<b>(7 070 120)</b>
<b>Réserves et solde des fonds au 31 décembre 2000</b>			<b>6 847 263</b>

**d) Plan d'assurance maladie**

En 2000, le plan d'assurance maladie a enregistré au titre des recettes 1 009 067 dollars provenant des primes d'assurance et 435 786 dollars provenant des intérêts créditeurs. Dans le cadre de ce plan, le HCR a payé aux assurés 1 115 738 dollars au titre du remboursement des frais médicaux.

**Note 5. Passation par pertes et profits en 2000**

Le HCR a dû passer par pertes et profits un montant de 330 714 dollars représentant des taxes sur la valeur ajoutée irrécouvrables et des pertes de liquidités enregistrées dans plusieurs lieux d'activité du HCR.

**Note 6. Dépôts à vue et dépôts à terme**

Le montant indiqué pour les dépôts à vue et à terme représente le total net de tous les soldes de liquide (y compris les fonds détenus en monnaies non convertibles), déduction faite des découverts éventuels. On trouvera au tableau IV.4 les montants ventilés entre les comptes courants et les comptes de dépôts, pour les années 1996-2000.

Tableau IV.4  
**Comptes courants et comptes de dépôts au 31 décembre 2000**  
 (En milliers de dollars des États-Unis)

	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Dépôts à vue au 31 décembre</b>					
Comptes à vue et comptes courants	16 666	14 544	12 956	48 985	50 497
Comptes à terme sur 48 heures	765	802		50	15 204
Comptes de dépôts	205 405	207 104	166 704	139 820	58 000
	<b>222 836</b>	<b>222 450</b>	<b>179 660</b>	<b>188 855</b>	<b>123 701</b>
<b>Montant moyen des disponibilités pendant l'année</b>					
En comptes courants	41 916	36 954	31 774	41 334	51 231
Placements (comptes à vue et à terme, valeurs)	227 470	196 666	122 381	140 664	65 631
	<b>269 386</b>	<b>233 620</b>	<b>154 155</b>	<b>181 998</b>	<b>116 862</b>
<b>Intérêts créditeurs</b>					
Comptes courants	1 158	823	904	1 089	1 633
Placements	11 848	11 013	6 758	6 933	3 962
	<b>13 006</b>	<b>11 836</b>	<b>7 662</b>	<b>8 022</b>	<b>5 595</b>
<b>Taux moyen des intérêts créditeurs</b>					
Sur l'encaisse et les fonds en banque	4,83 %	5,07 %	4,97 %	4,41 %	4,79 %
Sur les fonds placés	5,21 %	5,60 %	5,52 %	4,93 %	6,04 %

On trouvera dans le tableau IV.5 les détails des dépôts à vue et des dépôts à terme au 31 décembre 2000.

Tableau IV.5  
Dépôts à vue et à terme au 31 décembre 2000

Banque	Période (jours)	Taux annuel (pourcentage)	Date d'échéance	Montant	Intérêts courus
				En dollars É.-U.	
San Paolo IMI, Turin	50	6,67000	04/01/01	10 000 000	85 228
San Paolo IMI, Turin	14	6,63000	05/01/01	5 000 000	8 288
San Paolo IMI, Turin	17	6,63000	08/01/01	10 000 000	16 575
Fortis Bank, Bruxelles	7	6,70000	04/01/01	8 000 000	4 467
Fortis Bank, Bruxelles	13	6,65000	10/01/01	5 000 000	2 771
Fuji Bank, Bruxelles	18	6,59375	16/01/01	10 000 000	3 663
Citicorp Banking Corp., Jersey (Royaume-Uni)	5	6,37500	03/01/01	10 000 000	3 542
<b>Total</b>				<b>58 000 000</b>	<b>124 533</b>

On trouvera dans le tableau IV.6 les équivalents en dollars des États-Unis des avoirs en monnaies non convertibles détenus au 31 décembre 2000.

Tableau IV.6  
Équivalents en dollars des États-Unis des avoirs en monnaies non convertibles  
détenus au 31 décembre 2000

Pays <sup>a</sup>	Monnaie	Équivalents en dollars É.-U.
Afghanistan	Afghani	3 494,26
Albanie	Lek	6 367,03
Burundi	Franc burundais	2 686,19
Égypte	Livre égyptienne	14 539,22
Éthiopie	Birr	141,61
Iran (République islamique d')	Rial	66 873,25
Iraq	Dinar iraquien	1 481,86
Mozambique	Metical	5 035,48
Ouzbékistan	Som	769,30
République démocratique du Congo	Franc congolais	10 907,88
Soudan	Livre soudanaise	43 999,76
Tadjikistan	Rouble tadjik	1 786,71
Turkménistan	Manat	7 983,21
Viet Nam	Dong	1 584,60
Yougoslavie	Dinar	505,51
Zambie	Kwacha zambienne	14 145,20
<b>Total</b>		<b>182 301,07</b>

<sup>a</sup> Pays n'ayant pas accepté les obligations des sections 2, 3 et 4 de l'article VIII des statuts du Fonds monétaire international.

**Note 7. Contributions volontaires à recevoir**

Les contributions volontaires à recevoir sont les contributions à recevoir de l'ensemble des donateurs, dont le détail est donné au tableau 1 pour 2000 et au tableau 2 pour les années précédentes. Ces contributions à recevoir sont classées par année d'annonce, comme indiqué ci-après (en dollars des États-Unis).

2000 . . . . .	55 941 594
1999 . . . . .	8 677 620
1998 . . . . .	16 178 774
1997 . . . . .	256 468
1996 . . . . .	45 936
<b>Total . . . . .</b>	<b>81 100 392</b>

**Note 8. Sommes dues par des institutions des Nations Unies**

Les sommes supérieures à 10 000 dollars dues par des organes ou organismes des Nations Unies sont les suivantes :

Département des affaires politiques . . . . .	
Département des opérations de maintien de la paix . . . . .	291 351
Bureau de la coordination des affaires humanitaires . . . . .	413 851
Fonds des Nations Unies pour l'enfance . . . . .	40 121
Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies . . . . .	12 582
Organisation mondiale de la santé . . . . .	32 196

**Note 9. Autres sommes à recevoir**

Un montant de 829 392 dollars, représentant des prêts accordés à des réfugiés ou pour le compte de réfugiés, était encore dû au HCR au 31 décembre 2000 (voir tableau IV.7). Ces prêts ont été intégralement inclus dans les dépenses afférentes aux exercices au cours desquels ils ont été faits et seuls des comptes pour mémoire sont tenus dans les livres du HCR.

Tableau IV.7

**Prêts accordés à des réfugiés ou pour le compte de réfugiés, remboursables au HCR au 31 décembre 2000**

	<i>Pour l'exercice</i>	<i>Montants cumulés au</i>
	<i>2000</i>	<i>31 décembre 2000</i>
Montant total des prêts		16 2
Ajustements		
Fonds inutilisés remboursés par les agents d'exécution		(817 0
Transferts au Comité pour les réfugiés		(4 1
Différences de change	(173 770)	5 4

	Pour l'exercice 2000	Montants cumulés au 31 décembre 2000
		16 9
Liquidations de soldes		
Remboursements	(160 566)	(14 4
Passation par pertes et profits/conversion en subventions		(803 7
Droits de remboursement et frais des agents d'exécution	(16 409)	(644 2
		(15 8
Montant total des prêts non remboursés au 31 décembre 2000		1 0
Montant remboursable aux agents d'exécution dès réception pour droits de remboursement		(208 2
<b>Montant total des prêts remboursables au HCR au 31 décembre 2000<sup>a</sup></b>		<b>829 3</b>
<sup>a</sup> Ventilation par source de fonds :		
Principaux programmes d'aide	828 996	
Autres fonds d'affectation spéciale	<u>396</u>	
<b>Total</b>	<b>829 392</b>	

#### Note 10. Matériel durable

Au 31 décembre 1999, le coût initial des biens durables comptabilisés étaient de 281 398 227 dollars et leur valeur après amortissement était de 51 646 012 dollars.

En 2000, le HCR a introduit un nouveau logiciel (AssetTrak) pour la comptabilisation des biens durables. Dans la pratique, on entend par biens durables des avoirs d'un prix d'achat original égal ou supérieur à 1 500 dollars et d'une durée de vie égale ou supérieure à cinq ans, ainsi que tous les articles spéciaux. On entend par articles spéciaux les véhicules, le matériel informatique, les groupes électrogènes, les bateaux, les équipements de télécommunication et les équipements de sécurité.

Lors des exercices antérieurs à l'adoption de cette définition, le HCR faisait figurer les articles n'ayant pas une très grande valeur, regroupés en tant que « divers », dans le compte rendu annuel présenté dans les Notes explicatives. Cette pratique n'est plus en usage. En conséquence, il n'est pas rendu compte des articles qui ne répondent pas individuellement à la définition donnée.

Le coût initial des biens durables comptabilisés dans la base de données AssetTrak au 31 décembre 2000 était de 193 197 732 dollars et leur valeur après amortissement était de 53 696 038 dollars.

**Note 11. Sommes à payer**

Les sommes à payer comprennent des montants dus à d'autres organismes, indiqués ci-après (en dollars des États-Unis) :

Bureau de la coordination des affaires humanitaires	499 636
Volontaires des Nations Unies	477 684
Commission d'indemnisation des Nations Unies	202 876
Programme des Nations Unies pour le développement	4 554 873
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	32 589
Siège de l'ONU	1 343 428

**Note 12. Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite**

Conformément à la pratique suivie par les organismes qui appliquent le régime commun des Nations Unies, le HCR n'a pas établi de provisions spécifiques, dans ses comptes, au titre du coût de l'assurance maladie des fonctionnaires après la cessation de service ou des autres types de prestations dues en fin de service. Par conséquent, il n'a pas créé de réserves pour financer ces engagements. Les dépenses prévues à ce titre sont imputées au budget de l'exercice correspondant et les dépenses effectives encourues pendant chaque exercice, lorsque les fonctionnaires quittent le service de l'organisation, sont comptabilisées comme dépenses de l'exercice en cours.

**a) Assurance maladie après cessation de service**

L'ordre de grandeur des engagements potentiels de l'Organisation au titre de l'assurance maladie des fonctionnaires est estimé sur la base de méthodes et hypothèses actuarielles analogues à celles des estimations globales des Nations Unies figurant, pour l'ONU dans son ensemble, dans les Notes explicatives des états financiers de l'ONU<sup>1</sup>. Une extrapolation a permis d'évaluer à environ 260 millions de dollars la charge pour l'Organisation.

**b) Congés annuels accumulés**

Les fonctionnaires en fin de service ont droit à des paiements en compensation des jours de congé annuels accumulés (60 jours au maximum). La charge totale pour l'Organisation au titre de la compensation des jours de congé accumulés et non utilisés est estimée à une somme comprise entre 18 millions de dollars et 20 millions de dollars.

**c) Prestations de fin de service**

Conformément au Statut et au Règlement du personnel, certains fonctionnaires ont droit, lorsqu'ils quittent l'Organisation, à une prime de rapatriement et au remboursement des dépenses de réinstallation connexes, le calcul étant fait sur la base du nombre d'années de service. La charge totale pour l'Organisation à la fin de 2000, au titre des prestations de rapatriement et de réinstallation non encore versées, est estimée à environ 105 millions de dollars. Cette estimation est fondée sur le nombre réel des fonctionnaires du HCR par lieu d'affectation et sur des moyennes représentatives des salaires et des nombres d'années de service. Dans les états financiers de 1999, cet engagement était estimé à un montant compris entre 22 millions

de dollars et 27 millions de dollars. Il avait été calculé sur la base du chiffre global des effectifs du HCR et d'estimations approximatives des salaires et des nombres d'années de service.

**d) Pensions de retraite**

Le HCR est affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse commune des pensions gère un régime de prestations financé par capitalisation. L'obligation financière du HCR à l'égard de la Caisse commune des pensions consiste en une contribution obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale, majorée le cas échéant, des sommes nécessaires pour combler le déficit actuariel conformément à l'article 26 du Règlement de la Caisse commune des pensions. Ces sommes ne sont dues que si l'Assemblée générale a invoqué les dispositions de l'article 26 après avoir constaté qu'il est nécessaire de combler le déficit sur la base d'un examen de la situation financière actuarielle de la Caisse à la date de l'évaluation actuarielle. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas invoqué lesdites dispositions.

*Notes*

- <sup>1</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 5 (A/55/5), vol. I, chap. V.*
-